V. I. LÉNINE

NOTES CRITIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE

DU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MÊMES

ÉDITIONS SOCIALES
64, Bd Auguste-Blanqui, PARIS

Texte conforme à celui du tome XX des œuvres de Lénine (4e édition russe préparée par l'Institut Marx-Engels-Lénine). Les notes de Lénine sont signées : (V. L.) ; celles de la rédaction : (N. R.)

Tous droits de reproduction réservés
Copyright 1952 by Editions Sociales, Paris

DU MÊME AUTEUR

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

La Maladie infantile du communisme (le « communisme de gauche »).
L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme.
L'État et la Révolution.
Karl Marx et sa doctrine.
Que faire? (Les questions brûlantes de notre mouvement).
Le Socialisme et la guerre.
Matérialisme et empiriocriticisme.

EN PRÉPARATION :

La Faillite de la IIe Internationale.
La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.
L'Année 1920.
Cahiers philosophiques.

1

NOTES CRITIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE

Que la question nationale, à l'heure actuelle, occupe une place bien en vue parmi les problèmes de la vie sociale en Russie, cela est évident. Le nationalisme militant de la réaction, le passage du libéralisme contre-révolutionnaire bourgeois au nationalisme (notamment grand-russe, et puis aussi polonais, juif, ukrainien, etc.), et, enfin, l'accentuation des flottements nationalistes parmi les différents social-démocrates « nationaux » (c'est-à-dire non grands-russes), accentuation qui va jusqu'à violer le programme du Parti : tout cela nous oblige assurément à accorder plus d'attention qu'auparavant à la question nationale.

Le présent article [1] poursuit un but spécial : examiner dans leur relation générale, précisément, ces flottements de programme des marxistes et des pseudo-marxistes dans la question nationale. Dans le n° 29 de la *Sévernaïa Pravda* [2] (du 5 septembre 1913,

---

1. L'article « Notes critiques sur la question nationale » a été rédigé par Lénine en octobre-décembre 1913 et imprimé la même année dans la revue légale bolchévik *Prosvéchtchénié* n°s 10, 11 et 12. Il avait été précédé d'exposés de Lénine sur la question nationale, faits en été 1913 à Zurich, Genève, Lausanne et Berne. En automne 1913, Lénine fit un rapport sur la question nationale à la conférence d' « août » (conférence d' « été ») du Comité central du P.O.S.D.R., élargie aux militants du Parti. Sur ce rapport, on adopta une résolution rédigée par Lénine lui-même. A l'issue de la conférence, Lénine entreprit d'écrire cet article (*N. R.*)

2. *Sévernaïa Pravda* (la Vérité du Soir), l'un des noms de la *Pravda* (la Vérité), quotidien bolchévik légal paru à Pétersbourg.

La *Pravda* a été fondée sur les indications de Lénine et sur l'initiative de Staline. C'est sous la direction de Staline que fut établie la plate-forme de la *Pravda* et préparé le premier numéro, qui parut le 5 mai 1912.

La *Pravda* était éditée aux frais des ouvriers qui, en 1912, organisèrent par groupe 620 collectes pour la presse bolchévik ; en 1913, 2.181 ; de janvier à mai 1914, 2.873. Les ouvriers d'avant-garde étaient les correspondants de la *Pravda*, qui tirait de 40 à 60.000 exemplaires par jour. Chaque exemplaire était lu par des dizaines d'ouvriers.

On donnait aux bolchéviks le nom de « pravdistes ». « La *Pravda* de 1912, écrivait Staline, a posé les fondements de la victoire du bolchévisme en 1917. »

C'est de l'étranger que Lénine dirigeait la *Pravda ;* il écrivait presque chaque jour au journal, donnait des indications à la rédaction. Après son évasion de l'exil de Narym, en septembre 1912, Staline assuma la direction de la *Pravda*. En janvier-février 1913, I. Sverdlov en fut le rédacteur en chef. En février 1913, Staline, aidé de Sverdlov, procéda à la réorganisation de la rédaction de la *Pravda*, conformément aux directives de Lénine. De mai à novembre 1912, Molotov en fut secrétaire et membre du comité de rédaction ; en automne 1913, réduit à l'illégalité, il dirigea

« Les libéraux et les démocrates dans la question des langues »), j'ai eu l'occasion de parler de l'opportunisme des libéraux dans la question nationale ; le journal juif opportuniste *Zeit* [1], par la plume de F. Liebman, par sa critique, est tombé sur cet article. D'un autre côté, l'opportuniste ukrainien M. Lev Iourkévitch (*Dzvin*[2], 1913 nos 7-8) a soumis à la sienne le programme des marxistes russes sur la question nationale. Ces deux publicistes ont soulevé une telle quantité de problèmes que, pour leur répondre, il nous faut envisager les aspects les plus divers de notre thème. Et il me semble qu'il sera bien plus commode de commencer par reproduire l'article de la *Sévernaïa Pravda*.

1. LA QUESTION DES LANGUES POUR LES LIBÉRAUX ET LES DÉMOCRATES

Les journaux ont parlé plus d'une fois du rapport du gouverneur général du Caucase, rapport qui se fait remarquer non par son caractère ultra-réactionnaire, mais par son « libéralisme » timoré. Entre autres, le gouverneur général s'affirme contre la russification artificielle, c'est-à-dire la russification des populations non russes. Au Caucase, les représentants des nationalités non russes s'efforcent *eux-mêmes* d'apprendre aux enfants le russe, par exemple, dans les écoles ecclésiastiques armé-

---

la rubrique du mouvement syndical. Les rédacteurs permanents étaient : M. Olminski, N. Batourne, K. Eréméev, N. Polétaev, K. Samoïlova, A. Elizarova, d'autres encore. Les députés bolchéviks de la IVe Douma prirent une part active au journal. La *Pravda* publiait les écrits de Gorki. De 1912 à 1914, le gouvernement du tsar huit fois interdit la *Pravda*, mais le journal continua de paraître sous d'autres titres : *Rabotchaïa Pravda, Sévernaïa Pravda, Pravda Trouda, Za Pravdou, Prolétarskaïa Pravda, Pout Pravdy, Rabotchi, Troudovaïa Pravda.*

La *Pravda*, interdite le 21 juillet 1914, à la veille de la guerre impérialiste, ne reparut qu'après la révolution de Février, le 18 mars 1917 comme organe officiel du Comité central et du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. (bolchévik). Le 28 mars, à la séance élargie du Bureau du Comité central, Staline était désigné à la rédaction de la *Pravda*. A son retour en Russie en avril 1917, Lénine en assuma la direction. Après les journées de juillet, Lénine étant réduit à l'illégalité, Staline devint rédacteur en chef de l'organe central du Parti. En juillet-octobre 1917, poursuivie par le Gouvernement provisoire, la *Pravda* changea à quatre reprises de nom et parut sous les titres : *Listok Pravdy, Prolétari, Rabotchi, Rabotchi Pout*. A partir du 9 novembre le journal paraît sous son vieux nom : *Pravda*. (*N. R.*)

1. *Zeit* [le Temps], journal hebdomadaire du Bund ; parut à Pétersbourg de décembre 1912 à juin 1914. (*N. R.*)

2. *Dzvin* [la Cloche], revue nationaliste légale mensuelle d'orientation menchévik ; éditée en ukrainien, à Kiev, de janvier 1913 au milieu de 1914. (*N. R.*)

niennes où l'enseignement de la langue russe est facultatif.

Un des journaux libéraux les plus répandus en Russie, *Rousskoïé Slovo* [1] (n° 198), qui signale ce fait, conclut très justement qu'en Russie l'hostilité envers la langue russe « provient exclusivement » de l'implantation « artificielle » (il aurait fallu dire : violente) de la langue russe.

> Point n'est besoin de s'inquiéter du sort de la langue russe. Elle conquerra elle-même la reconnaissance dans toute la Russie,

écrit le journal. Cela est juste, car les besoins économiques obligeront toujours les nationalités habitant un même Etat (aussi longtemps qu'elles voudront vivre ensemble) à étudier la langue de la majorité. Plus le régime de la Russie sera démocratique, et plus vigoureux, plus rapide et plus large sera le développement du capitalisme, plus les nécessités économiques pousseront impérieusement les diverses nationalités à étudier la langue la plus commode pour les relations commerciales communes.

Mais le journal libéral se hâte de se battre lui-même et de démontrer son inconséquence libérale.

> Il n'est guère probable, *écrit-il*, que quelqu'un, même parmi les adversaires de la russification, s'avise de contester que dans un Etat aussi vaste que la Russie, il doive exister une seule langue commune, et que cette langue... ne puisse être que le russe.

Logique à rebours ! La petite Suisse, loin de perdre, gagne du fait qu'au lieu d'une *seule* langue commune à l'Etat, elle en a trois : l'allemand, le français et l'italien. En Suisse, 70 % de la population sont des Allemands (en Russie, il y a 43 % de Grands-Russes), 22 % des Français (en Russie, il y a 17 % d'Ukrainiens), 7 % des Italiens (en Russie, il y a 6 % de Polonais et 4,5 % de Biélorusses). Si les Italiens en Suisse parlent souvent le français dans le Parlement commun, ils ne le font pas sous la menace de quelque loi policière sauvage (il n'en existe pas en Suisse), mais simplement parce que les citoyens civilisés d'un Etat démocratique préfèrent eux-mêmes la langue intelligible pour la majorité. La langue française n'inspire pas de haine aux Italiens, car c'est la langue d'une nation libre et civilisée, qui n'est pas imposée par des mesures de police abominables.

Pourquoi donc la « vaste » Russie, beaucoup plus mêlée,

---

1. *Rousskoïé Slovo* (la Parole russe), quotidien bourgeois libéral : parut à Moscou à partir de 1895 ; interdit en novembre 1917. (*N. R.*)

terriblement arriérée, doit-elle *freiner* son développement par le maintien d'un privilège quelconque pour une des langues ? N'est-ce pas le contraire qui est vrai, messieurs les libéraux ? La Russie ne doit-elle pas, si elle veut rattraper l'Europe, en finir avec les privilèges de tout genre et de tout ordre, le plus vite possible, le plus complètement possible, le plus énergiquement possible ?

Si tous les privilèges tombent, si une langue cesse d'être imposée, tous les Slaves apprendront vite et facilement à se comprendre l'un l'autre et ne redouteront pas l'idée « horrible » que dans le Parlement commun des discours se fassent entendre dans les différentes langues. Et les nécessités économiques *définiront* elles-mêmes la langue du pays que la majorité aura *avantage* à connaître dans l'intérêt des relations commerciales. Cette définition sera d'autant plus ferme qu'elle aura été adoptée librement par la population des diverses nationalités, d'autant plus rapide et plus large que le régime démocratique sera conséquent et que le capitalisme aura, de ce fait, pris un développement plus rapide.

Les libéraux, à l'égard de la question des langues comme aussi envers tous les problèmes politiques, se comportent en mercantis hypocrites qui tendent une main (ouvertement) à la démocratie, et l'autre (derrière le dos) aux féodaux et aux policiers. Nous sommes contre les privilèges, clame le libéral, et derrière le dos, il cherche à obtenir des féodaux tantôt un, tantôt un autre privilège.

Tel est *tout* nationalisme bourgeois libéral — non seulement grand-russe (il est le pire, en raison de son caractère violent et de sa parenté avec les Pourichkévitch), — mais aussi les nationalismes polonais, juif, ukrainien, géorgien et autres. La bourgeoisie de *toutes* les nationalités en Autriche comme en Russie sous le mot d'ordre de « culture nationale » procède *en fait* à la dissociation des ouvriers, à l'affaiblisssement de la démocratie, à des transactions mercantiles avec les féodaux pour la vente des droits et de la liberté populaires.

Le mot d'ordre de la démocratie ouvrière n'est pas la « culture nationale », mais la culture internationale de la démocratie et du mouvement ouvrier universel. Libre à la bourgeoisie de tromper le peuple par toutes sortes de programmes nationaux « positifs ». L'ouvrier conscient lui répondra : il n'y a qu'une seule solution du problème national (si tant est qu'en général sa solution soit possible dans le monde du capitalisme, monde du lucre, des rivalités véhémentes et de l'exploitation), et cette solution, c'est le régime démocratique conséquent.

Les preuves : la Suisse en Europe occidentale, pays de vieille culture et la Finlande en Europe orientale, pays de jeune culture.

Le programme national de la démocratie ouvrière : pas de privilèges pour une seule nation, ni pour une seule langue ; la solution du problème de la libre disposition politique des nations, c'est-à-dire de leur séparation et de leur constitution en Etat, par une voie parfaitement libre, démocratique ; la promulgation d'une loi générale de l'Etat, en vertu de laquelle toute disposition (du zemstvo, de la municipalité, de la communauté, et ainsi de suite) qui accorderait en quoi que ce soit des privilèges à une des nationalités, qui violerait leur égalité ou les droits de la minorité nationale, est déclarée illégale et non avenue, et tout citoyen d'un Etat a le droit d'exiger la levée de cette disposition comme contraire à la Constitution, et l'application d'une pénalité à ceux qui s'aviseraient de la mettre en pratique.

Aux rivalités nationales entre les différents partis bourgeois autour des questions de langue, etc., la démocratie ouvrière oppose la revendication suivante : unité absolue et fusion totale des ouvriers de *toutes* les nationalités dans *toutes* les organisations ouvrières, syndicales, coopératives de consommation, d'éducation, et toutes autres, contrairement à n'importe quel nationalisme bourgeois. Seules une telle unité et une telle fusion sont capables d'assurer la démocratie, de sauvegarder les intérêts des ouvriers contre le capital (lequel est déjà devenu et devient de plus en plus international) et ceux de l'humanité évoluant vers un mode de vie nouveau, étranger à tout privilège et à toute exploitation.

2. LA « CULTURE NATIONALE »

Comme le voit le lecteur, l'article de la *Sévernaïa Prauda* montre par un exemple la question d'une langue commune à l'Etat, et le défaut de conséquence et l'opportunisme de la bourgeoisie libérale qui, dans la question nationale, tend la main aux féodaux et aux policiers. Chacun comprend que, outre la question d'une langue commune à l'Etat, la bourgeoisie libérale se comporte avec non moins de traîtrise, d'hypocrisie et de stupidité (même au point de vue des intérêts du libéralisme) dans toute une série d'autres questions du même ordre.

La conclusion ? C'est que *tout* nationalisme bourgeois libéral crée la plus extrême corruption dans le milieu ouvrier, porte le plus grand préjudice à la cause de la liberté et à celle de la lutte de classe prolétarienne. Cela est d'autant plus dangereux que la tendance bourgeoise (et bourgeoise-féodale) *se retranche* derrière le mot d'ordre de « culture nationale ». Au nom de la culture nationale grand-russe, polonaise, juive, ukrainienne, etc., les Cent-Noirs et les cléricaux, et puis aussi

les bourgeois de *toutes* les nationalités, accomplissent leur besogne réactionnaire et sordide.

Tel est le fait de la vie nationale actuelle, si on l'envisage en marxiste, c'est-à-dire du point de vue de la lutte de classe ; si on confronte les mots d'ordre avec les intérêts et la politique des classes, et non avec les « principes généraux » vides de sens, les déclamations et les phrases.

Le mot d'ordre de culture nationale est une duperie bourgeoise (et souvent aussi des Cent-Noirs et cléricaux). Notre mot d'ordre à nous, c'est la culture internationale de la démocratie et du mouvement ouvrier universel.

Ici M. Liebman, du Bund, part en guerre et me foudroie par cette tirade meurtrière :

> Quiconque connaît tant soit peu la question nationale, sait que la culture internationale n'est pas une culture anationale (culture sans forme nationale) ; la culture anationale qui ne doit être ni russe, ni juive, ni polonaise, mais une culture pure, est un non-sens ; les idées internationales, justement, ne peuvent devenir familières à la classe ouvrière que si elles sont adaptées à la langue que parle l'ouvrier, ainsi qu'aux conditions nationales concrètes dans lesquelles il vit ; l'ouvrier ne doit pas être indifférent à la situation et au développement de sa culture nationale, car c'est par elle, et seulement par elle, qu'il a la possibilité de prendre part à « la culture internationale de la démocratie et du mouvement ouvrier universel ». Cela est connu de longue date, mais de tout cela V. I. ne veut rien savoir... »

Réfléchissez bien à ce raisonnement typique d'un bundiste, raisonnement qui, voyez-vous, est appelé à démolir la thèse marxiste formulée par moi. De l'air d'un homme parfaitement sûr de lui et qui « connaît la question nationale », M. le bundiste nous présente, comme des vérités « connues de longue date », des conceptions bourgeoises coutumières.

En effet, la culture internationale n'est pas anationale, cher bundiste. Cela nul ne l'a affirmé. Personne n'a proclamé de culture « pure » ni polonaise, ni juive, ni russe, etc.; de sorte que votre assemblage de mots creux n'est qu'une tentative pour détourner l'attention du lecteur et de masquer le contenu sous un cliquetis de paroles.

Chaque culture nationale comporte des *éléments*, même non développés, d'une culture démocratique et socialiste, car dans *chaque* nation il existe une masse travailleuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie, démocratique et socialiste. Mais dans *chaque* nation il existe également une culture bourgeoise (et la plupart du temps ultra-

réactionnaire et cléricale) et pas seulement sous forme d' « éléments », mais sous forme de culture *dominante*. Aussi la « culture nationale », en général, est celle des grands propriétaires fonciers, du clergé, de la bourgeoisie. Cette vérité fondamentale, élémentaire pour un marxiste, le bundiste l'a laissée dans l'ombre, « noyée » dans un tissu de mots, c'est-à-dire qu'en réalité, *au lieu* de mettre en lumière et d'expliquer l'abîme de classe, il n'a fait qu'obscurcir cette vérité devant le lecteur. *En réalité*, le bundiste s'est affirmé comme un bourgeois dont tout l'intérêt demande la propagation de la foi en une culture nationale en dehors des classes.

En formulant le mot d'ordre d'une « culture internationale de la démocratie et du mouvement ouvrier universel », nous tirons *de chaque* culture nationale *uniquement* ses éléments démocratiques et socialistes, nous les tirons *uniquement* et *absolument* en opposition à la culture bourgeoise, au nationalisme bourgeois de *chaque* nation. Pas un démocrate et, à plus forte raison, pas un marxiste ne nie l'égalité des langues ou la nécessité de polémiser dans la langue maternelle avec la bourgeoisie « de son propre pays », de propager les idées anticléricales ou antibourgeoises parmi la paysannerie et la petite bourgeoisie « de son propre pays » ; inutile d'en parler : par ces vérités incontestables le bundiste masque ce qui est contestable, c'est-à-dire ce en quoi réside véritablement la question.

La question est de savoir s'il est admissible pour les marxistes de formuler, directement ou indirectement, le mot d'ordre de culture nationale, ou s'il doit absolument lui *opposer* dans toutes les langues, « en s'accommodant » à toutes les particularités locales et nationales, le mot d'ordre d'*internationalisme* des ouvriers.

La portée du mot d'ordre de « culture nationale » n'est pas conditionnée par la promesse ou la bonne intention de tel ou tel intellectuel d' « interpréter » ce mot d'ordre « dans le sens de faire passer par lui la culture internationale ». Pareille façon de voir serait d'un subjectivisme puéril. La portée du mot d'ordre de culture nationale est conditionnée par le rapport objectif de toutes les classes d'un pays donné et de tous les pays du monde. La culture nationale de la bourgeoisie est un *fait* (et, je le répète, la bourgeoisie entre partout en transaction avec les grands propriétaires fonciers et le clergé). Le nationalisme bourgeois militant qui abêtit, abrutit, désunit les ouvriers pour les conduire sous la houlette de la bourgeoisie : tel est le fait essentiel de l'actualité.

Quiconque veut servir le prolétariat, doit grouper les ouvriers de toutes les nations et lutter sans défaillance contre le nationalisme bourgeois, contre le « *sien propre* » et celui de l'étranger. Quiconque défend le mot d'ordre de culture

nationale, n'a de place que parmi les petits bourgeois nationalistes, et non parmi les marxistes.

Prenez un exemple concret. Un marxiste grand-russe peut-il adopter le mot d'ordre de culture nationale grand-russe ? Non. Sinon, il faut ranger cet homme-là parmi les nationalistes, et non parmi les marxistes. Notre tâche est de combattre la culture nationale dominante des Grands-Russes, culture de la bourgeoisie et des Cent-Noirs, en développant exclusivement dans l'esprit internationaliste et en alliance étroite avec les ouvriers des autres pays, les germes qui existent aussi dans l'histoire de notre mouvement démocratique et ouvrier. Lutter contre ses propriétaires fonciers grands-russes et ses bourgeois, contre leur « culture », au nom de l'internationalisme : lutter, « en s'adaptant » aux particularités des Pourichkévitch et des Strouvé, telle est votre tâche, au lieu de propager et d'admettre le mot d'ordre de culture nationale.

On peut en dire autant de la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive. La culture nationale juive, c'est le mot d'ordre des rabbins et des bourgeois, le mot d'ordre de nos ennemis. Mais il est d'autres éléments dans la culture juive et dans toute l'histoire juive. Sur les 10 millions et demi de Juifs existant dans le monde entier, un peu plus de la moitié habitent la Galicie et la Russie, pays arriérés, semi-sauvages, qui maintiennent les Juifs par la *violence* dans la situation d'une caste. L'autre moitié vit dans un monde civilisé, et il n'y a point là de particularisme de caste pour les Juifs. Là, se manifestent clairement les grands traits universellement progressistes de la culture juive : son internationalisme, son adhésion aux mouvements progressifs de l'époque (la proportion des Juifs dans les mouvements démocratiques et prolétariens est partout supérieure à celle des Juifs dans la population en général).

Celui qui formule directement ou indirectement le mot d'ordre de « culture nationale » juive (quelles que soient ses bonnes intentions) est un ennemi du prolétariat, partisan de ce qui est *ancien*, de ce qui porte un caractère de *caste* parmi les Juifs, celui-là est le complice des rabbins et des bourgeois. Au contraire, les Juifs marxistes qui se fondent dans des organisations marxistes internationales avec les ouvriers russes, lituaniens, ukrainiens, etc., en apportant leur obole (en russe et en juif) à la création de la culture internationale du mouvement ouvrier, ces Juifs-là, en dépit du séparatisme du Bund [1], continuent les meilleures traditions juives, en combattant le mot d'ordre de « culture nationale ».

1. Le *Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lithuanie, Pologne et Russie », fondé en 1897 ; groupait surtout les artisans juifs des régions

Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien, tels sont les deux mots d'ordre d'une hostilité insurmontable, qui correspondent aux deux grands camps de classe du monde capitaliste et qui traduisent *deux* politiques (bien plus : deux conceptions du monde) dans la question nationale. En défendant le mot d'ordre de culture nationale, en faisant reposer sur lui tout le plan et le programme pratique de ce qu'on appelle l' « autonomie culturelle-nationale », les bundistes introduisent *en fait* le nationalisme bourgeois dans le milieu ouvrier.

3. L'ÉPOUVANTAIL NATIONALISTE DE L' « ASSIMILATION »

Le problème de l'assimilation, c'est-à-dire de la perte des particularités nationales et du passage dans une autre nation, permet de montrer nettement les conséquences des flottements nationalistes chez les bundistes et leur coréligionnaires.

M. Liebman qui transmettait et répétait fidèlement les arguments ordinaires, ou plutôt les procédés des bundistes, traitait de « vieille fable assimilatrice » la revendication de l'unité et de la fusion des ouvriers de toutes les nationalités d'un Etat donné au sein d'organisations ouvrières uniques (voir plus haut la fin de l'article de la *Sévernaïa Pravda*).

---

occidentales de la Russie. Au 1er congrès du P.O.S.D.R., mars 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. Au IIe congrès les bundistes revendiquent la reconnaissance du Bund comme seul représentant des ouvriers juifs en Russie. Le congrès ayant repoussé le nationalisme bundiste en matière d'organisation, le Bund sortit du Parti. En 1906, après le IVe congrès (d'unification), le Bund adhérait à nouveau au P.O.S.D.R. Les bundistes prêtèrent une aide constante aux menchéviks et menèrent une lutte ininterrompue contre les bolchéviks. Faisant officiellement partie du P.O.S.D.R., le Bund était une organisation de caractère nationaliste bourgeois. A la revendication du programme bolchévik — le droit des nation à disposer d'elles-mêmes, — le Bund opposait la revendication de l'autonomie culturelle-nationale. Au cours de la première guerre mondiale (1914-1918), les bundistes adoptèrent la position du social-chauvinisme et en 1917, prêtèrent leur appui au gouvernement contre-révolutionnaire, combattirent aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Pendant la guerre civile, des bundistes en vue fusionnèrent avec les forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les simples membres du Bund s'opérait un tournant pour la collaboration avec le pouvoir soviétique. Lorsque la victoire de la dictature du prolétariat sur la contre-révolution intérieure et les interventionnistes étrangers apparut évidente le Bund déclara renoncer à la lutte contre le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund s'étant liquidé, une partie de ses membres entrèrent dans le P.C.R. (b), aux conditions générales. Parmi les bundistes ayant adhéré au P.C.R. (b), il y avait des hommes à double face, qui étaient entrés dans le Parti en vue de le saper du dedans ; ils seront démasqués plus tard comme ennemis du peuple. (*N. R.*)

> Par conséquent, *dit M. F. Liebman à propos de la conclusion de l'article de la « Sévernaïa Pravda, »* à la question : A quelle nationalité appartenez-vous ? l'ouvrier doit répondre : Je suis social-démocrate.

C'est ce que notre bundiste considère comme le comble du spirituel. En réalité, il se démasque définitivement par de *semblables* traits d'esprit et par ces clameurs à l' « assimilation », *dirigées contre* le mot d'ordre démocratique conséquent et *marxiste*.

Le capitalisme en développement connaît deux tendances historiques dans la question nationale. La première : le réveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde : le développement et la fréquence de toutes relations entre les nations, la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc.

Ces deux tendances constituent la loi universelle du capitalisme. La première domine au début de son développement, la seconde caractérise le capitalisme déjà mûr et qui va à sa transformation en une société socialiste. Le programme national des marxistes tient compte des deux tendances, en défendant, d'abord, l'égalité des nations et des langues, l'inadmissibilité de *privilèges* quels qu'ils soient à cet égard (et aussi le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce dont nous parlerons plus loin) ; en second lieu, le principe de l'internationalisme et de la lutte intransigeante contre l'intoxication du prolétariat par le nationalisme bourgeois, fût-il le plus raffiné.

De quoi s'agit-il donc chez notre bundiste, quand il pousse des hauts cris contre l' « assimilation » ? Il *ne pouvait* parler ici de violences exercées contre les nationalités ni de *privilèges* accordés à l'une d'entre elles, car, en général, le mot « assimilation » ne convient pas ici ; car tous les marxistes, séparément ou comme un tout officiel, ont condamné de façon très nette et sans équivoque jusqu'à la moindre violence nationale, oppression, inégalité en droits ; car, enfin, dans l'article de la *Sévernaïa Pravda* aussi, sur lequel s'est abattu le bundiste, cette idée marxiste générale a été exprimée avec une résolution absolue.

Non. Ici les dérobades sont impossibles. M. Liebman a condamné l' « assimilation », n'entendant sous ce terme *ni* la violence, *ni* l'inégalité, *ni* les privilèges. Reste-t-il quelque chose de réel dans l'idée d'assimilation si l'on en retranche toute violence et toute inégalité ?

Assurément, oui. Il reste la tendance historique universelle du capitalisme à la destruction des cloisons nationales, à l'effacement des distinctions nationales, à l'*assimilation* des nations

qui, à chaque décade, s'affirme plus puissante et constitue un des plus grands facteurs transformant le capitalisme en socialisme.

N'est pas marxiste, ni même démocrate, celui qui ne reconnaît ni ne défend l'égalité des nations et des langues, qui ne lutte pas contre toute oppression ou inégalité nationale. Cela ne fait pas de doute. Mais il n'est pas douteux non plus que le pseudo-marxiste qui attaque à fond le marxiste d'une autre nation en l'accusant de « tendances à l'assimilation », n'est en réalité qu'un simple *philistin nationaliste*. C'est à cette catégorie peu honorable de gens qu'appartiennent tous les bundistes et, comme nous le verrons tout à l'heure, les national-sociaux ukrainiens comme MM. Iourkévitch, Dontsov et Cie.

Pour montrer concrètement tout ce qu'il y a de réactionnaire dans les conceptions de ces philistins nationalistes, nous reproduisons ici des données de trois genres.

Ceux qui crient le plus contre les « tendances à l'assimilation » des marxistes orthodoxes russes, ce sont les nationalistes juifs de Russie en général, et les bundistes en particulier. Or, comme il résulte des données ci-dessus, sur dix millions et demi de Juifs dans le monde entier, *près de la moitié* vivent dans le monde *civilisé*, dans les conditions de *la plus grande* « assimilation », alors que les Juifs de Russie et de Galicie, malheureux, accablés, privés de droits, écrasés par les Pourichkévitch (russes et polonais), vivent dans les conditions de *la moindre* « assimilation », du plus grand particularisme, jusqu'à la « zone de résidence forcée » pour les Juifs, jusques et y compris l'établissement pour eux d'un « *numerus clausus* » et autres beautés à la Pourichkévitch.

Les Juifs dans le monde civilisé ne constituent pas une nation ; ils se sont assimilés plus que les autres, disent K. Kautsky et O. Bauer. Les Juifs de Galicie et de Russie ne constituent pas une nation ; ils ne sont ici malheureusement, *non point* par leur faute, mais par celle des Pourichkévitch, qu'une *caste*. Tel est le jugement indiscutable des hommes qui connaissent incontestablement l'histoire juive et tiennent compte des faits.

Qu'attestent donc ces faits ? Ils attestent que seuls peuvent crier contre l' « assimilation » les petits bourgeois réactionnaires juifs qui veulent faire marcher à rebours la roue de l'histoire, l'obliger à tourner non point en commençant par le régime de la Russie et de la Galicie pour aller vers le régime de Paris et de New-York, mais inversement.

Les meilleurs parmi les Juifs, glorifiés par l'histoire universelle, et qui fourniront au monde des guides avancés de la démocratie et du socialisme n'ont jamais crié contre. Seuls les contemplateurs admiratifs de ce qu'il y a de rétrograde chez les Juifs crient contre l'assimilation.

Pour ce qui est de savoir dans quelle proportion se poursuit, en général, le processus d'assimilation des nations dans le cadre actuel du capitalisme avancé, on peut s'en faire une idée approximative, par exemple, d'après les données relatives à l'émigration vers les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. L'Europe y a laissé partir, en dix ans, de 1891 à 1900, 3.700.000 personnes ; et en neuf ans, de 1901 à 1909, 7.200.000 personnes. Le recensement de 1900 comptait aux Etats-Unis plus de 10 millions d'étrangers. L'Etat de New-York où, à la suite du recensement, on comptait plus de 78.000 Autrichiens, 136.000 Anglais, 20.000 Français, 480.000 Allemands, 37.000 Hongrois, 425.000 Irlandais, 182.000 Italiens, 70.000 Polonais, 166.000 de Russie (pour la plupart des Juifs), 43.000 Suédois, etc., ressemble à un moulin en train de broyer les distinctions nationales. Et ce qui se passe à New-York dans de vastes proportions internationales, se produit aussi dans *chaque* grande ville et cité industrielle.

Celui qui n'a pas sombré dans les préjugés nationalistes ne peut pas ne pas voir dans ce processus d'assimilation des nations par le capitalisme un immense progrès historique, la destruction de la routine nationale des différents coins perdus, notamment dans les pays arriérés tels que la Russie. Considérez la Russie et l'attitude des Grands-Russes envers les Ukrainiens. Certes, tout démocrate, sans parler même du marxiste, luttera avec énergie contre l'humiliation inouïe infligée aux Ukrainiens et revendiquera leur pleine égalité en droits. Mais ce serait une trahison directe envers le socialisme et une politique stupide *même* du point de vue des « tâches nationales » bourgeoises des Ukrainiens, de *relâcher* la liaison et l'alliance actuellement existante, dans le cadre d'un seul Etat, entre le prolétariat ukrainien et le prolétariat grand-russe.

M. Lev Iourkévitch, qui se dit également « marxiste » (pauvre Marx !) fournit un modèle de cette politique stupide. En 1906, écrit M. Iourkévitch, Sokolovski (Bassok) et Loukachévitch (Touchapski) ont affirmé que le prolétariat ukrainien s'est entièrement russifié et qu'il n'a pas besoin d'une organisation particulière. Sans chercher à produire un seul fait *quant au fond de la question*, M. Iourkévitch s'en prend à tous les deux, en clamant hystériquement — tout à fait dans l'esprit d'un nationalisme de bas aloi, borné et réactionnaire, — que c'est là, soi-disant, de la « passivité nationale », du « reniement national » ; que ces gens-là ont « scindé (!) les marxistes ukrainiens », etc. Aujourd'hui, malgré « l'essor de la conscience nationale ukrainienne parmi les ouvriers », la *minorité* des ouvriers chez nous est « nationalement consciente », tandis que la majorité, assure M. Iourkévitch, « se trouve encore sous

l'influence de la culture russe ». Et notre tâche, s'exclame le philistin nationaliste,

> n'est point de suivre les masses, mais de les mener derrière nous, de les éclairer sur les tâches nationales (la Sprava nationale) (*Dzvin*, p. 89).

Tout ce raisonnement de M. Iourkévitch est en tout point nationaliste bourgeois. Mais, même du point de vue des nationalistes bourgeois, dont certains veulent la complète égalité et l'autonomie de l'Ukraine, et les autres un Etat ukrainien indépendant, ce raisonnement ne résiste pas à la critique. L'adversaire des tendances libératrices des Ukrainiens est la classe des propriétaires fonciers grands-russes et polonais, et puis la bourgeoisie de ces mêmes deux nations. Quelle force sociale est capable d'opposer une résistance à ces classes ? La première décade du XXe siècle a fourni une réponse pratique : cette force est uniquement la classe ouvrière, qui entraîne derrière elle la paysannerie démocratique. Soucieux de diviser et d'affaiblir ainsi la force véritablement démocratique, dont la victoire rendrait impossible la violence nationale, M. Iourkévitch trahit les intérêts non seulement de la démocratie en général, mais encore ceux de sa patrie, l'Ukraine. A condition que l'action des prolétaires grands-russes et ukrainiens soit une, l'Ukraine libre est *possible* ; sans cette unité, il ne saurait en être question.

Cependant les marxistes ne se bornent pas au point de vue national bourgeois. Depuis plusieurs dizaines d'années, s'est parfaitement affirmé le processus d'un développement économique plus rapide du Sud, c'est-à-dire de l'Ukraine, qui attire de la Grande-Russie des dizaines et des centaines de milliers de paysans et ouvriers sur les domaines capitalistes, dans les mines, dans les villes. L' « assimilation » — dans ces limites — du prolétariat grand-russe et ukrainien est un fait indubitable. Et ce fait est *assurément* progressif. A la place du moujik grand-russe ou ukrainien, borné, routinier, sédentaire et outrageusement inculte, le capitalisme met le prolétaire mobile, dont les conditions de vie brisent l'étroitesse spécifiquement nationale, grand-russe comme ukrainienne. Admettons qu'une frontière d'Etat passe un jour entre la Grande-Russie et l'Ukraine, — en ce cas également le caractère progressiste historique de l' « assimilation » des ouvriers grand-russes et ukrainiens sera indubitable, de même qu'est progressiste le brassage des nations en Amérique. Plus l'Ukraine et la Grande-Russie seront libres, *plus large et plus rapide* sera le développement du capitalisme qui, dès lors, attirera encore davantage les ouvriers de *toutes* les nations, de toutes les régions de l'Etat et de tous les Etats voisins (si l'Etat russe se trouvait

être voisin de l'Ukraine) la masse ouvrière vers les villes, les mines, les usines.

M. Lev Iourkévitch se comporte comme un véritable bourgeois, et encore un bourgeois myope, étroit, borné, c'est-à-dire comme un philistin, lorsqu'il rejette loin de lui les intérêts de communion, de fusion, d'assimilation du *prolétariat* de deux nations, pour la réussite instantanée de la *Sprava* nationale ukrainienne. La *Sprava* nationale d'abord, la prolétarienne ensuite, disent les nationalistes bourgeois et les Iourkévitch, les Dontsov et, à leur suite, d'autres pseudo-marxistes. La *Sprava* prolétarienne avant tout, disons-nous, car elle assure non seulement les intérêts durables et vitaux du travail et les intérêts de l'humanité, mais aussi ceux de la démocratie ; or, sans la démocratie, une Ukraine autonome ou indépendante est impossible.

Enfin, dans le raisonnement de M. Iourkévitch, infiniment riche de perles nationalistes, il importe de relever encore ce qui suit. La minorité des ouvriers ukrainiens est nationalement consciente, dit-il ; « la majorité se trouve encore sous l'influence de la culture russe ».

Lorsqu'il est question du prolétariat, opposer la culture ukrainienne dans son ensemble à la culture grand-russe également dans son ensemble, c'est trahir de la façon la plus éhontée les intérêts du prolétariat au profit du nationalisme bourgeois.

Chaque nation contemporaine comporte deux nations, dirons-nous à tous les national-sociaux. Chaque culture nationale comporte deux cultures. Il y a la culture grand-russe des Pourichkévitch, Goutchkov et Strouvé, mais il y a également la culture grand-russe caractérisée par les noms de Tchernychevski et Plékhanov. Il y a *deux* cultures *analogues* en Ukraine, comme en Allemagne, en France, en Angleterre, chez les Juifs, etc. Si en majorité les ouvriers ukrainiens se trouvent sous l'influence de la culture grand-russe, nous savons pertinemment que parallèlement aux idées de la culture grand-russe, cléricale et bourgeoise, s'affirment aussi les idées de la démocratie et de la social-démocratie grand-russes. En combattant la « culture » du premier genre, le *marxiste* ukrainien mettra toujours en avant la seconde, et dira à ses ouvriers : « Toute possibilité de communion avec l'ouvrier conscient grand-russe, avec sa littérature, avec ses idées, il faut absolument la saisir de toutes nos forces, l'utiliser, l'assimiler. C'est ce que demandent les intérêts vitaux du mouvement ouvrier *et* ukrainien *et* grand-russe. »

Si le marxiste ukrainien se laisse entraîner par une haine *parfaitement légitime et naturelle* contre les oppresseurs grands-russes, *au point* de reporter ne serait-ce qu'une parcelle de cette haine, de son sentiment d'hostilité, sur la culture prolétarienne et l'œuvre prolétarienne des ouvriers grand-russes,

ce marxiste glissera par là dans le bourbier du nationalisme bourgeois. De même le marxiste grand-russe glissera dans le bourbier du nationalisme, non seulement bourgeois, mais aussi ultra-réactionnaire, s'il oublie un instant la revendication de la complète égalité pour les Ukrainiens ou leur *droit* de constituer un Etat distinct.

Les ouvriers grand-russes et ukrainiens doivent ensemble, pendant qu'ils vivent dans le cadre d'un seul Etat, dans l'unité et la fusion organique la plus étroite, défendre la culture commune ou internationale du mouvement prolétarien, et se montrer d'une parfaite tolérance en ce qui concerne la langue de la propagande et les *questions de détail* purement locales ou purement nationales dans cette propagande. C'est ce qu'impose absolument le marxisme. Toute propagande tendant à séparer les ouvriers d'une nation d'avec ceux d'une autre, toute critique visant les « tendances à l'assimilation » marxiste, toute opposition — dans les problèmes concernant le prolétariat — d'une culture nationale dans son ensemble à une autre culture nationale soi-disant intégrale, etc., c'est du nationalisme *bourgeois* contre lequel il faut absolument lutter sans merci.

4. « AUTONOMIE CULTURELLE-NATIONALE »

Le mot d'ordre de « culture nationale » a pour les marxistes une importance énorme, non seulement parce qu'il définit le contenu idéologique de toute notre propagande et de notre agitation à propos de la question nationale, contrairement à la propagande bourgeoise, mais aussi parce que tout le programme de la fameuse autonomie culturelle-nationale est basé sur ce mot d'ordre.

Le défaut essentiel, doctrinal de ce programme, c'est qu'il cherche à mettre en œuvre le nationalisme le plus raffiné et le plus absolu, poussé jusqu'au bout. Ce programme consiste en ceci : chaque citoyen se fait inscrire dans une nation ou l'autre, et chaque nation forme un tout juridique, avec le droit de prélever sur ses membres des impôts par la contrainte, avec des Parlements nationaux (Diètes), avec des « secrétaires d'Etat » nationaux (ministres).

Idée qui, appliquée à la question nationale, ressemble à celle de Proudhon appliquée au capitalisme. Ne pas supprimer le capitalisme et la production marchande qui en est la base, mais *débarrasser* cette base des abus, des excroissances, etc. ; ne pas supprimer l'échange et la valeur d'échange, mais, au contraire, la « constituer », la rendre générale, absolue, « *juste* », privée d'hésitations, de crises, d'abus. Telle est l'idée de Proudhon.

Autant Proudhon est petit-bourgeois, autant sa théorie érige en un absolu, en une perle de la création les échanges et la production marchande, autant sont petits-bourgeois la théorie et le programme de l' « autonomie culturelle-nationale », qui érige en un absolu, en une perle de la création le nationalisme bourgeois, qui le débarrasse de la violence, des injustices, etc.

Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fût-il le plus « juste », le plus « pur », le plus fin et le plus civilisé. A la place de tout nationalisme, le marxisme met l'internationalisme, la fusion de toutes les nations dans une unité suprême qui se développe sous nos yeux à chaque kilomètre de chemin de fer, à chaque trust international, à chaque association ouvrière (internationale par son activité économique, et puis aussi par ses idées, par ses tendances).

Le principe de nationalité est historiquement inévitable dans la société bourgeoise, et, compte tenu de cette société, le marxiste reconnaît pleinement la légitimité historique des mouvements nationaux. Mais pour que cette reconnaissance ne tourne pas à l'apologie du nationalisme, il faut qu'elle se borne très strictement à ce qu'il y a de progressif dans ces mouvements, et qu'elle ne conduise pas à obscurcir la conscience prolétarienne par l'idéologie bourgeoise.

Le réveil des masses de la torpeur féodale est progressif, de même que leur lutte contre toute oppression nationale, pour la souveraineté du peuple, pour la souveraineté de la nation. De là, le devoir *absolu* pour le marxiste de défendre le démocratisme le plus décisif et le plus conséquent, dans toutes les parties du problème national. C'est là une tâche surtout négative. Le prolétariat ne peut aller au delà quant au soutien du nationalisme, car plus loin commence l'activité « positive » de la *bourgeoisie* qui vise à *renforcer* le nationalisme.

Secouer tout joug féodal, toute oppression des nations, tous les privilèges en faveur d'une des nations ou d'une des langues, tel est le devoir absolu du prolétariat en tant que force démocratique, l'intérêt absolu de la lutte de classe prolétarienne, laquelle est obscurcie et retardée par les rivalités nationales. Mais aider le nationalisme bourgeois *au delà* de ces frontières strictement limitées et placées dans un cadre historique nettement déterminé, c'est trahir le prolétariat et se ranger aux côtés de la bourgeoisie. Il y a là une ligne de démarcation qui souvent apparaît très mince et que les national-sociaux bundistes et ukrainiens oublient tout à fait.

La lutte contre tout joug national, oui, certainement. La lutte *pour* tout développement national, *pour* la « culture nationale » en général, non, certainement. Le développement économique de la société capitaliste nous fait voir dans le monde entier des exemples de mouvements nationaux incomplètement développés, des exemples de constitution de grandes nations par la fusion ou au détriment de certaines

petites nations, des exemples d'assimilation des nations. Le principe du nationalisme bourgeois, c'est le développement de la nationalité en général, d'où le caractère exclusif du nationalisme bourgeois, les rivalités nationales sans issue. Quant au prolétariat, loin de défendre le développement national de toute nation, il met en garde les masses contre de telles illusions, assume la défense de la liberté la plus complète des rapports capitalistes, salue toute assimilation des nations, excepté l'assimilation violente ou qui s'appuie sur des privilèges.

Consacrer le nationalisme dans une certaine sphère « équitablement » limitée, « constituer » le nationalisme, séparer par des cloisons, solidement et à jamais, toutes les nations les unes des autres, au moyen d'une institution d'Etat particulière : telle est la base idéologique et le contenu de l'autonomie culturelle-nationale. Cette idée est en tout point bourgeoise et absolument fausse. Le prolétariat ne peut donner son soutien à aucune consécration du nationalisme ; au contraire, il soutient tout ce qui aide à effacer les distinctions nationales, à faire tomber les cloisons nationales, tout ce qui rend la liaison entre les nationalités toujours plus étroite, tout ce qui mène à la fusion des nations. Agir autrement, c'est se ranger aux côtés du philistinisme nationaliste réactionnaire.

Pendant la discussion du projet d'autonomie culturelle-nationale par les social-démocrates autrichiens, à leur congrès de Brünn (en 1899), on ne prêta aucune attention ou presque à l'appréciation théorique de ce projet. Notons cependant, à titre instructif, que deux arguments ont été formulés contre ce programme :

> 1. il conduirait à renforcer le cléricalisme ;
> 2. il aurait pour résultat de perpétuer le chauvinisme, de l'introduire dans chaque petite communauté, dans chaque petit groupe (*p. 92 des procès-verbaux officiels du congrès de Brünn en langue allemande. Il existe une traduction russe éditée par le parti nationaliste juif « S.E.R.P. »*[1]).

Il est hors de doute que la « culture nationale », dans l'acception ordinaire du mot, c'est-à-dire l'école, etc., se trouve actuellement sous l'influence dominante des cléricaux et des

1. *S.E.R.P.*, (parti ouvrier socialiste juif) organisation nationaliste petite-bourgeoise, fondée en 1906. A la base du programme du S.E.R.P., se trouvait la revendication de l'autonomie nationale pour les Juifs, la création de Parlements (diètes) juifs exterritoriaux, ayant qualité pour régler les problèmes d'organisation politique des Juifs en Russie. Le S.E.R.P. était proche des socialistes-révolutionnaires et mena avec eux la lutte contre le P.O.S.D.R. (*N. R.*)

chauvins bourgeois dans tous les pays du monde. Lorsque les bundistes, en défendant l'autonomie « culturelle-nationale ». disent que la constitution des nations rendra, au sein de ces dernières, la lutte de classes *pure* de toutes considérations étrangères, c'est là un sophisme évident et ridicule. Une lutte de classes sérieuse dans toute société capitaliste se livre tout d'abord dans le domaine économique et politique. *En* disjoindre le domaine scolaire, c'est en premier lieu une utopie absurde, car vouloir détacher l'école (comme aussi la « culture nationale » en général) de l'économie et de la politique est chose impossible ; en second lieu, c'est précisément la vie économique et politique du pays capitaliste qui *oblige*, à chaque instant, à abattre les cloisons nationales absurdes et surannées, ainsi que les préjugés ; or, la disjonction de l'œuvre scolaire etc., conserverait justement, aggraverait, renforcerait le cléricalisme « pur » et le chauvinisme bourgeois « pur ».

Dans les sociétés par actions, des capitalistes de différentes nations siègent de compagnie, parfaitement fusionnés les uns avec les autres. A la fabrique, des ouvriers de différentes nations travaillent ensemble. Dans toute question politique véritablement sérieuse et profonde, le groupement se fait par classes, et non par nations. « Eliminer du ressort de l'Etat » l'œuvre scolaire et autres, et la remettre aux nations, c'est justement tenter de *séparer* d'avec l'économie fusionnant les nations, le domaine pour ainsi dire le plus idéologique de la vie sociale, lequel se prête le plus facilement à la culture nationale « pure » ou à pratiquer sur le plan national le cléricalisme et le chauvinisme.

Dans son application pratique, le plan d'autonomie exterritoriale (non liée à la terre sur laquelle vit telle ou telle nation) ou « culturelle-nationale », ne signifierait qu'une chose : *la division de l'œuvre scolaire par nationalités*, c'est-à-dire l'introduction de curies nationales dans l'œuvre scolaire. Il suffit de se représenter clairement ce fond *réel* du fameux plan bundiste, pour en comprendre tout le caractère réactionnaire, même du point de vue de la démocratie, sans parler du point de vue de la lutte de classes du prolétariat pour le socialisme.

Un exemple et un projet de « nationalisation » de l'œuvre scolaire montreront clairement de quoi il s'agit. Dans toute la vie des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, on s'en tient jusqu'à présent à la division du pays en Etats du Nord et du Sud ; les premiers avec les plus grandes traditions de liberté et de lutte contre les propriétaires d'esclaves ; les seconds, avec les plus grandes traditions de la propriété d'esclaves, avec les vestiges de la persécution des nègres, avec leur état de dépression économique, l'avilissement culturel (44 % d'illettrés parmi les nègres et 6 % parmi les blancs),

etc. Eh bien, dans les Etats du Nord nègres et blancs vont à la même école. Dans le Sud, il existe des écoles particulières — « nationales » ou de race, comme vous voudrez, — pour les nègres. C'est là, il me semble, le seul exemple de « nationalisation » de l'école dans la pratique.

Dans l'Est européen, il existe un pays où jusqu'à présent les affaires pareilles à celles de Beylis [1] sont possibles, où les Juifs sont voués par les Pourichkévitch à un état pire que celui des nègres. Dans ce pays, le ministère a établi dernièrement un projet de *nationalisation de l'école juive*. Par bonheur, cette utopie réactionnaire ne se réalisera guère. — pas plus que l'utopie des petits bourgeois autrichiens qui, désespérant de voir se réaliser une démocratie conséquente, de voir cesser les querelles entre nationalités, inventent des *cloisonnements* dans le domaine scolaire, afin qu'elles ne puissent *se* quereller *à propos de la répartition* des écoles... mais « s'installent » dans une querelle *éternelle* qui opposerait une « culture nationale » à une autre.

En Autriche, l'autonomie culturelle-nationale est restée sensiblement une invention de littérateur que les social-démocrates autrichiens eux-mêmes n'ont pas prise au sérieux. En revanche, en Russie, elle a été introduite dans le programme de tous les partis bourgeois juifs et de quelques éléments petits-bourgeois, opportunistes de différentes nations, par exemple, les bundistes, les liquidateurs au Caucase, la conférence des partis nationaux de Russie de tendance populiste gauche. (Cette conférence — disons-le entre parenthèses — eut lieu en 1907, et la décision a été prise avec *l'abstention* des socialistes-révolutionnaires russes et des social-patriotes polonais, le P.P.S. [2]. L'abstention est une méthode extrême-

1. *L'affaire Beylis*, procès judiciaire de provocation monté en 1913, à Kiev, par le gouvernement tsariste, contre le Juif Beylis, faussement accusé d'avoir assassiné, dans un but rituel, un garçon chrétien du nom de Iouchtchinski (en réalité, l'assassinat avait été organisé par les Cent-Noirs). Ce procès fut mis en scène en vue d'exciter l'antisémitisme et des pogroms antijuifs qui devaient détourner les masses du mouvement révolutionnaire en progrès dans le pays"; il provoqua un vigoureux mouvement d'indignation publique ; dans certaines villes, des démonstrations ouvrières de protestation eurent lieu, Beylis fut acquitté. (*N. R.*)

2. Le *P.P.S.* (Parti socialiste polonais), parti nationaliste petit-bourgeois fondé en 1892. Sous l'influence de la première révolution russe, le P.P.S en 1906 se scinda en deux fractions : la gauche et la droite. Au cours de la première guerre mondiale, la majeure partie de la gauche s'en tint à une position internationaliste et se rapprocha du Parti social-démocrate polonais ; en décembre 1918, ils créèrent ensemble le Parti ouvrier communiste de Pologne.

La droite, dirigée par Pilsudski, poursuivit la politique du national-chauvinisme. Plus tard, de son sein devait renaître le P.P.S. Avec la formation de l'Etat bourgeois polonais en 1918, le P.P.S., dès lors parti gouvernemental, pratiqua l'antisoviétisme. Au cours de la deuxième guerre

ment caractéristique de l'attitude des socialistes-révolutionnaires et du P.P.S. à l'égard d'une question de principe très importante en ce qui concerne le programme national !)

En Autriche précisément, Otto Bauer, le principal théoricien de l' « autonomie culturelle-nationale », a consacré tout un chapitre de son livre pour démontrer l'impossibilité de formuler ce programme pour les Juifs. En Russie, justement parmi les Juifs, tous les partis bourgeois — et leur thuriféraire, le Bund — ont adopté ce programme [1]. Qu'est-ce à dire ? C'est que l'histoire a dénoncé, au moyen de la pratique politique d'un autre Etat, l'absurdité de l'invention de Bauer, tout autant que les bernsteiniens russes (Strouvé, Tougan-Baranovski, Berdiaev et Cie) ont dénoncé par leur rapide évolution du marxisme au libéralisme le contenu idéologique véritable de la bernsteiniade allemande [2].

---

mondiale, le P.P.S. se scinda en deux groupes. La partie réactionnaire chauvine s'engagea dans la voie de la collaboration avec les fascistes. L'autre partie, appelée « Parti ouvrier des socialistes polonais », sous l'influence du Parti ouvrier polonais, adhéra au front unique contre les occupants hitlériens et mena la lutte pour la libération de la Pologne du joug fasciste et pour l'établissement de relations d'amitié avec l'U.R.S.S. En décembre 1948, après l'épuration des éléments de droite, le P.P.R. et le P.P.S. s'unissaient sur la base du marxisme-léninisme et constituaient le parti ouvrier unifié de Pologne (P.Z.P.R.). La clique émigrée des P.P.S. de droite est une agence du Service de renseignements anglo-américain ; elle mène un travail de sape contre la Pologne démocratique populaire. (*N. R.*)

1. Que les bundistes nient souvent avec une ardeur extrême l'adoption de l' « autonomie culturelle-nationale » par *tous* les partis bourgeois juifs, cela se conçoit. Ce fait découvre avec trop d'évidence le rôle du Bund. Lorsqu'un des bundistes, M. Manine, a essayé dans le *Loutch* * de renouveler sa négation, N. Skop (voir *Prosvéchtchénié* n° 3) l'a parfaitement démasqué. Mais lorsque M. Lev Iourkévitch, dans *Dzvin* (1913, n° 7-8, p. 92) cite la phrase de Skop tirée du *Prosvéchtchénié* n° 3, p. 78 : « Les bundistes avec tous les partis et groupes juifs bourgeois préconisent de longue date l'autonomie « culturelle-nationale », et *déforme* cette citation en en *retranchant* le mot « bundiste » et en *remplaçant* les mots : « autonomie culturelle-nationale » par les mots : « droits nationaux », il ne reste qu'à hausser les épaules ! M. Lev Iourkévitch est non seulement un nationaliste, non seulement un ignare surprenant en matière d'histoire de la social-démocratie et de son programme, mais un *falsificateur direct des citations* au profit du Bund. Les affaires vont donc mal pour le Bund et les Iourkévitch !

2. La *bernsteiniade* [bersteinisme], tendance hostile au marxisme dans la social-démocratie internationale : née à la fin du XIXe siècle en Allemagne elle porte le nom du social-démocrate allemand Edouard Bernstein. Bernstein préconisait la revision de la doctrine révolutionnaire de Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois.

En Russie, les « marxistes légaux », les « économistes », les bundistes et les menchéviks furent les partisans de Bernstein. (*N. R.*)

*. *Loutch* (le Rayon), quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913, alimenté « par les ressources d'*amis riches appartenant à la bourgeoisie* » (*Lénine*). Au lieu du *Loutch*, à partir de juillet 1913, parut le journal *Jivaïa Jizn*, puis *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*. (*N. R.*).

Ni les social-démocrates autrichiens, ni les social-démocrates russes n'ont adopté l'autonomie « culturelle-nationale » dans leur programme. Mais les partis bourgeois juifs dans le pays le plus arriéré et plusieurs groupes petits-bourgeois prétendument socialistes *l'ont adopté* pour porter sous une forme raffinée les idées du nationalisme bourgeois dans le milieu ouvrier. Ce fait parle de lui-même.

Du moment que nous avons dû évoquer le programme autrichien sur la question nationale, force nous est de rétablir la vérité, si souvent altérée par les bundistes. Au congrès de Brünn *a été* présenté le programme *pur* de l' « autonomie culturelle-nationale ». C'est le programme de la social-démocratie des Slaves du Sud, dont le paragraphe 2 porte :

> Tout peuple habitant l'Autriche, sans égard au territoire occupé par ses membres, constitue un groupe autonome qui règle d'une façon tout à fait indépendante toutes ses affaires nationales (de langue et de culture).

Ce programme a été défendu non seulement par Kristan, mais aussi par l'influent Ellenbogen. Mais le programme fut retiré, car il n'y eut pas une seule voix en sa faveur. On adopta le programme *territorialiste*, c'est-à-dire qui ne crée *aucun* groupe national « sans égard au territoire occupé par les membres de la nation ».

Le paragraphe 3 du programme adopté porte :

> Les *régions* se gouvernant elles-mêmes d'une seule et même nation constituent ensemble une union nationale unique, qui règle ses affaires nationales d'une façon parfaitement autonome (cf. *Prosvéchtchénié*, 1913, n° 4, p. 28 [1]).

---

1. Lénine se réfère à l'article de Staline « Le marxisme et la question nationale », dont le quatrième chapitre reproduit le texte du programme national adopté au congrès de Brünn du Parti social-démocrate autrichien (Staline, *Œuvres*, t. II, 1946, p. 322.) L'article de Staline fut publié dans les nos 3, 4 et 5 de la revue *Prosvéchtchénié* de 1913, sous le titre « La question nationale et la social-démocratie », signé K. Staline. En 1914, l'article parut en brochure sous le titre *la Question nationale et le marxisme*.

Prosvéchtchénié (l'Instruction), revue mensuelle bolchévik politique, sociale et littéraire, parut légalement à Pétersbourg à partir de décembre 1911. Fondée sur les indications de Lénine à la place de la revue bolchévik *Myst* [la Pensée], interdite par le gouvernement tsariste et qui paraissait à Moscou. De l'étranger, Lénine dirigea la revue qui publia les articles : « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », « Les questions de principe de la campagne électorale », « Le bilan des élections », « Notes critiques sur la question nationale », « Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », etc.

Pendant son séjour à Pétersbourg en 1912-1913, Staline prit une part

Il est clair que programme de compromis est également faux. Expliquons par un exemple. La communauté des colons allemands de la province de Saratov, plus le faubourg allemand des ouvriers de Riga ou de Lodz, plus la bourgade allemande des environs de Pétersbourg, etc., forment une « union nationale unique » des Allemands de Russie. Il est évident que les social-démocrates ne peuvent pas *exiger* une chose pareille, *consacrer* une telle union, encore qu'ils ne nient nullement, bien entendu, la *liberté* de toute association, y compris l'association de n'importe quelles communautés, de n'importe quelle nationalité dans un Etat donné. Quant à grouper, conformément à une loi de l'Etat, les Allemands, etc., des différentes localités et classes de Russie en une association nationale allemande unique, seuls peuvent s'en occuper les popes, les bourgeois, les petits-bourgeois, n'importe qui, mais pas les social-démocrates.

5. L'ÉGALITÉ DES NATIONS ET LES DROITS DE LA MINORITÉ NATIONALE

Le procédé le plus répandu des opportunistes de Russie, dans la discussion du problème national, consiste à invoquer l'exemple de l'Autriche. Dans mon article de la *Sévernaïa Pravda* [1] (n° 10 de *Prosvéchtchénié*, p. 96-98), contre lequel les opportunistes sont partis en guerre (M. Semkovski dans *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* [2], M. Liebman dans *Zeit*), j'affirme qu'il n'y a qu'une seule manière de résoudre la question nationale, si tant est que l'on puisse, d'une manière générale, la résoudre dans le monde capitaliste, — c'est par un régime démocratique conséquent. Pour toute preuve je m'en réfère, entre autres, à la Suisse.

---

très active aux travaux de la revue. Molotov fut le collaborateur permanent de *Prosvéchtchénié*. La rubrique « Littérature et art » était rédigée par Gorki. Le comité de rédaction, avec lequel Lénine entretenait une correspondance régulière, comprenait M. Savéliev, M. Olminski, A. Elizarova, d'autres encore. Le tirage de la revue atteignit jusqu'à 5.000 exemplaires.

La revue, qui était étroitement liée à la *Pravda*, fut interdite par le gouvernement tsariste en juin 1914, à la veille de la première guerre mondiale. L'édition de *Prosvéchtchénié* fut reprise en automne 1917; il en parut un seul numéro (double), qui publia les articles de Lénine : « Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir ? » et « La revision du programme du Parti ». (*N. R.*)

1. Voir note 2 p. 5 (*N. R.*)

2. *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, quotidien légal des menchéviks liquidateurs ; parut à Pétersbourg à partir du mois d'août 1913. A partir du 12 février 1914, parurent à sa place *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, et puis *Nacha Rabotchaïa Gazéta*. Lénine appela souvent ce journal « La nouvelle gazette liquidatrice ». (*N. R.*)

Cette référence ne plaît pas aux deux opportunistes que j'ai nommés plus haut ; ils cherchent à la démentir ou à en minimiser la portée. Kautsky, voyez-vous, a dit que la Suisse est une exception ; qu'en Suisse, il existe soi-disant une décentralisation tout à fait particulière, une histoire particulière, des conditions géographiques particulières, une répartition extrêmement originale de la population allogène, etc., etc.

Ce ne sont là que des tentatives de *se dérober* à ce qui fait le fond de la discussion. Certes, la Suisse est une exception en ce sens qu'elle n'est pas un Etat uni national. Mais la même exception (ou l'état arriéré, ajoute Kautsky), est applicable à l'Autriche et à la Russie. Certes, en Suisse, seules des conditions particulières, originales, historiques et familiales ont pu assurer *plus* de démocratie que dans la plupart des pays européens du voisinage.

Mais que vient faire ici tout cela, s'il est question d'un *modèle* auquel il faut emprunter ? Dans les conditions actuelles, font exception dans le monde entier les pays où telle ou telle institution a été réalisée selon les principes du démocratisme *conséquent*. Est-ce que cela nous empêche, dans notre programme, de défendre le démocratisme conséquent dans toutes les institutions ?

Ce qui fait la particularité de la Suisse, c'est son histoire, ses conditions géographiques et autres. Ce qui fait la particularité de la Russie, c'est, à l'époque des révolutions bourgeoises, une force prolétarienne sans précédent et un retard général considérable du pays qui suscite objectivement la nécessité d'un mouvement progressif exceptionnellement rapide et décidé, sous peine de toutes sortes d'inconvénients et défaites.

Nous dresserons un programme national du point de vue du prolétariat. Depuis quand les pires exemples, au lieu des meilleurs, sont-ils recommandés comme modèles ?

En tout cas, le fait ne demeure-t-il pas incontestable et indiscutable que la paix nationale, sous le capitalisme, a été réalisée (si tant est qu'elle puisse, en général, être réalisée) *exclusivement* dans les pays de démocratie conséquente ?

Du moment que la chose est indiscutable, les références répétées des opportunistes à l'Autriche, au lieu de la Suisse, constituent un procédé parfaitement analogue à celui des cadets, qui copient toujours les pires constitutions européennes, au lieu de copier les meilleures.

Il existe en Suisse *trois* langues d'Etat, mais les projets de loi, lors d'un referendum, sont imprimés en *cinq* langues, c'est-à-dire en deux dialectes « romans » en plus des trois langues d'Etat. Ces deux dialectes, d'après le recensement de 1900, sont parlés en Suisse par 38.051 habitants sur 3.315.443, soit un peu plus d'*un pour cent*. Aux officiers et sous-officiers de l'armée, « on accorde la plus grande liberté

de s'adresser aux sodats dans leur langue maternelle ». Dans les cantons des Grisons et du Valais (chacun compte un peu plus de 100.000 habitants), les deux dialectes jouissent d'une égalité totale [1].

Nous faut-il propager et défendre cette *expérience* vivante d'un pays avancé ou emprunter aux Autrichiens les *inventions* jamais encore éprouvées dans le monde entier (et non adoptées encore par les Autrichiens eux-mêmes) dans le genre de l' « autonomie extorritoriale » ?

Propager cette invention, c'est préconiser la division de l'œuvre scolaire par nationalités, c'est-à-dire se livrer à une propagande parfaitement nuisible. Or, l'expérience de la Suisse montre que *dans la pratique il est possible, et la chose a été réalisée*, d'assurer la paix nationale la plus grande (relativement), sous le régime de la démocratie conséquente (toujours relativement) dans l'ensemble de l'Etat.

> En Suisse, *disent les gens qui ont étudié la question*, le problème national n'existe pas dans l'acception est-européenne. Le terme même (problème national) est inconnu ici... La Suisse a laissé la lutte des nationalités loin en arrière, en 1797-1803 [2].

Cela veut dire que l'époque de la grande Révolution française, qui a donné la solution la plus démocratique aux questions immédiates concernant la transition du féodalisme au capitalisme, *a su*, entre autres, « *résoudre* » en passant la question nationale.

Les Semkovski, les Liebman et autres opportunistes peuvent maintenant affirmer que cette solution « exclusivement suisse » est *inapplicable* à n'importe quel district ou même à une partie de district de la Russie, où sur 200.000 habitants seulement il existe *deux dialectes* de 40.000 citoyens désireux de jouir dans leur pays d'une *complète égalité en droits* à l'égard de la langue !

La propagande d'une complète égalité des nations et des langues ne met en évidence, dans chaque nation, que les éléments de démocratie conséquente (c'est-à-dire uniquement les prolétaires), en les *groupant* non par nationalité, mais par leur tendance à des améliorations profondes et sérieuses de la structure générale de l'Etat. Au contraire, la propagande de l' « autonomie culturelle-nationale », malgré les pieux désirs de certains groupes et personnes, *divise les nations* et rapproche en fait les ouvriers d'une nation de *leur* bourgeoisie (adoption

1. René Henny : *la Suisse et la question des langues*, Berne, 1907. (*V. I.*)
2. Ed. Bilocher : *Die Nationalitäten in der Schweiz*, Brl., 1910. (*V. I.*)

de ladite « autonomie culturelle-nationale » par tous les partis bourgeois juifs).

En relation étroite avec le principe de complète égalité en droits, se trouve la consécration des droits de la minorité nationale. Dans mon article de la *Sévernaïa Pravda*, ce principe a été exprimé presque de la même manière que dans la décision postérieure, officielle et plus exacte, de la conférence des marxistes. Cette décision exige

> l'inclusion dans la Constitution d'une loi fondamentale déclarant comme nuls et non avenus les moindres privilèges accordés à une des nationalités et les moindres violations des droits de la minorité nationale.

M. Liebman essaie de se moquer de cette formule, en interrogeant : « Comment savez-vous donc en quoi consistent les droits de la minorité nationale ? » Le droit d'avoir « son programme » dans les écoles nationales, dit-il, se rapporte-t-il à ce nombre de droits ? De quelle grandeur doit être la minorité nationale pour pouvoir bénéficier du droit d'avoir ses juges, ses fonctionnaires, ses écoles dans la langue maternelle ? M. Liebman désire tirer de ces questions la nécessité d'un programme national « *positif* ».

En réalité, ces questions montrent nettement quelles choses réactionnaires notre bundiste veut faire passer à la faveur d'une discussion prétendument sur de menus détails et particularités.

« Son programme » dans son école nationale !... Chez les marxistes, chez national-social, il existe un programme scolaire *commun* qui, par exemple, exige absolument une école laïque. Du point de vue des marxistes, on ne saurait jamais et nulle part dans un Etat démocratique, *s'écarter* de ce programme commun (et c'est à la population du lieu qu'il appartient uniquement d'y introduire des matières « locales » : langues, etc.). Quant au principe visant à « éliminer du ressort de l'Etat » l'œuvre scolaire et à la livrer aux nations, il en découle que nous, les ouvriers, laissons les « nations » dans notre Etat démocratique, dépenser les deniers du peuple pour l'école cléricale ! M. Liebman, sans s'en apercevoir lui-même, explique nettement ce qu'il y a de réactionnaire dans l' « autonomie culturelle-nationale » !

« De quelle grandeur doit être la minorité nationale ? » C'est ce que ne dit pas même le programme autrichien si affectionné par les bundistes : il porte (d'une façon encore plus brève et encore moins claire que chez nous) :

> Le droit des minorités nationales est protégé par une loi spéciale, qui doit être promulguée par le Parlement d'Empire (§ 4 du programme de Brünn).

Comment se fait-il que personne n'ait jamais pris à partie les social-démocrates autrichiens, en leur demandant quelle est précisément cette loi ? Quels droits précisément doit-elle assurer à quelle minorité ?

C'est que tous les hommes de bon sens comprennent ce qu'il y a de déplacé et d'impossible, à vouloir définir dans le programme des questions de détail. Le programme n'établit que les principes fondamentaux. En ce cas, le principe fondamental se sous-entend chez les Autrichiens, et il est exprimé directement dans la décision de la dernière conférence russe des marxistes. Ce principe consiste à ne tolérer aucun privilège national ni aucune inégalité nationale.

Prenons un exemple concret pour éclairer le bundiste sur cette question. Dans la ville de Saint-Pétersbourg, le recensement des écoles au 18 janvier 1911 établit que les écoles primaires du ministère de l' « Instruction » publique comptaient 48.076 écoliers, dont 396 Juifs, soit moins d'un pour cent. Ensuite, il y avait comme écoliers deux Roumains, un Géorgien, trois Arméniens, etc. [1]. Est-il possible de dresser un programme national « positif » qui embrasserait cette diversité de rapports et de conditions ? (Bien entendu, Pétersbourg n'est pas encore la ville nationale la plus « mêlée » de Russie, loin de là.) Il semble que même des spécialistes en « finesses » nationales, comme les bundistes, ne pourront pas dresser un tel programme.

S'il y avait dans la Constitution de l'Etat une loi fondamentale proclamant non valable toute mesure qui violerait le droit de la minorité, chaque citoyen pourrait exiger que l'interdiction fût levée, par exemple d'engager aux frais de l'Etat des professeurs de langue juive, d'histoire juive, etc. ou de réserver un local officiel pour des conférences à faire aux enfants juifs, arméniens et roumains, et même à un seul enfant géorgien.

Il n'est pas du tout impossible de satisfaire à tous les désirs raisonnables et justes des minorités nationales sur la base de l'égalité en droits, et personne ne dira que la propagande de cette égalité soit nuisible. Mais au contraire, la propagande de la division de l'œuvre scolaire par nations, la propagande, par exemple, d'une école juive réservée aux enfants juifs à Saint-Pétersbourg le serait certainement, et la création d'écoles nationales pour chaque minorité nationale, à l'usage de un, deux, trois enfants est simplement impossible.

Ensuite, il est impossible dans une loi générale de l'Etat,

---

1. Lénine a emprunté les données ci-dessus au recueil statistique *Un jour de recensement des écoles primaires de l'Empire, effectué le 18 janvier 1911. Premier fascicule, deuxième partie. Circonscription scolaire de Saint-Pétersbourg, Provinces d'Arkhangelsk, Vologda, Novgorod, Olonetz, Pskov et Saint-Pétersbourg.* Saint-Pétersbourg, 1912, p. 72. (*N. R.*).

de définir ce que doit être la minorité nationale pour qu'elle ait droit à une école particulière ou à des maîtres particuliers sur des matières d'enseignement complémentaires, etc.

Au contraire, la loi générale de l'Etat sur l'égalité en droits peut parfaitement être élaborée en détail et développée par des dispositions spéciales, prescriptions de diètes régionales, villes, zemstvos, communautés, etc.

6. CENTRALISATION ET AUTONOMIE

M. Liebman écrit dans sa réponse :

> Considérez chez nous la Lituanie, les Pays Baltes, la Pologne, la Volhynie, le sud de la Russie, etc., vous trouverez partout une population *mêlée* ; il n'existe pas une seule ville qui ne possède pas une nombreuse minorité nationale. Si loin que soit menée la décentralisation, on trouvera partout, dans les diverses localités (principalement dans les communautés urbaines), des nationalités différentes vivant ensemble, à savoir : la démocratie livre la minorité nationale aux mains de la majorité nationale. Mais, on le sait, V. I. se montre hostile à une telle organisation fédérative de l'Etat et à une décentralisation infinie, telles qu'elles existent dans la Confédération helvétique. On se demande pourquoi il a cité l'exemple de la Suisse.

Pourquoi j'ai cité l'exemple de la Suisse, je l'ai déjà expliqué plus haut. De même, j'ai expliqué que le problème de la protection des droits de la minorité nationale ne peut être résolu *que* par la promulgation d'une loi générale de l'Etat, dans un Etat démocratique conséquent qui ne s'écarte pas du principe de l'égalité en droits. Mais dans le passage cité, M. Liebman répète encore une des objections les plus courantes (et les plus fausses) (ou des remarques sceptiques) que l'on fait généralement contre le programme national marxiste et qui, par conséquent, méritent d'être examinées ici.

Les marxistes se montrent, bien entendu, hostiles à la fédération et à la décentralisation, pour cette simple raison que le capitalisme, pour se développer, exige que les Etats soient les plus grands et les plus centralisés possible. *Toutes conditions étant égales*, le prolétariat conscient défendra toujours un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval, il saluera toujours la cohésion économique la plus étroite des grands territoires sur lesquels la lutte du prolétariat puisse se développer en largeur contre la bourgeoisie.

Le large et rapide développement des forces productives par le capitalisme *demande* de grands territoires soudés et unis par l'Etat, sur lesquels la classe de la bourgeoisie peut seule se grouper, en anéantissant toutes les cloisons anciennes, étroites, médiévales de castes, de petites nationalités, de confessions et autres ; et en même temps que cette classe, son antipode inéluctable, la classe des prolétaires.

Nous parlerons spécialement du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire à se séparer et à constituer un Etat national distinct [1]. Mais tant que et pour autant que les diverses nations constituent un seul Etat, les marxistes ne feront en aucun cas de propagande ni pour le principe fédératif, ni pour la décentralisation. Un grand Etat centralisé constitue un énorme pas historique en avant de la dispersion moyenâgeuse à la future unité socialiste du monde entier, et il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme qu'*en passant* par cet Etat (*indissolublement* lié au capitalisme).

Mais il ne serait pas permis d'oublier qu'en défendant le centralisme, nous défendons exclusivement le centralisme *démocratique*. A cet égard, tout esprit petit-bourgeois en général, tout esprit petit-bourgeois nationaliste en particulier (le défunt Dragomanov y compris) a apporté de la confusion dans ce problème au point qu'il nous faut encore y consacrer notre temps pour en démêler l'écheveau.

Le centralisme démocratique, loin d'exclure le self-government local avec l'*autonomie* des régions à conditions économiques et familiales particulières, à population d'une composition nationale particulière, etc., exige, au contraire, *l'un et l'autre*. On confond constamment chez nous le centralisme avec l'arbitraire et le bureaucratisme. L'histoire de la Russie devait, naturellement, engendrer une telle confusion, mais cela n'en est pas moins inadmissible pour un marxiste.

Le plus facile serait d'expliquer cela par un exemple concret. Rosa Luxembourg, dans un long article : « La question nationale et l'autonomie [2] », commet parmi tant d'autres erreurs amusantes (dont je parlerai plus loin), une erreur particulièrement plaisante, en essayant de *borner* la revendication de l'autonomie à la seule Pologne.

Mais voyez d'abord *comment* elle définit l'autonomie.

Rosa Luxembourg reconnaît — étant marxiste, elle a naturellement le devoir de reconnaître, — que toutes les questions économiques et politiques importantes et essentielles pour la

---

1. LÉNINE : *Œuvres choisies en deux volumes*, t. 1, p. 671-730. (*N. R.*)
2. *Przeglad Socialdemokratyczny* [*], Krakow, 1908 et 1909.

[*]. *Przeglad Socjaldemokratyczny* (la Revue social-démocrate), éditée par les social-démocrates polonais avec le concours direct de R. Luxembourg, à Cracovie, de 1902 à 1904 et de 1908 à 1910. (*N. R.*)

société capitaliste, doivent être du ressort non de diètes autonomes de telles ou telles régions, mais exclusivement d'un Parlement central, d'un Parlement d'Etat. De ces questions font partie : la politique douanière, la législation industrielle et commerciale, les voies de communication et moyens de transmission (chemins de fer, poste, télégraphe, téléphone, etc.), l'armée, le système fiscal, le droit civil [1] et pénal, les principes généraux de l'œuvre scolaire (par exemple, la loi sur l'école exclusivement laïque, sur l'instruction générale, le programme minimum, l'organisation démocratique du régime scolaire, etc.), les lois sur la protection du travail, les libertés politiques (le droit de coalition), etc., etc.

Sont du ressort des diètes autonomes, sur la base de la législation générale de l'Etat, les questions d'ordre purement local, régional ou purement national. En développant aussi cette pensée avec force détails (pour ne pas dire de façon excessive) Rosa Luxembourg rappelle, par exemple, la construction de chemins de fer d'intérêt local (n° 12, p. 149), les routes locales (n°s 14-15, p. 376), etc.

Il est parfaitement évident qu'on ne saurait se représenter un Etat moderne véritablement démocratique *sans* une telle autonomie pour toute région ayant des particularités économiques et familiales quelque peu essentielles, à population d'une composition nationale particulière, etc. Le principe du centralisme, nécessaire pour le développement du capitalisme, loin d'être compromis par une telle autonomie (locale et régionale), est justement mis en œuvre, *de façon démocratique*, et non bureaucratique, grâce à elle. Le développement large, libre et rapide du capitalisme deviendrait impossible ou du moins serait rendu extrêmement difficile *sans* une telle autonomie, qui *facilite* la concentration des capitaux comme le développement des forces productives, le ralliement de la bourgeoisie et du prolétariat *à l'échelle de l'Etat*. Car, l'intervention bureaucratique dans des questions *purement* locales (régionales, nationales, etc.) constitue un des plus grands obstacles en général, au développement économique et politique et, en particulier, un des obstacles au *centralisme* dans les questions sérieuses, importantes, fondamentales.

Aussi est-il difficile de retenir un sourire, en lisant comment notre excellente Rosa Luxembourg s'applique, d'un air absolument sérieux, et en termes « purement marxistes », à démontrer que la revendication de l'autonomie est *uniquement* applicable à la seule Pologne, *uniquement* à titre d'exception !

1. Rosa Luxembourg en vient aux détails, dans le développement de sa pensée, en rappelant par exemple, — et avec juste raison — la loi du divorce (n° 12, p. 162 de la revue citée).

Naturellement, il n'y a point là une goutte de patriotisme « de clocher », il n'y a que des considérations « d'affaires »... par exemple, en ce qui concerne la Lituanie.

Rosa Luxembourg considère quatre provinces : celles de Vilna, de Kovno, de Grodno et de Souvalki, en assurant les lecteurs (et s'assurant elle-même, d'ailleurs) que là habitent « principalement » des Lituaniens ; en groupant ensemble la population de ces provinces, elle obtient une proportion de 23 % des Lituaniens et si l'on joint aux Lituaniens les Jmouds, ils constitueraient 31 % de la population, moins d'un tiers. Il en résulte, bien entendu, que l'idée de l'autonomie de la Lituanie est « arbitraire et artificielle » (n° 10, p. 807).

Le lecteur qui connaît bien les défauts universellement connus de notre statistique officielle russe, verra tout de suite l'erreur de Rosa Luxembourg. Pourquoi fallait-il considérer la province de Grodno, où les Lituaniens ne forment que 0,2 %, *zéro, deux pour cent ?* Pourquoi fallait-il considérer toute la province de Vilna, et non pas le seul district de Troki, où les Lituaniens forment la *majorité* de la population ? Pourquoi fallait-il considérer toute la province de Souvalki, en dénombrant les Lituaniens à 52 % de sa population, et non les districts lituaniens de cette province, c'est-à-dire cinq districts sur sept, où les Lituaniens constituent 72 % de la population ?

Il est ridicule de parler des conditions et des revendications du capitalisme actuel et de considérer les divisions de la Russie non « actuelles » et non « capitalistes » (mais datant du moyen âge, du servage) les divisions administratives bureaucratiques officielles, et cela sous leur forme la plus grossière (provinces, et non districts). Il est clair comme le jour qu'il ne saurait être question d'aucune réforme locale quelque peu sérieuse en Russie sans l'abolition de ces divisions et leur remplacement par des divisions *véritablement* « actuelles » et qui répondent vraiment aux intérêts *non* de l'Etat, *non* de la bureaucratie, *non* de la routine, *non* des propriétaires fonciers, *non* du clergé, mais du capitalisme, et parmi les revendications actuelles du capitalisme se trouvera, sans aucun doute, la revendication de l'unité la plus grande de la composition nationale de la population, car le caractère national, l'identité de la langue est un facteur important pour la conquête totale du marché intérieur et pour la totale liberté des échanges économiques.

Chose curieuse, c'est que cette erreur évidente de Rosa Luxembourg est reprise par le bundiste Médem, qui tient à démontrer non pas les particularités « exceptionnelles » de la Pologne, mais l'impropriété du principe de l'autonomie nationale territoriale (les bundistes sont pour l'autonomie nationale-exterritoriale !). Nos bundistes et liquidateurs recueillent dans le monde entier toutes les erreurs et tous les flottements opportunistes des social-démocrates de divers pays

et de diverses nations et introduisent dans leur bagage absolument *ce qu'il y a de pire* dans la social-démocratie mondiale : les coupures tirées des griffonnages bundistes et liquidateurs pourraient bien constituer, réunies ensemble, un modèle de *musée* social-démocrate *de mauvais goût*.

L'autonomie régionale, raisonne sentencieusement Médem, est bonne pour la région, pour le « territoire », mais non pour les arrondissements letton, estonien, etc., dont la population compte de un demi-million à 2 millions de personnes, et dont l'espace se chiffre par toute une province. « *Ce ne serait pas une autonomie, mais un simple zemstvo*... Au-dessus de ce zemtsvo il faudrait construire une véritable autonomie »... Et l'auteur condamne la « démolition » des vieilles provinces et districts [1].

En réalité, c'est le maintien des divisions administratives officielles, médiévales, féodales, qui équivaudrait à « démolir » et à déformer les conditions du capitalisme actuel. Seuls des gens imbus de l'esprit de ces divisions peuvent, « de l'air d'un savant connaisseur » raisonner sur l'opposition du « zemtsvo » et de l' « autonomie », soucieux de n'agir que par routine : réserver l' « autonomie » aux grandes régions, et le zemtsvo aux petites. Le capitalisme actuel ne demande pas du tout cette routine bureaucratique. Pourquoi ne peut-il y avoir d'arrondissements nationaux autonomes avec une population non seulement d'un demi-million, mais même de 50.000 habitants ? Pourquoi ces arrondissements ne peuvent-ils s'unir, sous les formes les plus diverses avec les arrondissements voisins de différentes dimensions, en un seul « territoire » autonome, si cela est commode, si la chose est nécessaire pour les rapports économiques : tout cela demeure le secret du bundiste Médem.

Retenons que le programme national de Brünn de la social-démocratie se place entièrement sur le terrain de l'autonomie nationale-territoriale ; il propose de diviser l'Autriche, « à la place des terres historiques de la couronne », en arrondissements « nationalement délimités » (§ 2 du programme de Brünn). Nous ne serions pas allés aussi loin. Sans doute la composition nationale unique de la population est-elle un des facteurs les plus sûrs d'un trafic commercial libre et large, véritablement moderne. Il n'est pas douteux qu'aucun marxiste — ni même un démocrate décidé — ne s'avisera de défendre les terres de la couronne autrichienne et les provinces et districts

---

1. V. Médem : « Position de la question nationale en Russie », *Vestnik Evropy* [2] 1912, nos 8 et 9.

2. *Vestnik Evropy* (le Messager de l'Europe), revue mensuelle ; paraît à Pétersbourg de 1866 au printemps de 1918. La revue défendait les conceptions de la bourgeoisie libérale. A partir de 1890, elle mena une lutte systématique contre le marxisme. (*N. R.*)

russes (ils ne sont pas aussi mauvais que les terres de la couronne autrichienne, mais cependant très mauvais), nul ne s'avisera de contester la nécessité de substituer à ces divisions surannées, des divisions, si possible, par composition nationale des populations. Il n'est pas douteux enfin que pour supprimer toute oppression, il importe éminemment de créer des arrondissements autonomes, même de proportions infimes, à composition nationale complète et unique, autour desquels pourraient aussi « graviter » et entrer en rapports avec eux des associations libres de toutes sortes, les membres d'une nationalité donnée, dispersée en différents points du pays ou même du globe. Tous ces faits sont incontestables, on ne peut les contester que d'un point de vue routinier et bureaucratique.

Mais la composition nationale de la population est *un* des facteurs économiques très importants, *pas le seul* ni le plus important parmi les autres. Ainsi, les villes jouent un rôle économique *très important* sous le capitalisme ; or, les villes partout — en Pologne, en Lituanie, en Ukraine, en Grande-Russie, etc. — se distinguent par une composition nationale mêlée de la population. Détacher les villes des villages et des arrondissements qui gravitent économiquement autour d'elles, en raison de l'élément « national », serait absurde et impossible. Par conséquent, les marxistes ne doivent point se placer entièrement et exclusivement sur le terrain du principe « national-territorialiste ».

Beaucoup plus juste que la solution autrichienne du problème est celle préconisée par la dernière conférence des marxistes russes. Cette conférence a formulé, sur ce point, la thèse suivante :

> ... il faut... une large autonomie régionale (non pas, bien entendu, pour la seule Pologne, mais pour toutes les régions de la Russie) et un self-government local parfaitement démocratique, avec fixation des frontières des régions se gouvernant elles-mêmes, et autonomes (sans tenir compte des frontières des provinces actuelles des districts, etc.), mais sur la base de l'évaluation — par la population locale — des conditions économiques familiales, de l'effectif national de la population, etc. [1].

La composition nationale de la population se place ici à *côté* des autres conditions (au premier chef, des conditions économiques, puis familiales, etc.), qui doivent servir de base à la fixation de nouvelles frontières répondant au capitalisme actuel, et non pas au bureaucratisme et à l'asiatisme. La popu-

1. LÉNINE : Œuvres, 4e éd., t. XIX, p. 385. Edit. russe. (*N. R.*)

lation locale peut seule « évaluer » scrupuleusement toutes ces conditions, et c'est sur la base de cette évaluation que le Parlement central de l'Etat déterminera les frontières des régions autonomes et les attributions des diètes autonomes.

*
* *

Il nous reste à examiner encore la question relative au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Sur ce point, toute une collection d'opportunistes de toutes les nationalités : le liquidateur Semkovski, le bundiste Liebman, le national-social ukrainien Lev Iourkévitch se sont attelés à la tâche de « populariser » les erreurs de Rosa Luxembourg. Nous consacrerons l'article suivant à ce problème éminemment embrouillé par toute cette « collection ».

Ecrit en octobre-décembre 1913 *et publié dans la revue* Prosvéchtchénié, *n*os 10, 11 *et* 12.

II

DU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

Le paragraphe 9 du programme des marxistes russes, qui traite du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, a provoqué ces derniers temps (ainsi que nous l'avions déjà indiqué dans *Prosviéchtchénié* [1]) toute une campagne des opportunistes. Le liquidateur [2] russe Semkovski, dans la feuille liquidatrice de Pétersbourg, le bundiste [3] Liebman et le socialiste nationaliste ukrainien Iourkévitch, dans leurs organes respectifs, ont attaqué véhémentement ce paragraphe pour lequel ils affectent le plus profond dédain. Nul doute que ce « départ du ban et de l'arrière-ban » de l'opportunisme contre notre programme marxiste ne soit étroitement lié aux actuels flottements nationalistes en général. Aussi estimons-nous opportun de procéder à une analyse minutieuse de la question soulevée. Notons seulement qu'aucun des opportunistes mentionnés n'a produit un seul argument qui lui soit propre : tous ils se bornent à répéter ce que Rosa Luxembourg avait dit en 1908-1909 dans son long article en langue polonaise : « La question nationale et l'autonomie. » Ce sont aussi les arguments « originaux » de cet auteur que nous aurons le plus souvent à considérer dans le cours de notre exposé.

1. QU'EST-CE QUE LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES ?

Cette question se pose tout naturellement d'abord lorsqu'on essaye d'envisager en marxiste ce qu'on appelle la libre disposition. Que faut-il entendre par là ? Chercherons-nous la réponse dans les définitions juridiques tirées de toutes sortes de « notions générales » de droit ? Ou faut-il la chercher dans l'étude historico-économique des mouvements nationaux ?

Rien d'étonnant que les Semkovski, Liebman et Iourkévitch ne se soient pas même avisés de poser cette question ; ils s'en

---

1. C'est la première partie du présent ouvrage. Pour *Prosviéchtchénié*, voir note p. 25. (*N. R.*).
2. Sur les liquidateurs et la lutte du Parti contre eux, voir *l'histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*, Moscou 1949, p. 147-176. (*N. R.*)
3. Voir note p. 12 (*N. R.*)

tiennent quittes en dénigrant simplement le « manque de clarté » du programme marxiste, et ils ignorent même visiblement, dans leur simplicité, que non seulement le programme russe de 1903 traite de la libre disposition des nations, mais aussi la résolution du congrès international tenu à Londres en 1896 (nous reviendrons là-dessus en détail). Ce qui est bien plus étonnant, c'est que Rosa Luxembourg, qui a tant déclamé sur le caractère prétendument abstrait et métaphysique de ce paragraphe, soit elle-même tombée dans ce péché d'abstraction et de métaphysique. Elle se perd constamment dans des considérations générales sur la libre disposition (jusqu'à spéculer de façon tout à fait plaisante sur la manière de connaître la volonté d'une nation) sans poser explicitement cette question nulle part : le fond du problème est-il dans les définitions juridiques ou dans l'expérience des mouvements nationaux du monde entier ?

Poser d'une façon précise cette question, qu'un marxiste ne peut éluder, ruinerait d'emblée les neuf dixièmes des arguments de Rosa Luxembourg. Ce n'est pas la première fois que des mouvements nationaux apparaissent en Russie, et ils ne sont pas propres à ce pays seul. Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. La base économique de ces mouvements, c'est que, pour une victoire complète de la production marchande, il fallait que la bourgeoisie conquît le marché intérieur ; il fallait que s'unissent en Etat les territoires dont la population parle la même langue, et que soit écarté tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est un grand moyen de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont une des conditions les plus importantes d'échanges commerciaux vraiment libres, vraiment larges et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec tout patron, grand ou petit, avec tout vendeur et tout acheteur.

La formation d'*Etats nationaux* qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et pour toute l'Europe occidentale — bien mieux, pour le monde civilisé tout entier, — ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national.

Par conséquent, si nous voulons, sans jouer sur les définitions juridiques, sans « inventer » de notions abstraites, mais en analysant les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, comprendre ce qu'est la libre disposition des

nations, nous ne pouvons manquer d'aboutir à cette conclusion : par libre disposition des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants.

Nous verrons par la suite pour quelles autres raisons encore il serait faux d'entendre par droit de libre disposition autre chose que le droit d'exister comme Etat distinct. Maintenant, nous devons nous arrêter sur ceci : comment Rosa Luxembourg a tenté d' « esquiver » l'inévitable conclusion touchant les causes économiques profondes de la tendance à constituer un Etat national.

Rosa Luxembourg connaît fort bien la brochure de Kautsky : *Nationalität, und Internationalität* (supplément de la *Neue Zeit* [1], n° 1, 1907-1908, traduite en russe dans la revue *Naoutchnaïa Mysl*, Riga 1908). Elle sait que Kautsky après avoir minutieusement analysé au § 4 de cette brochure la question de l'Etat national, est arrivé à la conclusion qu'Otto Bauer « *sous-estime* la force de la tendance à constituer un Etat national » (p. 23 de la brochure citée). Rosa Luxembourg cite elle-même ces mots de Kautsky : « L'Etat national est la forme d'Etat *qui correspond le mieux* aux conditions modernes », (c'est-à-dire du capitalisme, de la civilisation, du progrès économique, à la différence des conditions moyenâgeuses d'avant le capitalisme, etc.) ; « il est la forme dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches » (c'est-à-dire assurer le développement le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme). A cela il faut ajouter cette remarque finale de Kautsky, plus précise encore, que les Etats à composition nationale hétérogène (Etats dits de nationalités, à la différence des Etats nationaux) sont « toujours des Etats dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou peu développée » (arriérée). Il va sans dire que Kautsky emploie le terme d'anormal exclusivement dans le sens d'incompatibilité avec ce qui est le mieux adapté aux exigences du capitalisme en développement.

Et maintenant, demandera-t-on, quelle est la position de Rosa Luxembourg à l'égard de ces conclusions historico-économiques de Kautsky ? Sont-elles justes ou erronées ? Qui a raison : Kautsky avec sa théorie historico-économique ou Bauer, dont la théorie, en son essence, est psychologique ? Quel

---

1. *Die Neue Zeit*, revue de la social-démocratie allemande ; parut à Stuttgard de 1883 à 1923. De 1885 à 1895, elle publia quelques articles d'Engels. Celui-ci donnait souvent des indications à la rédaction de la revue et critiquait vigoureusement ses écarts du marxisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, la revue publia régulièrement des articles de revisionnistes. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la revue occupa une position centriste, kautskiste, et donna son appui aux social-chauvins. (*N. R.*)

lien rattache « l'opportunisme national » incontestable de Bauer, sa défense de l'autonomie culturelle-nationale, ses entraînements nationalistes (« il y a çà et là une accentuation du facteur national », ainsi que s'est exprimé Kautsky), sa « forte exagération du facteur national et son oubli total du facteur international » (Kautsky), à sa sous-estimation de la force de la tendance à la constitution d'un Etat national ?

Rosa Luxembourg n'a pas même posé cette question. Elle n'a pas remarqué ce lien. Elle n'a pas médité l'*ensemble* des conceptions théoriques de Bauer. Elle n'a pas même confronté du tout les théories historico-économique et psychologique dans la question nationale. Elle s'est bornée aux remarques suivantes contre Kautsky :

> ... Cet Etat national « le meilleur » n'est qu'une abstraction qu'il est facile de développer en théorie, de défendre en théorie, mais qui ne correspond point à la réalité [*Przeglad Socjaldemokratyczny* [1], 1908 n° 6, p. 499].

Et à l'appui de cette déclaration péremptoire, suivent des raisonnements qui prétendent que le développement des grandes puissances capitalistes et l'impérialisme rendent illusoire pour les petits peuples « le droit de disposer d'eux-mêmes ». « Peut-on parler sérieusement, *s'écrie Rosa Luxembourg*, de la « libre disposition » des Monténégrins, des Bulgares, des Roumains, des Serbes, des Grecs, formellement indépendants, en partie même des Suisses, dont l'indépendance est elle-même le produit de la lutte politique et du jeu diplomatique du « concert européen » ? » ! (p. 500). Ce qui correspond le mieux aux conditions, « ce n'est pas l'Etat national, comme le pense Kautsky, mais l'Etat de proie ». Et de citer quelques dizaines de chiffres sur la grandeur des colonies appartenant à l'Angleterre, à la France, etc.

Lorsqu'on lit de semblables raisonnements, on ne peut que s'étonner de la capacité de l'auteur à ne pas comprendre *le pourquoi de la chose*. Enseigner à Kautsky d'un air sentencieux que les petits Etats dépendent économiquement des grands ; qu'entre les Etats bourgeois la lutte se poursuit pour écraser et spolier les autres nations ; qu'il existe un impérialisme et des colonies, c'est raffiner ridiculement et d'une façon puérile, car tout cela n'a pas le moindre rapport avec la question. Non seulement les petits Etats, mais aussi la Russie par exemple, dépendent entièrement, au point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des

1. *Revue social-démocrate*. Voir note p. 32 (*N. R.*)

« riches » pays bourgeois. Non seulement les Etats-miniatures des Balkans, mais aussi l'Amérique du XIXe siècle était économiquement une colonie de l'Europe, ainsi que Marx le disait déjà dans le *Capital* [1]. Tout cela, bien entendu, Kautsky et chaque marxiste le savent parfaitement, mais cela est décidément hors de propos dans la question des mouvements nationaux et de l'Etat national.

Au problème de la libre disposition politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'Etat, Rosa Luxembourg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques. Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication-programme sur la suprématie du Parlement, c'est-à-dire de l'Assemblée des représentants du peuple dans l'Etat bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du gros capital, quel que soit le régime, dans un pays bourgeois.

Nul doute qu'une portion considérable de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouve dans la situation soit de colonies des « grandes puissances », soit d'Etats extrêmement dépendants et nationalement opprimés. Cette circonstance universellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait incontestable qu'en Asie même, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un Etat national indépendant ? Cet Etat est bourgeois ; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations et à asservir des colonies ; nous ignorons si l'Asie parviendra, avant la faillite du capitalisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité, là aussi, partout des mouvements nationaux ; que ces mouvements tendent à constituer des Etats nationaux en Asie ; que précisément de tels Etats assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. L'exemple de l'Asie témoigne *en faveur de* Kautsky, *contre* Rosa Luxembourg.

L'exemple des Etats balkaniques, lui aussi, témoigne contre elle, car chacun voit aujourd'hui que les meilleures conditions de développement du capitalisme dans les Balkans se créent précisément dans la mesure où des Etats nationaux indépendants se constituent dans cette péninsule.

Ainsi l'exemple de toute l'humanité civilisée la plus avancée,

---

1. Voir K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 206, Editions sociales, 1950 (*N. R.*)

celui des Balkans et celui de l'Asie démontrent, en dépit de Rosa Luxembourg, l'absolue justesse de la thèse de Kautsky : l'Etat national est la règle et la « norme » du capitalisme ; l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, exclut l'exploitation et l'oppression de nations. Cela veut dire seulement que des marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que dans le programme des marxistes, la « libre disposition des nations » *ne peut* avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre disposition politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national.

Quant aux conditions qui, du point de vue marxiste, c'est-à-dire du point de vue de classe du prolétariat, président au soutien de la revendication démocratique bourgeoise d'un « Etat national », nous reviendrons là-dessus en détail plus loin. Nous nous bornons pour l'instant à définir la *notion* de « libre disposition », et il nous faut seulement noter encore que Rosa Luxembourg *sait* ce que renferme cette notion (« Etat national »), alors que ses partisans opportunistes, les Liebman, les Semkovski, les Iourkévitch *ignorent même cela !*

2. POSITION HISTORIQUE CONCRÈTE DE LA QUESTION

Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la pose dans un cadre historique *déterminé* ; et puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

Qu'est-ce que cette exigence expresse du marxisme, appliquée à la question qui nous intéresse ?

C'est avant tout qu'il faut distinguer strictement entre deux époques du capitalisme, lesquelles, du point de vue des mouvements nationaux, diffèrent radicalement. D'une part, c'est l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, époque où se constituent une société et un Etat démocratiques bourgeois, alors que pour la première fois les mouvements nationaux deviennent des mouvements de masse, entraînent d'une façon ou d'une autre *toutes* les classes de la population à la politique par la voie de la presse, par la participation

aux institutions représentatives, etc. D'autre part, nous sommes en présence d'une époque où se sont pleinement constitués les Etats capitalistes avec un régime constitutionnel depuis longtemps établi, et où l'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie, — époque que l'on peut appeler la veille de l'effondrement du capitalisme.

Ce qui est typique pour la première époque, c'est l'éveil des mouvements nationaux où se trouve entraînée la paysannerie, couche de la population la plus nombreuse et la plus « difficile à mettre en train », en relation avec la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits de la nationalité en particulier. Ce qui est typique pour la seconde époque, c'est l'absence de mouvements démocratiques bourgeois de masse, alors que le capitalisme développé, rapprochant de plus en plus et brassant les nations déjà entièrement entraînées dans le mouvement des échanges, met au premier plan l'antagonisme entre le Capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

Certes, chacune de ces époques n'est point séparée de l'autre par une muraille ; elles sont reliées entre elles par de nombreux maillons intermédiaires. De plus, les différents pays se distinguent encore par la rapidité de leur développement national, la composition nationale de leur population, la distribution de celle-ci, etc., etc. Il ne peut même être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné, sans tenir compte de toutes ces conditions historiques générales et des conditions de tel ou tel Etat concret.

C'est ici que nous touchons du doigt le point le plus faible des raisonnements de Rosa Luxembourg. Elle s'applique avec un zèle peu commun à orner son article d'un assemblage d'expressions « vigoureuses » contre le § 9 de notre programme, qu'elle déclare trop « général », « cliché », « phraséologie métaphysique » et ainsi de suite. Il serait tout naturel d'attendre d'un auteur qui condamne si bien la métaphysique (au sens marxiste du mot, c'est-à-dire l'antidialectique) et les abstractions stériles, qu'il nous fournisse un modèle d'examen historique concret de la question. Il s'agit du programme national des marxistes d'un pays déterminé : la Russie ; d'une époque déterminée : le début du xxe siècle. Rosa Luxembourg, vraisemblablement, va poser la question : *quelle* époque *historique* traverse la Russie, *quelles* sont les particularités *concrètes* du problème national et des mouvements nationaux de *ce* pays à *cette* époque ?

De tout cela, Rosa Luxembourg ne dit absolument rien ! Vous ne trouverez pas chez elle l'ombre d'une analyse de la manière dont se pose le problème national en *Russie*, à l'époque historique envisagée et des particularités de la Russie à cet égard.

Elle nous dit que la question nationale se pose dans les Balkans autrement qu'en Irlande ; que Marx appréciait de telle et telle manière les mouvements nationaux polonais et tchèque dans les conditions concrètes de 1848 (page d'extraits empruntés à Marx) ; qu'Engels appréciait de telle et telle manière la lutte des cantons forestiers de Suisse contre l'Autriche et la bataille de Morgarten, en 1315 (page de citations tirées d'Engels, avec commentaires correspondants de Kautsky) ; que Lassalle considérait comme réactionnaire la guerre des paysans en Allemagne au XVIe siècle, etc.

On ne saurait dire que ces remarques et ces citations brillent par la nouveauté, mais il est en tout cas intéressant pour le lecteur de se rappeler une fois encore comment Marx, Engels et Lassalle abordaient, eux, l'analyse des questions historiques concrètes des différents pays. Et lorsqu'on relit ces citations si instructives de Marx et d'Engels, on voit très nettement dans quelle situation ridicule Rosa Luxembourg s'est elle-même placée. Elle prêche avec éloquence et sévérité la nécessité d'une analyse historique concrète de la question nationale dans les différents pays aux différentes époques, — et elle ne fait pas *la moindre* tentative pour déterminer *quel* stade historique de développement du capitalisme traverse la *Russie* au début du XXe siècle, quelles sont les *particularités* de la question nationale dans ce pays. Rosa Luxembourg montre par des exemples comment *d'autres* ont analysé la question en marxistes, soulignant ainsi comme à dessein que souvent l'enfer est pavé de bonnes intentions et que de bons conseils servent à couvrir le refus ou l'incapacité de les mettre pratiquement à profit.

Voici l'un de ces rapprochements instructifs. S'élevant contre le mot d'ordre d'indépendance de la Pologne, Rosa Luxembourg se réfère à son ouvrage de 1898, où elle démontrait le rapide « développement industriel de la Pologne » écoulant ses produits manufacturés en Russie. Inutile de dire que cela ne prouve encore absolument rien quant à la question du *droit* de libre disposition ; que cela démontre uniquement la disparition de la vieille Pologne seigneuriale, etc. Or, Rosa Luxembourg passe constamment de façon insensible à cette conclusion que, parmi les facteurs unissant la Russie à la Pologne, prédomineraient dès à présent les facteurs purement économiques des rapports capitalistes modernes.

Mais voici que notre Rosa passe à la question de l'autonomie et — bien que son article soit intitulé « La question nationale et l'autonomie » *en général* — elle entreprend de démontrer le droit *exclusif* du royaume de Pologne à l'autonomie (voir à ce sujet *Prosviéchtchénié*, 1913, n° 12 [1]). Afin de confirmer

1. Voir p. 5 du présent ouvrage (*N. R.*)

le droit de la Pologne à l'autonomie, Rosa Luxembourg, d'après des indices économiques, politiques, moraux et sociologiques, caractérise sans doute la structure de l'Etat russe comme un ensemble de traits dont la somme nous fournit la notion de « despotisme asiatique » (n° 12 du *Przeglad*, p. 137).

Chacun sait que pareille structure de l'Etat jouit d'une très grande stabilité, alors que dans l'économie du pays prédominent des traits entièrement patriarcaux, précapitalistes, et un développement encore insignifiant de l'économie marchande et la différenciation des classes. Si donc dans un pays dont la structure de l'Etat se distingue par un caractère *pré*capitaliste nettement marqué, il existe une région nationalement délimitée où le capitalisme se développe *rapidement*, plus est rapide ce développement capitaliste, et plus forte est la contradiction entre celui-ci et le régime *pré*capitaliste de l'Etat, plus probable est la séparation de la région avancée d'avec l'ensemble, — région liée au tout par des attaches qui ne sont pas « capitalistes modernes », mais celles d'un « despotisme asiatique ».

Ainsi, Rosa Luxembourg s'est montrée parfaitement incapable de joindre les deux bouts, même dans la question de la structure sociale du pouvoir en Russie, par rapport à la Pologne bourgeoise ; quant à la question des particularités historiques concrètes des mouvements nationaux en Russie, elle ne l'a pas même posée.

C'est sur cette question que nous allons nous arrêter.

3. LES PARTICULARITES CONCRETES DE LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE ET LA REFONTE DEMOCRATIQUE BOURGEOISE DE CE PAYS

> ... En dépit de l'élasticité du principe du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », qui est le plus pur lieu commun, étant évidemment applicable, dans une égale mesure, non seulement aux peuples habitant la Russie, mais aussi aux nations habitant l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse et la Suède, l'Amérique et l'Australie, nous ne le trouvons pas dans un seul programme des partis socialistes d'aujourd'hui... [n° 6 du *Przeglad*, p. 483.]

Voici ce qu'écrit Rosa Luxembourg au début de sa campagne contre le § 9 du programme marxiste. Nous donnant à entendre que ce point du programme n'est que « le plus pur lieu commun », Rosa Luxembourg tombe elle-même dans cette faute,

en déclarant avec une plaisante désinvolture que ce point serait « évidemment applicable dans une égale mesure » à la Russie, à l'Allemagne, etc.

Il est évident, répondrons-nous, que Rosa Luxembourg a résolu de nous offrir dans son article un répertoire des fautes de logique qui conviendrait pour les devoirs des lycéens. Car la tirade de Rosa Luxembourg n'est qu'un non-sens et elle tourne en dérision la position concrète de la question.

Si l'on interprète le programme marxiste non point d'une façon puérile, mais en marxiste, il est fort aisé de comprendre qu'il concerne les mouvements nationaux démocratiques bourgeois. S'il en est ainsi (et il en est certainement ainsi) il s'ensuit « évidemment » que ce programme concerne « en général », comme un « lieu commun », etc., *tous* les cas de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Non moins évidente serait également pour Rosa Luxembourg, si elle voulait bien réfléchir un peu, cette conclusion que notre programme concerne *uniquement* les cas où nous sommes en présence d'un pareil mouvement.

Si elle avait médité toutes ces choses évidentes, Rosa Luxembourg aurait compris sans trop de peine que ce qu'elle avait dit était absurde. *Nous* accusant d'avancer un « lieu commun », elle produit *contre nous* cet argument qu'il n'est rien dit de la libre disposition des nations dans le programme des pays où *il n'existe pas* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Argument d'une intelligence remarquable !

Comparer le développement politique et économique des différents pays, ainsi que leurs programmes marxistes, est d'une importance considérable du point de vue du marxisme, car la nature capitaliste générale des Etats modernes aussi bien que la loi générale de leur développement ne sauraient être contestées. Il faut du savoir-faire pour établir pareille comparaison. La condition la plus élémentaire est d'élucider la question de savoir si les époques historiques du développement des pays comparés *se prêtent à la comparaison*. Ainsi, seuls de parfaits ignorants (tel le prince E. Troubetskoï dans la *Rousskaïa Mysl*[1]) peuvent « comparer » le programme agraire des marxistes de Russie à ceux de l'Europe occidentale, car notre programme fournit une réponse à la question de la transformation agraire *démocratique, bourgeoise* dont il n'est pas même parlé dans les pays d'Occident.

---

1. *Rousskaïa Mysl* [la Pensée russe], revue mensuelle de la bourgeoisie libérale ; parut à Moscou, à partir de 1880. Après la révolution de 1905, organe de l'aile droite du Parti cadet. Durant cette période Lénine appela la *Rousskaïa Mysl*, « *Tchernossotennaïa Mysl* » (la Pensée des Cent-Noirs). Interdite vers le milieu de 1918. (*N. R.*)

Il en est de même pour la question nationale. Dans la plupart des pays d'Occident, elle est depuis longtemps résolue. Il est ridicule de chercher une réponse à des questions inexistantes dans les programmes d'Occident. Ici Rosa Luxembourg a perdu de vue l'essentiel : la différence entre les pays où les transformations démocratiques bourgeoises sont depuis longtemps terminées, et ceux où elles ne le sont pas encore.

L'essentiel est dans cette différence. La totale méconnaissance de celle-ci fait de l'interminable article de Rosa Luxembourg un assemblage de lieux communs inconsistants vides de sens.

Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. C'est cette époque qui fut celle des mouvements nationaux et de la création d'Etats nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'était transformée en un système constitué d'Etats bourgeois, d'Etats nationaux homogènes en règle générale. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre disposition dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne pas savoir l'a b c du marxisme.

En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres dans les Balkans, telle est la chaîne des événements mondiaux de *notre* époque, dans notre « Orient ». Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de *toute une série* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'Etats nationaux, homogènes et indépendants. C'est parce que la Russie et les Etats voisins traversent cette époque et uniquement pour cela, qu'il nous faut, dans notre programme, un paragraphe relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Mais poursuivons encore un peu la citation ci-dessus de l'article de Rosa Luxembourg :

> ... En particulier, *écrit-elle*, le programme d'un parti qui agit dans un Etat à composition nationale extrêmement hétérogène, et pour lequel la question nationale joue un rôle de premier plan, — le programme de la social-démocratie autrichienne ne renferme pas le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. [*Ibidem*].

Ainsi, l'on veut « en particulier » convaincre le lecteur par l'exemple de l'Autriche. Examinons si, du point de vue historique concret, cet exemple comporte beaucoup d'éléments raisonnables.

D'abord, posons la question essentielle, celle de l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise. En Autriche, elle

avait commencé en 1848 et s'est terminée en 1867. Depuis près d'un demi-siècle, en somme, il y règne une constitution bourgeoise qui s'y est établie, et sur le terrain de laquelle un parti ouvrier légal agit légalement.

Aussi, dans les conditions intérieures du développement de l'Autriche (c'est-à-dire du point de vue du développement du capitalisme en Autriche, en général, et dans chacune des nations qui la composent, en particulier), il *n'est point* de facteurs susceptibles de provoquer des bonds qui, entre autres, peuvent s'accompagner de la formation d'Etats nationaux indépendants. En donnant à entendre par sa comparaison que, sur ce point, la Russie se trouve dans des conditions analogues, Rosa Luxembourg non seulement admet une hypothèse radicalement fausse, antihistorique, mais glisse involontairement vers les liquidateurs.

En second lieu, le rapport absolument différent entre les nationalités en Autriche et en Russie, prend une importance particulière quant à la question qui nous occupe. Non seulement l'Autriche fut longtemps un Etat où prédominèrent les Allemands, mais les Allemands d'Autriche prétendirent à l'hégémonie sur l'ensemble de la nation allemande. Cette « prétention », comme peut-être voudra bien s'en souvenir Rosa Luxembourg (qui aime si peu, paraît-il, les lieux communs, les clichés, les abstractions...), fut brisée par la guerre de 1866. La nation dominant en Autriche, l'allemande, se trouva être *en dehors* de l'Etat allemand indépendant, qui s'était définitivement constitué en 1871. D'autre part, la tentative des Hongrois de constituer un Etat national indépendant s'était effondrée, dès 1849, sous les coups portés par les troupes russes formées de serfs.

De sorte qu'il s'est créé une situation éminemment originale : tendance des Hongrois, et puis des Tchèques, non point à la séparation d'avec l'Autriche, mais au maintien de l'intégrité de l'Autriche, précisément dans l'intérêt de l'indépendance nationale qui pourrait être complètement étouffée par des voisins plus rapaces et plus forts ! L'Autriche s'est constituée, en raison de cette situation originale, en un Etat à deux centres (dualiste), et elle se transforme aujourd'hui en un Etat à trois centres (trialiste : Allemands, Hongrois, Slaves).

Existe-t-il quelque chose d'analogue en Russie ? Existe-t-il chez nous une tendance des « allogènes » à s'unir aux Grands-Russes, sous peine de subir une oppression nationale *pire* encore ?

Il suffit de poser cette question pour voir tout ce qu'une comparaison entre la Russie et l'Autriche, à propos de la libre disposition des nations, renferme d'absurdité, de banalité et d'ignorance.

Les conditions particulières de la Russie, en ce qui concerne

la question nationale, sont justement à l'inverse de ce que nous avons vu en Autriche. La Russie est un Etat à centre national unique, grand-russe. Les Grand-Russes occupent d'un seul tenant un immense territoire, et leur nombre s'élève à 70 millions environ. Cet Etat national a, premièrement, ceci de particulier que les « allogènes » (qui constituent dans l'ensemble la majorité de la population, 57 %) vivent justement à la périphérie ; deuxièmement, que l'oppression dont souffrent ces allogènes est beaucoup plus forte que dans les Etats voisins (et même pas seulement dans les Etats d'Europe) ; troisièmement, que dans nombre de cas, les nationalités opprimées vivant à la périphérie ont, de l'autre côté de la frontière, des compatriotes jouissant d'une indépendance nationale plus grande (il suffit de rappeler, par exemple, à la frontière occidentale et méridionale de l'Etat, les Finnois, les Suédois, les Polonais les Ukrainiens, les Roumains) ; quatrièmement que le développement du capitalisme et le niveau général de culture sont assez souvent plus élevés dans la périphérie « allogène » qu'au centre de l'Etat. Enfin, c'est dans les Etats asiatiques voisins que nous assistons à l'ouverture d'une période de révolutions bourgeoises et de mouvements nationaux, englobant en partie à l'intérieur de la Russie les nationalités apparentées.

Ainsi les particularités historiques concrètes de la question nationale en Russie confèrent, chez nous, une urgence extrême à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à l'époque que nous traversons.

D'ailleurs, même du point de vue purement matériel du fait, il est faux que, comme l'affirme Rosa Luxembourg, la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne figure pas dans le programme des social-démocrates autrichiens. Il suffit d'ouvrir les procès-verbaux du congrès de Brünn, qui adopta le programme national, et nous y verrons les déclarations faites par le social-démocrate ruthène Gankévitch au nom de toute la délégation ukrainienne (ruthène) (p. 85 des procès-verbaux) et du social-démocrate polonais Reger, au nom de toute la délégation polonaise (p. 108), déclarations selon lesquelles les social-démocrates autrichiens de ces deux nations mettent au nombre de leurs aspirations la tendance vers l'unification nationale, la liberté et l'indépendance de leurs peuples. Par conséquent, tout en n'inscrivant pas directement dans son programme le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie autrichienne admet parfaitement que des *portions* du Parti présentent la revendication de l'indépendance nationale. Bien entendu, c'est là reconnaître en fait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ! De sorte qu'à *tous* les points de vue, la référence de Rosa Luxembourg à l'Autriche témoigne *contre* Rosa Luxembourg.

4. LE « PRATICISME » DANS LA QUESTION NATIONALE

C'est avec un empressement tout particulier que les opportunistes se sont emparé de cet argument de Rosa Luxembourg que le § 9 de notre programme ne renferme rien de « pratique ». Rosa Luxembourg est enchantée de cet argument au point que nous rencontrons parfois dans son article cette « formule » répétée jusqu'à huit fois par page.

Le § 9

> ne fournit, écrit-elle, aucune indication pratique pour la politique quotidienne du prolétariat, aucune solution pratique des problèmes nationaux.

Examinons cet argument qui est encore formulé de la façon suivante : le § 9 ou bien ne signifie absolument rien, ou bien oblige à soutenir toutes les aspirations nationales.

Que signifie la revendication du « praticisme » dans la question nationale ?

Soit le soutien de toutes les aspirations nationales ; soit la réponse : « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ; soit, en général, la « possibilité de réalisation » immédiate des revendications nationales.

Considérons les trois sens possibles de la revendication du « praticisme ».

La bourgeoisie qui, au début de tout mouvement national, joue naturellement un rôle d'hégémonie (de direction), qualifie d'action pratique le soutien de toutes les aspirations nationales. La politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, mais ne coïncide jamais avec sa politique. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt de la paix nationale (que la bourgeoisie ne peut donner entièrement et qui n'est réalisable que dans la mesure d'une *entière* démocratisation), dans l'intérêt de l'égalité en droits, afin d'assurer à la lutte de classes l'ambiance la plus favorable. Aussi les prolétaires *opposent-ils* précisément au *praticisme* de la bourgeoisie une politique *de principe* dans la question nationale ne soutenant jamais la bourgeoisie que *conditionnellement*. Dans la cause nationale, toute bourgeoisie veut soit des privilèges soit des avantages exceptionnels pour sa nation ; c'est ce qu'on entend par « pratique ». Le prolétariat est contre tout privilège, contre tout exclusivisme. Exiger qu'il

soit « pratique », c'est marcher sous la houlette de la bourgeoisie, c'est verser dans l'opportunisme.

Répondre par « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très « pratique ». Or, en fait elle est absurde, elle est métaphysique théoriquement et elle conduit dans la pratique à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie met toujours au premier plan ses revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classes. Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre nation qui achèvera la révolution démocratique bourgeoise ; pour le prolétariat, il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en en reléguant les tâches derrière celles de « sa » nation. Aussi le prolétariat se borne-t-il à revendiquer de façon toute négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du *droit* de libre disposition, sans rien garantir à aucune nation, ni s'engager à *rien* donner *aux dépens* d'une autre nation.

Cela n'est pas « pratique » ? Soit. Mais en fait, cela garantit le mieux la plus démocratique des solutions possibles ; ce qu'il faut au prolétariat, ce sont *uniquement* ces garanties ; ce qu'il faut à la bourgeoisie de chaque nation, c'est que soient garantis *ses* avantages, sans égard à la situation (aux désavantages possibles) des autres nations.

Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est la « possibilité » de faire aboutir une revendication donnée ; d'où la perpétuelle politique de transactions avec la bourgeoisie des autres nations au détriment du prolétariat. Au prolétariat, par contre, il importe de renforcer sa propre classe contre la bourgeoisie, d'éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme.

Cela n'est pas « pratique » pour les opportunistes ? Soit. Mais cela n'en est pas moins l'unique garantie effective, la garantie du maximum d'égalité et de paix nationales, en dépit des féodaux comme de la bourgeoisie *nationaliste*.

Toute la tâche des prolétaires dans la question nationale n'est pas « pratique » du point de vue de la bourgeoisie *nationaliste* de chaque nation, car les prolétaires exigent une « abstraite » égalité des droits, l'absence en principe des moindres privilèges, hostiles qu'ils sont à tout nationalisme. Pour ne pas l'avoir compris, Rosa Luxembourg, en célébrant inconsidérément le praticisme, a ouvert toute grande la porte précisément aux opportunistes, en particulier aux concessions opportunistes faites au nationalisme grand-russe.

Pourquoi grand-russe ? Parce que les Grand-Russes sont

en Russie la nation qui opprime et, sous le rapport national, l'opportunisme se manifestera naturellement de façon différente chez les nations opprimées et chez les nations qui oppriment.

Au nom du « caractère pratique » de ses revendications, la bourgeoisie des nations opprimées appellera le prolétariat à soutenir sans réserve ses aspirations. Le plus pratique, c'est de dire franchement « oui » pour la séparation de *telle* nation, mais non pour le *droit* de séparation de toutes les nations, quelles qu'elles soient !

Le prolétariat est contre ce praticisme : reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national, il prise et place par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations, apprécie *sous l'angle* de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale. Le mot d'ordre de praticisme n'est en fait que le mot d'ordre d'assimilation non critique des aspirations bourgeoises.

On nous dit : en soutenant le droit de séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des nations opprimées. Ainsi parle Rosa Luxembourg ; ainsi reprend après elle l'opportuniste Semkovski, le représentant unique, soit dit en passant, des idées liquidatrices sur cette question dans le journal des liquidateurs !

Nous répondons : non, c'est à la bourgeoisie qu'il importe d'avoir ici une solution « pratique » tandis qu'aux ouvriers il importe de dégager *en principe* deux tendances. *Pour autant* que la bourgeoisie de la nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, *pour autant* nous sommes toujours, en tout état de cause et plus résolument que tous les autres, *pour*, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour *son* propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime ; aucune tolérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation opprimée.

Si nous ne mettons pas en avant et ne faisons point passer dans notre effort d'agitation le mot d'ordre du *droit* de séparation, nous ferons le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l'absolutisme de la nation qui *opprime*. Cet argument, Kautsky l'a depuis longtemps formulé contre Rosa Luxembourg. Argument irréfutable. Par crainte d' « aider » la bourgeoisie nationaliste de Pologne, Rosa Luxembourg, en repoussant le *droit* de séparation dans le programme des marxistes *russes*, aide *en fait* les Cent-Noirs grand-russes. Elle aide en fait à la conciliation opportuniste avec les privilèges (ou pire que les privilèges) des Grand-Russes.

Entraînée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne,

Rosa Luxembourg a oublié le nationalisme des Grand-russes, bien que *ce* nationalisme-là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, qu'il soit moins bourgeois et plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne. Dans *tout* nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général *contre* l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons sans *restriction*, tout en mettant à part, rigoureusement, la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc., etc.

Cela n'est pas « pratique » du point de vue du bourgeois et du philistin. C'est, dans la question nationale, la seule politique pratique, politique de principe et qui concourt véritablement à la démocratie, à la liberté, à l'union des prolétaires.

Reconnaître à tous le droit de séparation ; apprécier chaque problème concret touchant la séparation d'un point de vue qui n'admet aucune inégalité, aucun privilège, aucun exclusivisme.

Prenons la position de la nation qui opprime. Un peuple qui en opprime d'autres peut-il être libre ? Non. Les intérêts de la liberté de la population[1] grand-russe exigent que l'on combatte une telle oppression. Une longue histoire, l'histoire séculaire de la répression des mouvements des nations opprimées, la propagande systématique de cette répression par les classes « supérieures », ont créé chez le peuple grand-russe des préjugés, etc., qui sont d'énormes obstacles à la cause de sa propre liberté.

Les Cent-Noirs grand-russes entretiennent consciemment ces préjugés et les attisent. La bourgeoisie grand-russe en prend son parti ou s'y accommode. Le prolétariat grand-russe ne peut atteindre les buts *qui sont les siens*, ne peut se frayer un chemin vers la liberté sans combattre systématiquement ces préjugés.

La constitution d'un Etat national autonome et indépendant reste pour le moment, en Russie, le privilège de la seule nation grand-russe. Nous, prolétaires grand-russes, ne défendons de privilèges d'aucune sorte ; nous ne défendons pas non plus ce privilège-là. Nous luttons sur le terrain d'un Etat déterminé ; nous unissons les ouvriers de toutes les nations d'un Etat déterminé ; nous ne pouvons garantir telle ou telle voie de

1. A un certain L. V., de Paris, ce mot ne paraît pas être marxiste. Ledit L. V. est plaisamment « *superklug* » (ce qu'on peut ironiquement traduire par « intelligentissime »). L' « intelligentissime » L. V. se propose vraisemblablement d'écrire une étude sur la nécessité d'éliminer de notre programme-minimum (du point de vue de la lutte de classe !), les mots « population », « peuple », etc. (*V. L.*)

développement national ; par *toutes* les voies possibles nous marchons vers notre but de classe.

Mais on ne peut marcher vers ce but sans combattre tout nationalisme et sans sauvegarder l'égalité des diverses nations. L'Ukraine, par exemple, est-elle appelée à constituer un Etat indépendant ? Cela dépend de mille facteurs imprévisibles. Et sans nous perdre en vaines « *conjectures* », nous nous en tenons fermement à ce qui est incontestable : le droit de l'Ukraine à constituer un tel Etat. Nous respectons ce droit ; nous ne soutenons pas les privilèges du Grand-Russe sur les Ukrainiens ; nous *éduquons* les masses dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit, dans l'esprit de la répudiation des privilèges d'*Etat* de quelque nation que ce soit.

Dans les perturbations que connurent tous les pays à l'époque des révolutions bourgeoises, les collisions et la lutte pour le droit d'exister en tant qu'Etat national sont possibles et vraisemblables. Nous, prolétaires, nous nous déclarons par avance les *adversaires* des privilèges des Grand-Russes, et c'est dans cette direction que nous faisons toute notre propagande et notre agitation.

Courant après le « praticisme », Rosa Luxembourg a perdu de vue la *principale* tâche pratique du prolétariat grand-russe comme du prolétariat des autres nationalités : faire chaque jour un travail d'agitation et de propagande contre tout privilége national dans l'Etat, pour le droit, le droit égal de toutes les nations, à constituer leur propre Etat national ; cette tâche est notre principale tâche (à l'heure actuelle) dans la question nationale, car ce n'est qu'ainsi que nous sauvegarderons les intérêts de la démocratie et de l'alliance fondée sur l'égalité des droits, de tous les prolétaires de toutes les nations quelles qu'elles soient.

Qu'importe si cette propagande n'est pas « pratique » tant du point de vue des oppresseurs grand-russes que de celui de la bourgeoisie des nations opprimées (les uns comme les autres exigent une réponse *précise*, oui ou non, et ils accusent les social-démocrates d' « imprécision »). En fait, cette propagande, et elle seule, assure une éducation réellement démocratique et réellement socialiste des masses. Seule une telle propagande garantit les chances les plus grandes de paix nationale en Russie, si ce pays reste un Etat à composition nationale hétérogène, ainsi que la division la plus paisible (et inoffensive pour la lutte de classe du prolétariat) en différents Etats nationaux, si la question se pose d'une pareille division.

Afin d'expliquer de façon plus concrète cette politique, la seule prolétarienne, dans la question nationale, nous allons examiner l'attitude du libéralisme grand-russe vis-à-vis de la « libre disposition des nations », ainsi que l'exemple qu'offre la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

5. BOURGEOISIE LIBERALE ET OPPORTUNISTES SOCIALISTES DANS LA QUESTION NATIONALE

Nous avons vu que Rosa Luxembourg considère comme l'un de ses principaux « atouts » dans sa lutte contre le programme des marxistes russes, l'argument que voici : reconnaître le droit de libre disposition équivaut à soutenir le nationalisme bourgeois des nations opprimées. D'autre part, dit Rosa Luxembourg, si l'on entend, par ce droit, uniquement la lutte contre toute violence à l'égard des nations, il est inutile d'inscrire un point spécial au programme, car les social-démocrates sont en général contre toute violence et inégalité nationales.

Le premier argument, — ainsi que l'a indiqué expressément Kautsky il y a près de vingt ans, — lui-même entaché de nationalisme, en rejette la faute sur autrui : par crainte du nationalisme de la bourgeoisie des nations opprimées, Rosa Luxembourg se trouve *en réalité* faire le jeu du nationalisme cent-noir des Grand-Russes ! Le deuxième argument n'est, au fond, qu'une craintive dérobade devant cette question : la reconnaissance de l'égalité nationale comporte-t-elle ou non la reconnaissance du droit de séparation ? Si oui, c'est que Rosa Luxembourg reconnaît la justesse de principe du § 9 de notre programme. Sinon, c'est qu'elle ne reconnaît pas l'égalité en droits des nations. Dérobades et subterfuges n'y feront rien !

Mais le meilleur moyen de vérifier les arguments indiqués plus haut et autres analogues, c'est d'analyser la position des *différentes classes* de la société devant ce problème. Pour un marxiste, une telle vérification est obligatoire. Il faut partir du fait objectif ; il faut, sur ce point donné, envisager les rapports entre les classes. Pour ne l'avoir pas fait, Rosa Luxembourg tombe justement dans le péché de la métaphysique, de l'abstraction, du lieu commun, de la généralité, etc. qu'elle tente en vain d'imputer à ses adversaires.

Il s'agit du programme des marxistes *russes*, c'est-à-dire des marxistes de toutes les nationalités de Russie. Ne conviendrait-il pas de considérer la position des classes *dominantes* de Russie ?

Chacun sait la position de la « bureaucratie » (nous nous excusons d'user de ce terme impropre) et des propriétaires fonciers féodaux du type de la noblesse unifiée. Négation absolue et de l'égalité en droits des nationalités et du droit de libre disposition. Le vieux mot d'ordre tiré des temps du servage : autocratie, orthodoxie, nationalisme, en n'entendant

par ce dernier que le nationalisme grand-russe. Jusqu'aux Ukrainiens qu'on déclare « allogènes » ; jusqu'à leur langue maternelle que l'on poursuit !

Considérons la bourgeoisie russe, « appelée » à participer, très modestement il est vrai, mais tout de même à participer au pouvoir, dans le système de législation et de gouvernement du « 3 Juin » [1] ? Que les octobristes [2] suivent en fait les droites dans cette question, point n'est besoin de s'attarder là-dessus. Malheureusement, certains marxistes consacrent beaucoup moins d'attention à la position de la bourgeoisie grande-russe libérale, des progressistes et des cadets [3]. Et pourtant, qui n'étudie pas cette position et ne l'a point analysée tombe inévitablement dans le péché d'abstraction et d'affirmation gratuite lors de la discussion du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

L'an dernier, la polémique engagée par la *Pravda* [4] avec la *Retch* [5] a malgré tout contraint à certains aveux précieux ce principal organe du parti constitutionnel-démocrate, si expert en l'art d'esquiver diplomatiquement une franche réponse à des questions « désagréables ». Ce qui mit le feu aux poudres, ce fut le congrès panukrainien des étudiants,

---

1. Le 3 juin 1907 la IIe Douma fut dissoute et une nouvelle loi fut promulguée pour les élections à la IIIe Douma, loi qui assurait la majorité aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes. Le gouvernement du tsar avait traîtreusement violé son propre manifeste du 17 octobre 1905, anéanti les droits constitutionnels, déféré au tribunal et déporté la fraction social-démocrate de la IIe Douma. Le coup d'Etat dit du 3 juin marquait une victoire temporaire de la contre-révolution. (*N. R.*)

2. *Octobristes* ou *Union du 17 octobre*, parti contre-révolutionnaire de la bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires fonciers qui exerçaient leur domination en capitalistes ; fondée en novembre 1905. Reconnaissant en paroles le manifeste du 17 octobre, dans lequel le tsar effrayé par la révolution promettait au peuple les « libertés civiques » et la Constitution, les octobristes soutinrent sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. Les leaders des octobristes furent A. Goutchkov, gros industriel, Rodzianko, propriétaire d'immenses domaines. (*N. R.*)

3. *Progressistes*, groupe libéral-monarchiste de la bourgeoisie russo tenant le milieu entre les octobristes et les cadets.

Cadets (parti constitutionnel-démocrate), principal parti de la bourgeoisie libérale-monarchiste ; fondé en octobre 1905. Sous le couvert d'un faux démocratisme et se donnant le nom de parti de la « liberté du peuple », les cadets s'attachèrent à gagner la paysannerie. Ils voulaient conserver le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Plus tard, les cadets se transformèrent en un parti de la bourgeoisie impérialiste. Au lendemain de la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, les cadets ourdiront des complots contre-révolutionnaires et des soulèvements contre la République des Soviets. (*N. R.*)

4. Voir note 2 p. 5. (*N. R.*)

5. *Retch* [la Parole], organe central quotidien du Parti cadet ; parut à Pétersbourg depuis février 1908. Interdit par le Comité militaire révolutionnaire près du Soviet de Pétrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917. Il parut sous d'autres titres jusqu'en août 1918. (*N. R.*)

tenu à Lvov au cours de l'été 1913. L' « ukrainiste » attitré ou collaborateur ukrainien de la *Retch*, M. Moguilianski, fit paraître un article dans lequel il accablait des pires invectives (« délire », « esprit d'aventure », etc.) l'idée de la séparation de l'Ukraine, idée pour laquelle le socialiste nationaliste Dontsov rompit des lances et que ledit congrès approuva.

Le journal *Rabotchaïa Pravda*, sans se solidariser le moins du monde avec M. Dontsov, et après avoir expressément indiqué que celui-ci est un socialiste nationaliste, que bon nombre de marxistes ukrainiens ne sont pas d'accord avec lui, a déclaré cependant que *le ton* de la *Retch*, ou plutôt *la façon dont la Retch pose en principe la question* manque absolument de correction, est inadmissible pour un démocrate grand-russe ou pour un homme désireux de passer pour un démocrate [1]. Que la *Retch* réfute nettement MM. les Dontsov, soit ; mais il est inadmissible *en principe* que l'organe grand-russe d'une prétendue démocratie oublie la *liberté* de séparation, le droit de séparation.

Quelques mois plus tard, M. Moguilianski donnait dans le n° 331 de la *Retch* des « éclaircissements », après avoir pris connaissance par le journal ukrainien *Chliakhi* [2], de Lvov, des objections de M. Dontsov qui, entre autres, notait que « seule la presse social-démocrate russe avait convenablement entaché (flétri ?) cette incartade chauvine de la *Retch* ». Les « éclaircissements » de M. Moguilianski ont consisté à répéter à trois reprises : « la critique des recettes de M. Dontsov » « n'a rien de commun avec la négation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

> Il faut dire, *écrivait M. Moguilianski*, que « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » n'est pas non plus un *fétiche* [tenez-vous bien !] qui n'admet aucune critique : les conditions de vie malsaines d'une nation peuvent engendrer des tendances malsaines dans la question de la libre disposition nationale. Déceler ces tendances, ce n'est pas encore nier le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Comme vous voyez, ces phrases d'un libéral à propos de « fétiche » étaient entièrement dans l'esprit de celles de Rosa Luxembourg. Il était évident que M. Moguilianski voulait éviter de répondre directement à la question de savoir s'il reconnais-

1. Voir LÉNINE : « Les cadets à propos de la question ukrainienne », *Œuvres*, 4e éd. russe, t. XIX, p. 236-237. (*N. R.*)

2. *Chliakhi* [le Chemin], organe de l'Union des étudiants ukrainiens, de tendance nationaliste ; parut d'avril 1913 à mars 1914, à Lvov. (*N. R.*)

sait ou non le droit de libre disposition politique, c'est-à-dire de séparation.

Et la *Prolétarskaïa Pravda* (n° 4, du 11 décembre 1913) posait à *brûle-pourpoint* cette question à M. Moguilianski comme au *parti* constitutionnel-démocrate [1].

La *Retch* publia alors (n° 340) une déclaration non signée, c'est-à-dire officielle, faite au nom de la rédaction et donnant réponse à cette question. Cette réponse se résume en trois points :

1° Le programme du parti constitutionnel-démocrate, dans son § 11, évoque explicitement, avec précision et clarté, le « droit à la libre disposition *culturelle* » des nations.

2° La *Prolétarskaïa Pravda*, à en croire la *Retch*, « confond décidément » libre disposition et séparatisme, séparation de telle ou telle nation.

3° *Effectivement, jamais les constitutionnels-démocrates n'ont entrepris de défendre le droit « des nations à se séparer » de l'Etat russe.* » (Voir l'article : « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » dans la *Prolétarskaïa Pravda* n° 12, du 20 décembre 1913 [2].)

Portons notre attention tout d'abord sur le second point de la déclaration de la *Retch*. Comme il montre nettement aux Semkovski, Liebman, Iourkévitch et autres opportunistes, que leurs cris et propos au sujet du prétendu « manque de clarté » ou de « précision » que présenterait le sens des mots « libre disposition » ne sont *en fait*, c'est-à-dire par le rapport objectif des classes et de la lutte des classes en Russie, qu'une *simple répétition* des discours que tient la bourgeoisie monarchiste libérale !

Lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa à MM. les « constitutionnalistes-démocrates » éclairés de la *Retch trois* questions : 1. Niaient-ils que dans toute l'histoire de la démocratie internationale, à partir surtout de la seconde moitié du XIXe siècle, on entendait par libre disposition des nations précisément leur libre disposition politique, le droit de former un Etat national indépendant ? 2. que la décision que l'on sait du congrès socialiste international de Londres, en 1896, avait ce même sens ? et 3. que Plékhanov, lorsque déjà en 1902 il écrivait sur la libre disposition, entendait par là précisément la libre disposition politique ; lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa ces trois questions, *messieurs les cadets gardèrent le silence !!*

Ils n'ont pas répondu un seul mot parce qu'ils n'avaient rien à répondre. Ils ont dû reconnaître implicitement que la *Prolétarskaïa Pravda* avait absolument raison.

1. Voir LÉNINE : « Les cadets et « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres*, 4e éd., t. XIX, p. 475-477. (*N. R.*)
2. Voir LÉNINE : *Œuvres*, 4e éd., t. XX, p. 39-41. (*N. R.*)

Les cris des libéraux prétendant que la notion de « libre disposition » manquerait de clarté, et que les social-démocrates la « confondraient décidément » avec le séparatisme, ne recouvrent qu'une tendance à *embrouiller* la question, à se dérober à la reconnaissance de ce principe établi universellement par la démocratie. Si les Semkovski, Liebman et Iourkévitch étaient moins ignares, ils se feraient scrupule de parler devant des ouvriers dans un esprit *libéral*.

Mais poursuivons. La *Prolétarskaïa Pravda* a contraint la *Retch* de reconnaître que dans le programme des constitutionnels-démocrates, les mots : libre disposition « culturelle » ont précisément le sens d'une *négation* de la libre disposition *politique*.

« Effectivement, jamais les constitutionnels-démocrates n'ont entrepris de défendre le droit « des nations à se séparer de l'Etat russe » ; ce n'est pas sans raison que la *Prolétarskaïa Pravda* recommandait ce propos de la *Retch* au *Novoïé Vrémia* [1] et à la *Zemchtchina* [2] comme un échantillon de la « loyauté » de nos cadets. Dans son numéro 13563, le *Novoïé Vrémia* qui, bien entendu, ne perd pas une occasion de « manger du Juif » et de déchirer les cadets à belles dents, a cependant déclaré :

> Ce qui pour les social-démocrates constitue un axiome de sagesse politique [c'est-à-dire la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer] commence aujourd'hui à susciter des désaccords même parmi les cadets.

En principe, les cadets s'en tiennent à une position absolument identique à celle du *Novoïé Vrémia*, en déclarant que « jamais ils n'ont entrepris de défendre le droit des nations à se séparer de l'Etat russe ». C'est là un des fondements du *national-libéralisme* des cadets, de leur affinité avec les Pourichkévitch [3], de leur dépendance politique vis-à-vis de ces derniers, au point de vue idéologique et pratique.

---

1. *Novoïé Vrémia* [le Nouveau Temps], quotidien, parut à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Libéral modéré au début, il devient à partir de 1876 l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. Il combattit non seulement le mouvement révolutionnaire, mais aussi le mouvement de la bourgeoisie libérale. A partir de 1905, un des organes des Cent-Noirs. Lénine disait du *Novoïé Vrémia* qu'il était un modèle de vénalité. (*N. R.*)

2. *Zemchtchina*, quotidien des Cent-Noirs, organe des députés d'extrême-droite de la Douma. Parut à Pétersbourg de juillet 1909 à février 1917. (*N. R.*)

3. *Pourichkévitch*, gros propriétaire foncier, monarchiste enragé, fondateur de l'Union des Cent-Noirs dite « Union du peuple russe ». (*N. R.*)

> Messieurs les cadets ont étudié l'histoire, *écrivait la « Prolétarskaïa Pravda, »* et ils savent parfaitement à quels actes « pogromiformes », pour employer un euphémisme, a souvent abouti dans la pratique le droit traditionnel des Pourichkévitch d'appliquer la politique de « la poigne et de la défense expresse [1] ».

Bien que sachant parfaitement la source et la nature féodales de l'omnipotence des Pourichkévitch, les cadets n'en restent pas moins entièrement *sur le terrain* des rapports et frontières constitués précisément par cette classe. Bien que sachant parfaitement tout ce qu'il y a de non européen, d'antieuropéen (d'asiatique, dirions-nous, si cela ne paraissait exprimer un dédain que rien ne justifie pour les Japonais et les Chinois) dans les rapports et frontières constitués ou déterminés par cette classe, messieurs les cadets les reconnaissent comme une limite au delà de laquelle on ne saurait aller.

C'est bien ce qui s'appelle s'adapter aux Pourichkévitch, ramper devant eux, craindre d'ébranler leur situation, les protéger contre un mouvement populaire, contre la démocratie.

> Cela signifie en fait, *écrivait la « Prolétarskaïa Pravda »*, s'adapter aux intérêts des féodaux et aux pires préjugés nationalistes de la nation dominante, au lieu de combattre systématiquement ces préjugés.

En hommes qui connaissent l'histoire et prétendent au démocratisme, les cadets ne font même pas une tentative pour affirmer que le mouvement démocratique (qui caractérise de nos jours l'Europe orientale comme l'Asie, et tend à remanier l'une et l'autre sur le modèle des pays capitalistes, civilisés) doit absolument laisser inchangées les frontières déterminées par une époque féodale, celle de l'omnipotence des Pourichkévitch et de l'arbitraire envers les larges couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Ce qui prouve entre autres que la question soulevée par la polémique de la *Prolétarskaïa Pravda* avec la *Retch* n'était pas simplement une question littéraire, qu'elle touchait à l'actualité politique véritable, c'est la dernière conférence du parti constitutionnel-démocrate, tenue du 23 au 25 mars 1914. Dans le compte rendu officiel que la *Retch* (n° 83 du 26 mars 1914) a fait de cette conférence, nous lisons :

> Les questions nationales ont, elles aussi, été l'objet d'une discussion particulièrement animée. Les députés de Kiev, auxquels se rallièrent N. V. Nékrassov et

1. Expression caractérisant l'arbitraire policier. Empruntée à l'écrivain russe Gleb Ouspenski. (*N. R.*)

A. M. Kolioubakine, déclarèrent que la question nationale était un puissant facteur qui mûrit et qu'il importe de favoriser plus résolument qu'auparavant. F. F. Kokochkine signala cependant [c'est ce même « cependant » qui correspond au « mais les oreilles ne poussent pas plus haut qu'on n'a la tête, pas plus haut ! » de Chtchédrine] que le programme, aussi bien que l'expérience politique antérieure exigent qu'on use avec infiniment de prudence des « formules élastiques » de « la libre disposition politique des nationalités ».

Ce raisonnement fort remarquable, formulé à la conférence des cadets, mérite la plus grande attention de la part de tous les marxistes et de tous les démocrates. (Notons, entre parenthèses, que la *Kievskaïa Mysl* [1], apparemment très bien renseignée et reproduisant sans aucun doute avec fidélité les idées de M. Kokochkine, ajoute que ce dernier a spécialement agité, bien entendu en manière d'avertissement à ses contradicteurs, la menace d'une « dislocation » de l'Etat.)

Le compte rendu officiel de la *Retch* est fait avec une virtuosité de diplomate, afin de soulever le voile le moins possible, afin de dissimuler au maximum. Néanmoins, dans ses grandes lignes, ce qui s'est produit à la conférence des cadets est bien clair. Des délégués — bourgeois libéraux au courant de la situation en Ukraine et cadets « de gauche » — auront *précisément* posé la question de la libre disposition *politique* des nations. Sinon, M. Kokochkine n'aurait pas eu à rappeler qu'on « n'usât qu'avec prudence » de cette « formule ».

Dans le programme cadet, que connaissaient bien entendu les délégués, figure justement la libre disposition *non pas* politique, mais « culturelle ». C'est donc que M. Kokochkine *défendait* le programme *contre* les délégués de l'Ukraine, *contre* les cadets de gauche ; qu'il défendait la libre disposition « culturelle » *contre* la libre disposition « politique ». Il est tout à fait évident qu'en s'élevant contre la libre disposition « politique », en agitant la menace d'une « dislocation de l'Etat », en qualifiant « *d'élastique* » (absolument dans l'esprit de Rosa Luxembourg !) la formule de la « libre disposition politique », M. Kokochkine défendait le national-libéralisme grand-russe contre les éléments plus « à gauche » ou plus démocratiques du parti constitutionnel-démocrate et contre la bourgeoisie ukrainienne.

M. Kokochkine l'a emporté à la conférence des cadets, comme le montre ce petit mot traître de « cependant » dans le compte

1. *Kievskaïa Mysl* [la Pensée de Kiev], quotidien de la bourgeoisie libérale, paru de décembre 1906 à décembre 1918, à Kiev. Les menchéviks-liquidateurs y prirent une part active. (*N. R.*)

rendu de la *Reich*. Le national-libéralisme grand-russe a triomphé parmi les cadets. Cette victoire ne contribuera-t-elle pas à éclairer l'esprit de ces éléments déraisonnables, parmi les marxistes de Russie, qui, à la suite des cadets, commençaient eux aussi à craindre les « formules élastiques de la libre disposition politique des nationalités » ?

Suivons « cependant », en allant au fond des choses, le cours des idées de M. Kokochkine. Invoquant « l'expérience politique antérieure » (c'est-à-dire l'expérience de l'année 1905 évidemment, quand la bourgeoisie grand-russe trembla pour ses privilèges nationaux et communiqua son épouvante au parti cadet), agitant la menace d'une « dislocation de l'Etat », M. Kokochkine a montré qu'il comprenait parfaitement ceci : la libre disposition politique ne peut signifier que le droit de se séparer et de former un Etat national indépendant. La question se pose : comment faut-il considérer ces craintes de M. Kokochkine du point de vue de la démocratie en général, et du point de vue de la lutte de classe prolétarienne en particulier ?

M. Kokochkine veut nous faire croire que reconnaître le droit de séparation augmente le danger d'une « dislocation de l'Etat » ! C'est là le point de vue du policier Mymrétsov, avec sa devise : « La poigne et la défense expresse ». Du point de vue de la démocratie en général, c'est le contraire qui est vrai : la reconnaissance du droit de séparation *diminue* le danger d'une « dislocation de l'Etat ».

M. Kokochkine raisonne absolument à la manière des nationalistes. A leur dernier congrès, ils ont fulminé contre les Ukrainiens « mazépistes ». Le mouvement ukrainien, se sont exclamés MM. Savenko et Cie, menace d'affaiblir le lien qui unit l'Ukraine à la Russie, car l'Autriche, par son ukrainophilie, renforce les attaches des Ukrainiens avec l'Autriche ! On ne comprend pas alors pourquoi la Russie ne pourrait pas tenter de « renforcer » le lien unissant les Ukrainiens à la Russie par *cette même méthode* dont Messieurs les Savenko font un grief à l'Autriche, c'est-à-dire par l'octroi aux Ukrainiens de la liberté d'user de leur langue maternelle, de l'autonomie, d'une Diète autonome, etc.

Les raisonnements des Savenko et des Kokochkine sont absolument similaires, et pareillement ridicules et ineptes du point de vue purement logique. N'est-il pas clair que plus la nationalité ukrainienne de tel ou tel pays aura de liberté, et plus solide sera le lien unissant cette nationalité au pays en question ? Il semble bien qu'on ne puisse contester cette vérité élémentaire, à moins de rompre résolument avec toutes les prémisses de la démocratie. Or, peut-il exister une liberté de la nationalité comme telle, plus grande que la liberté de séparation, la liberté de former un Etat national indépendant ?

Afin d'élucider mieux encore cette question embrouillée par les libéraux (et par ceux qui, inconsidérément, leur emboîtent le pas), nous donnerons l'exemple le plus simple. Prenons la question du divorce. Rosa Luxembourg écrit dans son article que l'Etat démocratique centralisé, tout en admettant pleinement l'autonomie de certaines de ses parties, doit laisser à la compétence du Parlement central tous les principaux domaines de la législation et, entre autres, la législation du divorce. Ce souci de voir le pouvoir central de l'Etat démocratique assurer la liberté du divorce, se conçoit parfaitement. Les réactionnaires sont contre la liberté du divorce ; ils convient à n'en « user qu'avec prudence » et proclament qu'elle signifie la « dislocation de la famille ». La démocratie, elle, estime que les réactionnaires sont des hypocrites, qu'ils défendent en fait l'omnipotence de la police et de la bureaucratie, les privilèges d'un sexe et la pire oppression de la femme ; qu'en fait, la liberté du divorce ne signifie point la « dislocation » des liens de famille, mais au contraire leur renforcement sur des bases démocratiques, les seules possibles et stables dans une société civilisée.

Accuser les partisans de la liberté pour les nations de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se séparer, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et aussi hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté du divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que dans la société bourgeoise, les défenseurs des privilèges et de la vénalité, sur lesquels repose le mariage bourgeois, s'élèvent contre la liberté du divorce, de même nier dans un Etat capitaliste la liberté pour les nations de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se séparer, c'est uniquement défendre les privilèges de la nation dominante et les méthodes policières de gouvernement au détriment des méthodes démocratiques.

Il est certain que les habitudes politiciennes engendrées par l'ensemble des rapports de la société capitaliste, provoquent parfois des bavardages fort étourdis et même simplement absurdes des parlementaires ou des publicistes sur la séparation de telle ou telle nation. Mais seuls des réactionnaires peuvent se laisser intimider (ou feindre d'être intimidés) par un semblable bavardage. Quiconque se place au point de vue de la démocratie, c'est-à-dire de la solution des problèmes politiques par la masse de la population, sait parfaitement que du bavardage des politiciens à la décision des masses « la distance est grande [1] ». Les masses de la population savent

1. Expression tirée de la comédie de Griboïédov : *le Malheur d'avoir trop d'esprit*. (*N. R.*)

fort bien, par leur expérience de tous les jours, l'importance des affinités géographiques et économiques, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste Etat, et elles ne se décideront à se séparer que lorsque l'oppression nationale et les frictions nationales rendront la vie commune absolument insupportable, entraveront les rapports économiques de toutes sortes. Dès lors, les intérêts du développement capitaliste et de la liberté de la lutte de classes seront précisément du côté de ceux qui se séparent.

Ainsi, de quelque côté que l'on aborde les raisonnements de M. Kokochkine, ils sont le comble de l'ineptie et une dérision des principes de la démocratie. Mais il y a une certaine logique dans ces raisonnements ; c'est la logique des intérêts de classe de la bourgeoisie grand-russe. Comme la majorité du parti constitutionnel-démocrate, M. Kokochkine est le laquais du sac d'écus de la bourgeoisie. Il défend ses privilèges en général, ses privilèges *d'Etat* en particulier ; il les défend avec Pourichkévitch, à ses côtés ; seulement, Pourichkévitch croit bien plus en la trique du servage, alors que Kokochkine et Cie se rendent compte qu'en 1905 cette trique a été fortement endommagée, et ils comptent plutôt sur les moyens bourgeois de tromper les masses : par exemple, effrayer petits bourgeois et paysans par le spectre de la « dislocation de l'Etat », les abuser par des phrases sur une combinaison de la « liberté populaire » et des principes historiques traditionnels, etc.

La vraie signification de classe de cette hostilité des libéraux au principe de la libre disposition politique des nations, est une, et seulement une : national-libéralisme, sauvegarde des privilèges d'Etat de la bourgeoisie grand-russe. Et parmi les marxistes, les opportunistes russes qui, précisément aujourd'hui, à l'époque du système du 3 juin, partent en guerre contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, tous (le liquidateur Semkovski, le bundiste Liebman, le petit bourgeois ukrainien Iourkévitch) se traînent *en fait*, tout bonnement, à la remorque du national-libéralisme, corrompent la classe ouvrière par des idées national-libérales.

Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent la solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. Aussi, ce serait pour les social-démocrates se soustraire aux tâches de la politique prolétarienne et subordonner les ouvriers à la politique bourgeoise, que de dénier aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes, (c'est-à-dire le droit des nations opprimées de se séparer) aussi bien que d'appuyer toutes les revendications nationales de la bourgeoisie des nations opprimées. Il est indifférent à l'ouvrier

salarié que son principal exploiteur soit la bourgeoisie grand-russe, de préférence à l'allogène, ou à la polonaise de préférence à la juive, etc. L'ouvrier salarié conscient des intérêts de sa classe, est indifférent aux privilèges d'Etat des capitalistes grand-russes comme aux promesses des capitalistes polonais ou ukrainiens d'instaurer le paradis sur terre lorsqu'ils détiendront des privilèges dans l'Etat. De toute façon, le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra dans un Etat hétérogène unique aussi bien que dans des Etats nationaux distincts.

Dans tous les cas, l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et pour lutter contre elle avec succès, il faut que le prolétariat soit affranchi de tout nationalisme ; que les prolétaires soient, pour ainsi dire, entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre disposition ou de séparation signifie nécessairement, dans la pratique, soutenir les privilèges de la nation dominante.

Nous pouvons nous en convaincre avec plus d'évidence encore si nous prenons l'exemple concret de la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

6. LA SÉPARATION DE LA NORVÈGE D'AVEC LA SUÈDE

Rosa Luxembourg prend précisément cet exemple et raisonne à son propos de la façon que voici :

> Le dernier événement dans l'histoire des rapports fédératifs, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, — dont en son temps la presse social-patriote de Pologne (cf. le *Naprzód*[1] de Cracovie) s'est saisie précipitamment comme d'une réconfortante manifestation de la force et du caractère progressif des aspirations vers la séparation politique, — s'est immédiatement transformé en la preuve évidente que le fédéralisme et la séparation politique qui en découle ne sont nullement l'expression

1. Il s'agit de l'organe central du Parti social-démocrate polonais de Galicie et de Silésie *Naprzód* [En avant]. Paraît à Cracovie depuis 1892. (*N. R.*)

d'un progrès ou de démocratie. Après la prétendue « révolution » norvégienne, qui consista à détrôner et à éloigner de Norvège le roi de Suède, les Norvégiens, après avoir formellement repoussé par un plébiscite le projet d'instituer la république, se donnèrent tranquillement un autre roi. Ce que les admirateurs superficiels de tout mouvement national et de tout semblant d'indépendance avaient proclamé une « révolution », n'était qu'une simple manifestation du particularisme paysan et petit-bourgeois, du désir d'avoir pour son argent son roi « à soi » au lieu de celui qu'avait imposé l'aristocratie suédoise ; c'était donc un mouvement n'ayant absolument rien de révolutionnaire. En même temps l'histoire de cette rupture de l'union suédo-norvégienne a démontré une fois de plus à quel point, dans ce cas aussi, la fédération qui avait existé jusque-là n'était que l'expression d'intérêts purement dynastiques, et par conséquent, une forme de monarchisme et de réaction... [*Przeglad.*]

C'est tout ce que Rosa Luxembourg dit à ce sujet ! Et il faut reconnaître qu'il serait difficile de souligner l'impuissance de sa position mieux que l'a fait Rosa Luxembourg dans l'exemple cité.

Il s'agissait et il s'agit de savoir si un programme reconnaissant le droit de libre disposition ou de séparation est nécessaire aux social-démocrates d'un Etat à composition nationale hétérogène.

Que nous dit donc à ce propos l'exemple de la Norvège choisi par Rosa Luxembourg elle-même ?

Notre auteur tourne et biaise, fait de l'esprit, s'attaque au *Naprzód*, mais ne répond pas à la question ! Rosa Luxembourg parle de tout ce qu'on veut pour *ne pas dire un mot* sur le fond de la question !

Il est certain que les petits-bourgeois norvégiens, qui ont voulu avoir pour leur argent un roi à eux et ont repoussé par plébiscite le projet d'instauration d'une république, ont révélé des qualités petites-bourgeoises détestables. Il est certain que si le *Naprzód* n'a pas remarqué la chose, il a manifesté des qualités non moins détestables et non moins petites-bourgeoises.

Mais qu'est-ce que tout cela vient faire ici ?

Car enfin, il s'agissait du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et de l'attitude du prolétariat socialiste envers ce droit ! Pourquoi donc Rosa Luxembourg, au lieu de répondre à la question, tourne-t-elle autour du pot ?

Pour une souris, dit-on, il n'est pas d'animal plus fort que le chat. Pour Rosa Luxembourg, apparemment, il n'est pas d'animal plus fort que la « Frak ». On appelle « Frak », en langage

familier, le « Parti socialiste polonais [1] », la fraction dite révolutionnaire ; et la feuille *Naprzód*, de Cracovie, partage les idées de cette « fraction ». La lutte que Rosa Luxembourg mène contre le nationalisme de cette « fraction » aveugle à ce point notre auteur que tout disparaît de son horizon, hormis le *Naprzód*.

Si le *Naprzód* dit « oui », Rosa Luxembourg estime qu'il est de son devoir sacré de dire « non », sans penser le moins du monde que ce faisant, elle ne révèle pas son indépendance à l'égard du *Naprzód*, mais au contraire sa plaisante dépendance vis-à-vis des « Fraks », son incapacité à considérer les choses d'un point de vue un peu plus large et plus profond que celui de la fourmilière de Cracovie. Certes, le *Naprzód* est un organe très mauvais, nullement marxiste, mais cela ne doit pas nous empêcher d'analyser à fond l'exemple de la Norvège, dès l'instant que nous l'avons choisi.

Pour analyser cet exemple en marxistes, nous devons nous arrêter non pas sur les mauvaises qualités historiques de ces terribles « Fraks », mais tout d'abord sur les conditions historiques concrètes, particulières, de la séparation de la Norvège d'avec la Suède et, ensuite, sur les tâches qui se posaient devant le *prolétariat* des deux pays lors de cette séparation.

Les affinités géographiques, économiques et linguistiques qui rapprochent la Norvège de la Suède ne sont pas moins étroites que celles qui rattachent aux Grand-Russes de nombreuses autres nations slaves. Mais l'union de la Norvège avec la Suède n'avait pas été volontaire, de sorte que Rosa Luxembourg parle de « fédération » bien à tort, et simplement parce qu'elle ne sait que dire. Ce sont les monarques qui, au temps des guerres napoléoniennes, *donnèrent* la Norvège à la Suède contre la volonté des Norvégiens. Et les Suédois durent faire entrer leurs troupes en Norvège pour se la soumettre.

Après quoi, durant des dizaines d'années, et en dépit de la très large autonomie dont jouissait la Norvège (elle avait sa propre Diète, etc.), les frictions entre la Norvège et la Suède persistèrent. Les Norvégiens aspiraient de toutes leurs forces à secouer le joug de l'aristocratie suédoise. Ils le secouèrent enfin en août 1905 : la Diète norvégienne décida que le roi de Suède avait cessé d'être roi de Norvège ; le referendum, la consultation du peuple norvégien, effectué par la suite, donna une écrasante majorité de voix (environ deux cent mille contre quelques centaines) en faveur de la séparation complète d'avec la Suède. Après quelques hésitations, les Suédois prirent leur parti de cette séparation.

Cet exemple nous montre sur quel terrain sont possibles et se produisent des cas de séparation des nations, étant donné les rapports économiques et politiques actuels, et quelle *forme*

1. Voir note 1 p. 23. (*N. R.*)

revêt parfois la séparation dans le cadre de la liberté politique et de la démocratie.

Pas un social-démocrate, à moins qu'il n'ose déclarer que les questions de liberté politique et de la démocratie lui sont indifférentes (mais alors il cesserait, bien entendu, d'être un social-démocrate), ne pourra nier que cet exemple démontre *effectivement l'obligation*, pour les ouvriers conscients, de faire une propagande et une préparation systématiques afin que les conflits que peut provoquer la séparation de nations soient résolus *uniquement comme* ils le furent en 1905 entre la Norvège et la Suède, et non « à la russe ». C'est précisément ce qu'exprime le point qui, dans le programme, revendique la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et Rosa Luxembourg a dû se dérober à ce fait qui contrariait sa théorie, en s'attaquant violemment au philistinisme des petits bourgeois norvégiens et au *Naprzód* de Cracovie. C'est qu'elle comprenait parfaitement à quel point ce fait historique *réfute sans retour* ses phrases selon lesquelles le droit des nations à disposer d'elles-mêmes serait une « utopie », équivaudrait au droit de « manger dans des assiettes d'or », etc. De telles phrases n'expriment qu'une foi opportuniste, toute de médiocrité suffisante, en l'immuabilité de l'actuel rapport des forces entre les nationalités de l'Europe orientale.

Poursuivons. Dans la question de la libre disposition des nations comme dans toute autre question, ce qui nous intéresse avant tout et plus que tout, c'est la libre disposition du prolétariat à l'intérieur des nations. Rosa Luxembourg a très modestement éludé cette question aussi, sentant combien contrariante était pour sa « théorie » l'analyse de cette question sur l'exemple choisi par elle : celui de la Norvège.

Quelle a été et devait être la position du prolétariat norvégien et suédois dans le conflit provoqué par la séparation ? Les ouvriers conscients de Norvège auraient, bien entendu, voté *après* la séparation pour la République [1]. Et s'il s'est trouvé des socialistes pour voter d'une autre manière, cela montre simplement combien il y a parfois d'opportunisme obtus, petit-bourgeois, dans le socialisme européen. Il ne saurait y avoir deux avis là-dessus, et nous ne touchons ce point que parce que Rosa Luxembourg essaie d'escamoter le fond de la question par des propos *à côté du sujet*. Pour ce qui est de la séparation, nous ignorons si le programme socialiste norvégien faisait un devoir aux social-démocrates de Norvège de s'en tenir à une

1. Si la majorité de la nation norvégienne avait été pour la monarchie et le prolétariat pour la république, alors, d'une façon générale, deux voies s'ouvraient devant le prolétariat norvégien : ou faire la révolution, si les conditions étaient mûres, ou se soumettre à la majorité et entreprendre un long travail de propagande et d'agitation. (*V. L.*)

opinion déterminée. Admettons que non, que les socialistes norvégiens aient laissé en suspens la question de savoir dans quelle mesure l'autonomie de la Norvège suffisait pour une libre lutte de classes et dans quelle mesure les continuels flottements et conflits avec l'aristocratie suédoise entravaient la liberté de la vie économique. Mais que le prolétariat norvégien aurait dû marcher contre cette aristocratie pour la démocratie paysanne norvégienne (quelles que fussent ses étroitesses petites-bourgeoises), cela est incontestable

Et le prolétariat suédois ? On sait que les grands propriétaires fonciers de Suède, épaulés par le clergé suédois, prêchaient la guerre contre la Norvège ; et comme la Norvège est bien plus faible que la Suède, comme elle avait déjà subi l'invasion suédoise, comme l'aristocratie suédoise est d'un très grand poids dans son pays, cette propagande constituait une menace très grave. On peut gager que les Kokochkine suédois se sont longtemps évertués à corrompre les masses de Suède en les appelant à « user avec prudence » des « formules élastiques de la libre disposition politique des nations », en étalant les dangers d'une « dislocation de l'Etat », et en affirmant que la « liberté du peuple » était compatible avec les principes fondamentaux de l'aristocratie suédoise. Il ne fait pas le moindre doute que la social-démocratie suédoise aurait trahi la cause du socialisme et celle de la démocratie, si elle n'avait pas combattu de toutes ses forces l'idéologie et la politique des grands propriétaires fonciers aussi bien que des Kokochkine ; si elle n'avait pas défendu, *outre* l'égalité en droits des nations en général (que reconnaissent aussi les Kokochkine), le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la liberté de la Norvège de se séparer.

L'alliance étroite des ouvriers norvégiens et suédois, leur entière solidarité fraternelle de classe *a gagné* à cette reconnaissance, par les ouvriers suédois, du droit des Norvégiens à se séparer. Car les ouvriers de Norvège se sont convaincus que les ouvriers de Suède n'étaient pas contaminés par le nationalisme suédois, qu'ils plaçaient la fraternité avec les prolétaires norvégiens au-dessus des privilèges de la bourgeoisie et de l'aristocratie suédoises. La destruction des liens imposés à la Norvège par les monarques européens et les aristocrates suédois a renforcé le lien qui unit les ouvriers norvégiens et suédois. Les ouvriers suédois ont démontré qu'à travers *toutes* les péripéties de la politique bourgeoise (un retour à la soumission des Norvégiens aux Suédois par la force est parfaitement possible sur le terrain des rapports bourgeois !) ils sauront maintenir et sauvegarder la complète égalité des droits et la solidarité de classe des ouvriers des deux nations en lutte contre la bourgeoisie norvégienne.

On voit d'ici, entre autres, combien sont peu fondées et

même simplement futiles les tentatives que font parfois les « Fraks » pour « exploiter » nos désaccords avec Rosa Luxembourg contre la social-démocratie polonaise. Les « Fraks » sont un parti qui n'est ni prolétarien ni socialiste, mais nationaliste petit-bourgeois, quelque chose comme les socialistes-révolutionnaires polonais. Il n'a jamais été question, il ne pouvait être question, d'une unité quelconque des social-démocrates russes avec ce parti ; tandis qu'il ne s'est jamais trouvé un social-démocrate russe pour « se repentir » d'un rapprochement ou d'une union avec les social-démocrates polonais. C'est à la social-démocratie polonaise que revient l'immense mérite historique d'avoir créé, pour la première fois en Pologne, dans ce pays imprégné de tendances et d'engouements nationalistes, un parti véritablement marxiste, véritablement prolétarien. Mais ce mérite des social-démocrates polonais est grand non point parce que Rosa Luxembourg a débité des sottises contre le § 9 du programme marxiste russe, mais en dépit de cette fâcheuse circonstance.

Pour les social-démocrates polonais, le « droit de libre disposition » n'a certes pas la même importance que pour les social-démocrates russes. Il est tout naturel que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise, aveuglée par le nationalisme, ait contraint les social-démocrates polonais à « forcer la note » avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). Jamais un marxiste russe n'a songé à faire un grief aux social-démocrates polonais d'être contre la séparation de la Pologne. Ces social-démocrates ne commettent une faute que lorsqu'ils tentent, comme le fait Rosa Luxembourg, de nier la nécessité de reconnaître dans le programme des marxistes *russes* le droit de libre disposition.

C'est en somme vouloir reporter des rapports compréhensibles du point de vue de l'horizon de Cracovie, à l'échelle de tous les peuples et de toutes les nations de Russie, y compris les Grand-Russes. C'est être des « nationalistes polonais à rebours », mais non des social-démocrates russes, des social-démocrates internationalistes.

Car la social-démocratie internationaliste s'en tient précisément à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Nous y venons.

7. LA DÉCISION DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE LONDRES DE 1896

Cette décision porte :

> Le congrès proclame qu'il s'affirme pour le droit complet de libre disposition (*Selbstbestimmungsrecht*)

de toutes les nations ; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffre à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre ; le congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à rejoindre les rangs des ouvriers conscients (*Klassenbewusste* = conscients des intérêts de leur classe) du monde entier, afin de lutter avec eux pour vaincre le capitalisme international et réaliser les objectifs de la social-démocratie internationale [1].

Comme nous l'avons déjà dit, nos opportunistes, MM. Semkovski, Liebman et Iourkévitch, ignorent tout simplement cette décision. Mais Rosa Luxembourg la connaît et cite le texte complet, où figure la même expression que dans notre programme « libre disposition ».

On se demande comment Rosa Luxembourg s'y prend pour écarter cet obstacle qui barre la route à son « originale » théorie.

Oh ! très simplement : ...le centre de gravité est ici dans la seconde partie de la résolution... son caractère déclaratif... ce n'est que par un malentendu que l'on peut s'y référer !

L'impuissance et le désarroi de notre auteur sont tout simplement frappants. D'ordinaire, seuls les opportunistes, qui se dérobent peureusement à toute franche polémique contre les points démocratiques et socialistes conséquents du programme, en invoquent le caractère déclaratif. Ce n'est visiblement pas sans raison que cette fois-ci Rosa Luxembourg s'est trouvée en la triste compagnie des Semkovski, des Liebman et des Iourkévitch. Rosa Luxembourg n'ose pas dire franchement si elle tient cette résolution pour juste ou erronée. Elle louvoie et se cache, comme si elle comptait sur l'inattention et l'ignorance d'un lecteur qui, parvenu à la seconde partie de la résolution, aurait oublié la première, ou qui n'aurait jamais entendu parler des débats dans la presse socialiste *avant* le congrès de Londres.

Mais Rosa Luxembourg se trompe fort si elle croit pouvoir, devant les ouvriers conscients de Russie, fouler aux pieds aussi facilement la résolution de l'Internationale sur une importante question de principe, sans daigner même l'analyser avec esprit critique.

---

1. Cf. le compte rendu officiel allemand du congrès de Londres : *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter- und Gewerkschafts-Kongresses zu London, vom 27. Juli bis 1. August 1896*, (Procès-verbaux et décisions du congrès international des partis ouvriers socialistes et des syndicats, tenu à Londres du 27 juillet au 1er août 1896) Berlin 1897, p. 18. Il existe une brochure russe contenant les décisions des congrès internationaux où « libre disposition » est traduit à tort par « autonomie ». (*V. L.*)

Au cours des débats qui précédèrent le congrès de Londres, principalement dans les colonnes de la revue des marxistes allemands *Die Neue Zeit*, fut exprimé le point de vue de Rosa Luxembourg, *et ce point de vue subit en fait un échec devant l'Internationale !* Voilà la vérité que le lecteur russe ne doit pas perdre de vue.

Les débats portèrent sur la question de l'indépendance de la Pologne. Trois points de vue avaient été formulés :

1. Le point de vue des « Fraks », au nom desquels intervint Hecker. Ils voulaient que par son programme l'Internationale reconnût la revendication de l'indépendance de la Pologne. Cette proposition ne fut pas adoptée. Ce point de vue subit un échec devant l'Internationale.

2. Le point de vue de Rosa Luxembourg : les socialistes polonais ne doivent pas revendiquer l'indépendance de la Pologne. Quant à la proclamation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il n'en pouvait être question de ce point de vue. Celui-ci subit également un échec devant l'Internationale.

3. Le point de vue que Kautsky, intervenant contre Rosa Luxembourg pour démontrer le caractère extrêmement « unilatéral » de son matérialisme, développa alors le plus à fond. De ce point de vue, l'Internationale ne peut, à l'heure actuelle, s'assigner comme programme l'indépendance de la Pologne. Mais les socialistes polonais, disait Kautsky, sont pleinement en droit de formuler cette revendication. Du point de vue des socialistes, on aurait tort, incontestablement, de méconnaître les tâches de la libération nationale dans le cadre de l'oppression nationale.

La résolution de l'Internationale reproduit les thèses essentielles, fondamentales de ce point de vue : d'une part, reconnaissance absolue et n'admettant aucune fausse interprétation du droit absolu, pour toutes les nations, à disposer d'elles-mêmes ; d'autre part, appel non moins explicite aux ouvriers à réaliser l'unité *internationale* de leur lutte de classe.

Nous pensons que cette résolution est tout à fait juste, et que pour les pays d'Europe orientale et d'Asie au début du XXe siècle, cette résolution précisément, et précisément soudée en ses deux parties, fournit la seule directive juste de la politique de classe prolétarienne dans la question nationale.

Arrêtons-nous un peu plus en détail sur les trois points de vue indiqués plus haut.

On sait que Marx et Engels considéraient comme un devoir absolu pour toute la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour la période de 1840 à 1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la « réforme pay-

sanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et le seul point de vue démocratique conséquent et prolétarien. Alors que les masses populaires de Russie et de la plupart des pays slaves dormaient encore d'un sommeil profond ; alors que dans ces pays, *il n'existait pas* de mouvements démocratiques de masse, indépendants, le mouvement libérateur *seigneurial* en Pologne acquérait une importance gigantesque, de premier plan, du point de vue de la démocratie non seulement de la Russie entière, non seulement de tous les pays slaves, mais encore de toute l'Europe [1].

Mais si ce point de vue de Marx était entièrement juste pour le deuxième tiers ou le troisième quart du XIXe siècle, il a cessé de l'être au XXe. Des mouvements démocratiques indépendants, voire un mouvement prolétarien indépendant, a pris naissance dans la plupart des pays slaves, et même dans un des pays slaves les plus arriérés, la Russie. La Pologne seigneuriale a disparu pour faire place à une Pologne capitaliste. Dans ces conditions, la Pologne ne pouvait manquer de perdre son importance révolutionnaire *exceptionnelle*.

Lorsque le P.P.S. (« Parti socialiste polonais », les « Fraks » d'aujourd'hui) tenta en 1896 de « fixer » le point de vue de Marx *d'une autre époque*, cela signifia exploiter la *lettre* du marxisme contre l'*esprit* du marxisme. Aussi les social-démocrates polonais avaient-ils parfaitement raison de s'élever contre les entraînements nationalistes de la petite bourgeoisie polonaise, de montrer l'importance secondaire de la question nationale pour les ouvriers polonais, de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer ce principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe.

Cela signifiait-il cependant qu'au début du XXe siècle l'Internationale pouvait reconnaître comme superflu, pour l'Europe orientale et pour l'Asie, le principe de la libre disposition politique des nations, leur droit de séparation ? C'eût été la

---

1. Ce serait un très intéressant travail historique que de rapprocher la position du gentilhomme polonais insurgé de 1863, la position du révolutionnaire démocrate de Russie Tchernychovski qui, lui aussi (à l'instar de Marx), sut apprécier l'importance du mouvement polonais et la position du petit bourgeois ukrainien Dragomanov, intervenu beaucoup plus tard et qui exprimait le point de vue du paysan, encore si barbare, si assoupi, si attaché à son tas de fumier que la haine légitime qu'il nourrissait à l'égard du seigneur polonais l'empêchait de comprendre l'importance que la lutte de ces seigneurs avait pour la démocratie de toute la Russie. (Cf. *La Pologne historique et la démocratie de Russie*, par DRAGOMANOV.) Dragomanov a pleinement mérité les embrassades enthousiastes dont le gratifia par la suite monsieur P. B. Strouvé, devenu alors national-libéral. (*V. L.*)

plus grande absurdité, qui aurait signifié (en théorie) reconnaître pour achevée la transformation démocratique bourgeoise des Etats turc, russe, chinois ; qui aurait signifié (en pratique) de l'opportunisme par rapport à l'absolutisme.

Non. En Europe orientale et en Asie, à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises déjà commencées, à l'époque de l'éveil et de l'aggravation des mouvements nationaux, à l'époque de l'apparition de partis prolétariens indépendants, la tâche de ces partis en matière de politique nationale doit être double : reconnaissance du droit de libre disposition pour toutes les nations (car la refonte démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, car la démocratie ouvrière sauvegarde avec esprit de suite, sérieusement et sincèrement, non pas à la manière des libéraux ni des Kokochkine, l'égalité en droits des nations) et union la plus étroite, indissoluble, de la lutte de classe des prolétaires de toutes les nations d'un Etat donné pendant toutes les péripéties de son histoire, pendant tous les remaniements des frontières des différents Etats par la bourgeoisie.

C'est précisément cette double tâche du prolétariat que formule la résolution de l'Internationale en 1896. Tels sont précisément les principes qui sont à la base de la résolution de la conférence des marxistes russes en été 1913 [1]. Il est des gens qui trouvent « contradictoire » que dans son point 4 cette résolution reconnaisse le droit de libre disposition, de séparation, et « accorde », semble-t-il, le maximum au nationalisme (en fait, dans la reconnaissance du *droit de toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes, il y a un *minimum* de *démocratie* et un minimum de nationalisme), tandis qu'au point 5, elle met les ouvriers en garde contre les mots d'ordre nationalistes de toute bourgeoisie et réclame l'unité et le groupement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes internationalement unies. Mais seuls des esprits tout à fait plats peuvent voir ici une « contradiction », des esprits incapables, par exemple, de comprendre pourquoi l'unité et la solidarité de classe du prolétariat suédois et norvégien *ont gagné* à ce que les ouvriers suédois aient su défendre la liberté pour la Norvège de se séparer et de former un Etat indépendant.

---

1. Il est question d'une *conférence du Comité Central du P.O.S.D.R., élargie aux militants du Parti*, conférence dite, pour des raisons de sécurité, conférence du « mois d'août » (d' « été ») qui se tint du 23 septembre au 1er octobre (6-14 octobre) 1913 au village de Poronine. (Pour la résolution de la conférence, voir LÉNINE, Œuvres, 4e éd., t. XIX, p. 375-388.) (*N. R.*)

8. L'UTOPISTE KARL MARX ET LA PRATIQUE ROSA LUXEMBOURG

Rosa Luxembourg, qui déclare que l'indépendance de la Pologne est « utopique », et le répète jusqu'à satiété, s'exclame ironiquement : pourquoi ne pas revendiquer l'indépendance de l'Irlande ?

La « pratique » Rosa Luxembourg ignore sans doute quelle était l'attitude de Marx vis-à-vis de l'indépendance de l'Irlande. Il vaut la peine de s'y arrêter, afin de montrer l'analyse d'un point de vue véritablement marxiste et non opportuniste, d'une revendication concrète d'indépendance nationale.

Marx avait coutume de « tâter les dents » comme il disait, aux socialistes de sa connaissance, afin de s'assurer de leur conscience et de la force de leur conviction [1]. Ayant fait la connaissance de Lopatine, Marx écrit à Engels le 5 juillet 1870 une appréciation flatteuse au plus haut point pour le jeune socialiste russe, mais il ajoute :

> ... Un point faible : *la Pologne*. Sur ce point Lopatine parle absolument comme un Anglais — disons un chartiste anglais de la vieille école — à propos de l'Irlande.

Marx interroge un socialiste d'une nation oppressive sur son attitude vis-à-vis de la nation opprimée ; et il découvre aussitôt le défaut *commun* aux socialistes des nations dominantes (anglaise et russe) : incompréhension de leurs devoirs de socialistes à l'égard des nations opprimées ; rabâchage de préjugés empruntés à la bourgeoisie de la « grande nation dominante ».

Avant de passer aux déclarations positives de Marx à propos de l'Irlande, il faut faire cette réserve que Marx et Engels traitaient avec un sévère esprit critique la question nationale en général, dont ils appréciaient l'importance en conformité avec les conditions historiques. C'est ainsi qu'Engels écrivait à Marx, le 23 mai 1851, que l'étude de l'histoire l'amenait à des conclusions pessimistes touchant la Pologne ; que celle-ci n'avait qu'une importance temporaire, uniquement jusqu'à la révolution agraire en Russie. Le rôle des Polonais dans l'histoire consiste à commettre d' « audacieuses sottises ».

---

1. Il s'agit des souvenirs de W. Liebknecht sur Marx. (*N. R.*)

> On ne peut supposer un instant que même face à la seule Russie, la Pologne puisse représenter le progrès ou avoir une importance historique quelconque [1].

Il existe en Russie plus d'éléments de civilisation, d'instruction, d'industrie, de bourgeoisie, que dans la « chevaleresque et indolente Pologne ». « Qu'est-ce que Varsovie et Cracovie à côté de Pétersbourg, de Moscou, d'Odessa ! » Engels ne croit pas au succès des soulèvements des gentilshommes polonais.

Mais toutes ces pensées, où il y a tant de perspicacité géniale, n'ont nullement empêché Engels et Marx, douze ans plus tard, alors que la Russie sommeillait encore et que la Pologne était en ébullition, de sympathiser ardemment avec le mouvement polonais.

En 1864, alors qu'il compose l'*Adresse de l'Internationale*, Marx écrit à Engels (4 novembre 1864), qu'il lui faut combattre le nationalisme de Mazzini.

> Lorsque, dans *l'Adresse*, il s'agit de la politique internationale, je parle des pays et non des nationalités, je dénonce la Russie et non des Etats moins importants [2],

écrit Marx. Pour lui, il ne fait pas de doute qu'à côté de la « question ouvrière », la question nationale n'a qu'une importance subordonnée. Mais sa théorie est aussi éloignée de la méconnaissance des mouvements nationaux que le ciel l'est de la terre.

Arrive l'année 1866, Marx écrit à Engels au sujet de la « clique proudhonienne » de Paris qui

> déclare la nationalité, un non-sens et s'en prend à Bismarck et à Garibaldi. Comme polémique contre le chauvinisme, cette tactique est utile et peut s'expliquer. Mais lorsque les adeptes de Proudhon (auxquels appartiennent également mes bons amis d'ici, Lafargue et Longuet) pensent que toute l'Europe peut et doit rester tranquillement et paisiblement assise sur son postérieur en attendant que les maîtres de la France abolissent l'ignorance et la misère... ils sont ridicules (Lettre du 7 juin 1866 [3]).
>
> Hier, *écrit Marx le* 20 *juin* 1866, il y a eu des débats au Conseil de l'Internationale sur la guerre en cours... Les débats, comme il fallait s'y attendre, se sont concentrés sur la question des « nationalités » et de notre attitude à son égard... Les représentants de la

1. *Correspondance Marx-Engels*, t. II, p. 125. (Costes, 1931.) (*N. R.*)
2. *Correspondance*, t. VIII, p. 97. (Costes, 1934.) (*N. R.*)
3. *Id.*, t. IX, p. 67. (Costes, 1934.) (*N. R.*)

> « jeune France » (*pas ouvriers*) mirent en avant ce point de vue que toute nationalité et la nation elle-même sont des préjugés vieillis. Du-stirnérisme proudhonien... Le monde entier doit attendre que les Français soient mûrs pour accomplir la révolution sociale... Les Anglais ont bien ri lorsque j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et les autres, qui ont aboli les nationalités, s'adressent à nous en français, c'est-à-dire en une langue incompréhensible aux neuf dixièmes de l'assemblée. Ensuite j'ai donné à entendre que sans s'en rendre compte lui-même, Lafargue comprend, semble-t-il, par négation des nationalités, leur absorption par la nation modèle, la française [1].

De toutes ces remarques critiques de Marx, la déduction est claire : la classe ouvrière est la moins susceptible de faire un fétiche de la question nationale, car le développement du capitalisme n'éveille pas forcément *toutes* les nations à une vie indépendante. Mais une fois que sont apparus des mouvements nationaux de masse, les répudier, refuser de soutenir ce qu'ils ont de progressif, c'est en fait céder aux préjugés *nationalistes* : c'est reconnaître « sa » nation comme la « nation modèle » (ou, ajouterons-nous pour notre part, comme la nation détenant le privilège exclusif d'édifier un Etat) [2].

Mais revenons à la question de l'Irlande.

La position de Marx dans cette question est exprimée avec le plus de clarté dans les extraits suivants de ses lettres :

> Je me suis efforcé de susciter par tous les moyens une manifestation des ouvriers anglais en faveur du fénianisme... Auparavant, je considérais la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre comme impossible. Aujourd'hui, je la considère comme inévitable, dût-on après la séparation aboutir à la fédération [3].

Ainsi écrivait Marx dans une lettre à Engels, en date du 2 novembre 1867.

Dans une lettre du 30 novembre de la même année, il ajoutait :

---

1. *Correspondence*, t. IX, p. 75-76. (*N. R.*)
2. Comparez encore la lettre de Marx à Engels, du 3 juin 1867, ... « C'est avec une véritable satisfaction que j'ai appris, par la correspondance parisienne du *Times*, les acclamations polonophiles des Parisiens contre la Russie... M. Proudhon et sa petite clique de doctrinaires, ce n'est pas encore le peuple français. » (*V. L.*) *Correspondance*, t. IX. p. 167. (*N. R.*)
3. *Id.*, t. IX, p. 238-239. (*N. R.*)

> Que devons-nous conseiller aux ouvriers *anglais* ? A mon avis, ils doivent faire du *Repeal* (rupture) de l'union [de l'Irlande avec l'Angleterre, c'est-à-dire de la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre] un point de leur programme — bref la revendication de 1783, mais démocratisée et adaptée aux conditions actuelles. C'est là l'unique forme légale de l'affranchissement de l'Irlande, et, pour cette raison, la seule qui puisse être adoptée par le programme d'un parti *anglais*. L'expérience montrera par la suite si une simple union personnelle entre les deux pays peut être durable...
>
> Ce qu'il faut aux Irlandais, c'est :
>
> 1. Self-government et indépendance vis-à-vis de l'Angleterre.
>
> 2. Révolution agraire [1]...

Attribuant une importance énorme à la question irlandaise, Marx faisait à l'Alliance ouvrière allemande des rapports d'une heure et demie sur ce sujet (lettre du 17 décembre 1867).

Engels note dans une lettre du 20 novembre 1868 « la haine pour les Irlandais qui règne parmi les ouvriers anglais » ; et près d'une année plus tard (24 octobre 1869), revenant à ce même sujet, il écrit :

> De l'Irlande à la Russie, *il n'y a qu'un pas*... L'histoire de l'Irlande montre quel malheur c'est, pour un peuple, d'avoir asservi un autre peuple. Toutes les bassesses anglaises ont leur origine dans la sphère irlandaise. Je dois encore étudier l'époque de Cromwell, mais en tout cas, il est pour moi incontestable que les choses, en Angleterre également, auraient pris un autre tour, n'eût été la nécessité de maîtriser militairement l'Irlande et de créer une nouvelle aristocratie.

Mentionnons en passant la lettre de Marx à Engels, en date du 18 août 1869 :

> En Posnanie, les ouvriers polonais ont fait une grève victorieuse grâce à l'appui de leurs camarades de Berlin. Cette lutte contre « Monseigneur le Capital » — même sous sa forme inférieure, celle d'une grève — mettra fin aux préjugés nationaux bien plus efficacement que les déclamations sur la paix dans la bouche de messieurs les bourgeois.

La politique suivie par Marx à l'égard de la question irlandaise au sein de l'Internationale, ressort de ce qui suit :

---

1. *Id.*, t. IX, p. 263-264. (*N. R.*)

Le 18 novembre 1869, Marx écrit à Engels qu'il a tenu un discours d'une heure un quart au Conseil de l'Internationale, à propos de l'attitude du ministère britannique dans la question de l'amnistie irlandaise, et qu'il a proposé la résolution suivante :

> Il a été arrêté
> que dans sa réponse aux revendications irlandaises demandant la mise en liberté des patriotes irlandais, M. Gladstone offense sciemment la nation irlandaise ;
> qu'il fait dépendre l'amnistie politique de conditions également humiliantes pour les victimes d'un mauvais gouvernement comme pour le peuple qu'elles représentent ;
> que Gladstone, bien que lié par sa situation officielle, a publiquement et solennellement salué la révolte des esclavagistes américains, et entreprend à présent de prêcher au peuple irlandais la doctrine de l'obéissance passive ;
> que toute sa politique à l'égard de l'amnistie irlandaise est une authentique manifestation de cette « *politique de conquêtes* » dont la dénonciation a permis à M. Cladstone de renverser le ministère de ses adversaires, les tories ;
> que le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs exprime son admiration pour la hardiesse, la fermeté et l'élévation avec lesquelles le peuple irlandais mène sa campagne pour l'amnistie ;
> que cette résolution doit être communiquée à toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs et à toutes les organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique en rapports avec elle.

Le 10 décembre 1869, Marx écrit que son rapport sur la question irlandaise au Conseil de l'Internationale sera conçu de la façon suivante :

> ... En dehors de toute phraséologie « internationaliste » et « humanitaire » sur « la jusitce envers l'Irlande », — car la chose va de soi au Conseil de l'Internationale — *les intérêts directs, absolus, de la classe ouvrière anglaise exigent que soient rompus ses liens actuels avec l'Irlande.* Telle est ma conviction la plus profonde, basée sur des raisons que, partiellement, je ne puis découvrir aux ouvriers anglais eux-mêmes. J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce aux progrès de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu cette opinion dans la *New-York Tribune* [journal américain auquel Marx a longtemps collaboré]. Une étude plus approfondie de la question m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise *ne pourra rien faire* tant

> qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande... La réaction anglaise en Angleterre a ses racines dans l'asservissement de l'Irlande [l'italique est de Marx].

Maintenant, la politique de Marx dans la question irlandaise doit être parfaitement claire pour le lecteur.

L' « utopiste » Marx est si « peu pratique » qu'il se prononce pour la séparation de l'Irlande, laquelle, même un demi-siècle plus tard, n'est pas encore réalisée.

D'où vient donc cette politique de Marx, et n'était-elle pas erronée ?

Marx avait d'abord pensé que ce n'était pas le mouvement national de la nation opprimée, mais le mouvement ouvrier au sein de la nation oppressive qui libérerait l'Irlande. Marx ne fait pas des mouvements nationaux un absolu, sachant que seule la victoire de la classe ouvrière peut entièrement affranchir toutes les nationalités. Tenir compte à l'avance de toutes les corrélations possibles entre les mouvements émancipateurs bourgeois des nations opprimées et le mouvement émancipateur prolétarien dans la nation oppressive (problème qui rend précisément si difficile la question nationale dans la Russie moderne) est chose impossible.

Mais les circonstances ont fait que la classe ouvrière anglaise est tombée pour un temps assez long sous l'influence des libéraux, qu'elle se traîne à leur remorque et qu'elle est décapitée par une politique ouvrière libérale. Le mouvement émancipateur bourgeois en Irlande s'est renforcé et a pris des formes révolutionnaires. Marx revise son opinion et la corrige. « C'est un malheur pour un peuple d'en avoir asservi un autre. » La classe ouvrière d'Angleterre ne s'affranchira pas aussi longtemps que l'Irlande ne sera pas affranchie du joug anglais. L'asservissement de l'Irlande raffermit et alimente la réaction en Angleterre (comme l'asservissement d'une série de nations alimente la réaction en Russie !).

Et Marx, tout en faisant voter par l'Internationale une résolution de sympathie à la « nation irlandaise », au « peuple irlandais » (le subtil L. V. aurait certainement mis en pièces le pauvre Marx pour son oubli de la lutte des classes !) recommande la *séparation* d'avec l'Irlande d'avec l'Angleterre « dût-on, après la séparation aboutir à la fédération ».

Quelles sont les prémisses théoriques de cette conclusion de Marx ? D'une façon générale, la révolution bourgeoise en Angleterre est depuis longtemps terminée. Mais en Irlande elle ne l'est pas ; les réformes des libéraux anglais ne l'achèvent qu'aujourd'hui, après un demi-siècle. Si le capitalisme avait été renversé en Angleterre aussi rapidement que Marx l'avait d'abord espéré, il n'y aurait pas eu place en Irlande pour un mouvement national démocratique bourgeois. Mais puisqu'il

est apparu, Marx conseille aux ouvriers anglais de le soutenir, de lui imprimer une poussée révolutionnaire, de le mener jusqu'au bout dans l'intérêt de *leur propre* liberté.

Les relations économiques de l'Irlande et de l'Angleterre étaient, vers 1860-1870, certainement plus étroites que celles de la Russie avec la Pologne, avec l'Ukraine, etc. Le caractère « peu pratique » et « irréalisable » de la séparation de l'Irlande (ne fût-ce qu'en vertu des conditions géographiques et en vertu aussi de l'énorme puissance coloniale de l'Angleterre) sautait aux yeux. Ennemi en principe du fédéralisme, Marx admet dans ce cas particulier la fédération [1], *à la condition* que l'émancipation de l'Irlande se fasse par la voie révolutionnaire et non réformiste, par un mouvement des masses populaires d'Irlande que soutiendrait la classe ouvrière d'Angleterre. Il ne peut faire de doute que seule une telle solution du problème historique aurait le mieux favorisé les intérêts du prolétariat et accéléré le développement social.

Les choses ont tourné autrement. Il s'est avéré que le peuple irlandais et le prolétariat anglais étaient trop faibles. C'est maintenant seulement que, par suite de misérables transactions entre libéraux anglais et bourgeoisie irlandaise, la question irlandaise *se résout* (l'exemple de l'Ulster montre combien laborieusement) par une réforme agraire (avec rachat) et par une autonomie (pour le moment encore inappliquée). Qu'est-ce à dire ? S'ensuit-il que Marx et Engels étaient des « utopistes », qu'ils formulaient des revendications nationales « irréalisables », qu'ils se laissaient influencer par les nationalistes petits-bourgeois d'Irlande (le caractère petit-bourgeois du mouvement des fénians est indubitable), etc. ?

Non. Dans la question irlandaise également, Marx et Engels ont mené une politique prolétarienne conséquente, propre à éduquer réellement les masses dans l'esprit du démocratisme et du socialisme. Seule cette politique était capable d'épargner, à l'Irlande comme à l'Angleterre, le retard d'un demi-siècle apporté dans la réalisation des réformes indispensables, ainsi

1. Il est d'ailleurs facile de voir pourquoi par droit de « libre disposition » des nations, on ne saurait comprendre, au point de vue social-démocrate, ni la fédération, ni l'autonomie (bien qu'abstraitement parlant, l'une et l'autre entrent dans la notion de « libre disposition »). Le droit à la fédération est en général un non-sens, car la fédération est un contrat bilatéral. Les marxistes ne peuvent absolument pas inscrire dans leur programme la défense du fédéralisme en général : il ne saurait en être question. Quant à l'autonomie, les marxistes défendent non le « droit » à l'autonomie, mais l'autonomie *elle-même* comme principe général, universel d'un Etat démocratique à composition nationale hétérogène et dont les conditions géographiques et autres seraient nettement différenciées. C'est pourquoi reconnaître « le droit des nations à l'autonomie » serait aussi insensé que reconnaître « le droit des nations à la fédération ». (*V. L.*).

que leur mutilation par les libéraux désireux de plaire à la réaction.

La politique de Marx et d'Engels dans la question irlandaise a fourni le plus grand exemple, qui conserve jusqu'à présent une énorme importance *pratique*, de la façon dont le prolétariat des nations qui oppriment doit se comporter envers les mouvements nationaux ; elle a été mise en garde contre l' « empressement servile » que les philistins de tous les pays, de toutes les couleurs et de toutes les langues, mettent à qualifier d' « utopique » une modification des frontières des États, créées par la violence, et des privilèges des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie d'une nation.

Si le prolétariat d'Irlande et celui d'Angleterre n'adoptaient pas la politique de Marx et ne faisaient pas de la séparation de l'Irlande leur mot d'ordre, ce serait de leur part le pire opportunisme, un oubli des tâches du démocrate et du socialiste, une concession à la réaction et à la bourgeoisie *anglaises*.

9. LE PROGRAMME DE 1903 ET SES LIQUIDATEURS

Les procès-verbaux du congrès de 1903, qui adopta le programme des marxistes russes, sont devenus des pièces très rares, et l'immense majorité des militants actuels du mouvement ouvrier ignorent le pourquoi des différents points de ce programme (d'autant que tous les écrits qui s'y rapportent ne jouissent pas des bienfaits de la légalité, loin de là...). Aussi est-il nécessaire de nous arrêter sur l'examen, au congrès de 1903, de la question qui nous intéresse.

Notons d'abord que si pauvre qu'elle soit, la littérature social-démocrate russe concernant le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » montre cependant avec évidence que ce droit a toujours été compris dans le sens de droit à la séparation. Messieurs les Semkovski, Liebman et Iourkévitch qui en doutent et déclarent que le § 9 « manque de clarté », etc., ne parlent de ce « manque de clarté » que par ignorance extrême ou par insouciance. Dès 1902, défendant dans la *Zarie* le « droit de libre disposition » dans le projet de programme, Plékhanov écrivait que cette revendication, qui n'est pas obligatoire pour les démocrates bourgeois « est obligatoire pour les social-démocrates ».

> Si nous l'avions omise, *écrivait Plékhanov*, ou si nous n'avions pas osé la formuler par crainte de heurter les préjugés nationaux de nos compatriotes de la nation grande-russe, c'eût été dans notre bouche

un mensonge honteux... que l'appel... : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ! »

C'est là une caractéristique très heureuse de l'argument essentiel en faveur du point considéré et tellement heureuse que ce n'est pas sans raison que les critiques de notre programme, « oublieux de leur parenté » l'ont éludée et l'éludent peureusement... Renoncer à ce point du programme, quels que soient les motifs invoqués, signifie *en fait* une « honteuse » concession au nationalisme *grand-russe*. Pourquoi grand-russe, puisqu'on parle du droit de *toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes ? Parce qu'il s'agit de la séparation *d'avec* les Grands-Russes. Les intérêts de l'*union des prolétaires*, les intérêts de leur solidarité de classe, exigent la reconnaissance du droit des *nations* à la *séparation* : voilà ce que Plékhanov a reconnu il y a douze ans, dans les paroles que nous avons citées. S'ils y avaient bien réfléchi, nos opportunistes n'auraient sans doute pas dit tant de sottises à propos de la libre disposition.

Au congrès de 1903 où fut ratifié ce projet de programme défendu par Plékhanov, le gros du travail se faisait à la *commission du programme* dont, malheureusement, on n'a pas dressé de procès-verbaux. Or c'est sur ce point qu'ils auraient été particulièrement intéressants, car c'est *seulement* au sein de la commission que les représentants des social-démocrates polonais, Varchavski et Ganetski, ont essayé de défendre leurs conceptions et de contester la « reconnaissance du droit de libre disposition ». Le lecteur qui voudrait comparer leurs arguments (exposés dans le discours de Varchavski, ainsi que dans la déclaration qu'il avait faite avec Ganetski, p. 134-136 et 388-390 des procès-verbaux) à ceux que Rosa Luxembourg apporte dans son article polonais que nous avons analysé, constaterait l'identité complète de ces arguments.

Quelle fut donc à l'égard de ces arguments l'attitude de la commission du programme du IIe congrès où Plékhanov surtout s'éleva contre les marxistes polonais ? Ces arguments furent cruellement raillés ! L'ineptie de la proposition faite aux marxistes *de Russie* de rejeter la reconnaissance du droit

---

1. Il s'agit de l'article de Plékhanov « Projet de programme du Parti social-démocrate de Russie », publié dans le n° 4 de la *Zaria*, 1902.
Zaria [l'Aube], revue marxiste politique et scientifique ; publiée de 1901 à 1902 à Stuttgart par la rédaction du journal *Iskra*. Il en parut 4 numéros (trois opuscules). La *Zaria* a publié les articles de Lénine « Notes fortuites », « Les persécuteurs du zemstvo et les Annibals du libéralisme », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage *la Question agraire et les « critiques de Marx »* (sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire »), « Revue intérieure » et le « Programme agraire de la social-démocratie russe ». (*N. R.*)

des nations à disposer d'elles-mêmes apparut avec tant de clarté et d'évidence que les marxistes polonais *n'osèrent pas même reprendre leurs arguments à l'assemblée plénière du congrès !* Ils quittèrent le congrès après s'être convaincus de l'inanité de leur position devant l'assemblée suprême des marxistes, tant grands-russes que juifs, géorgiens et arméniens.

Cet épisode historique a, bien entendu, une très grande importance pour quiconque s'intéresse sérieusement à *son* programme. La débâcle complète des arguments des marxistes polonais à la commission du programme et leur renonciation à toute tentative de défendre leurs opinions devant l'assemblée du congrès, est un fait extrêmement symptomatique. Ce n'est pas sans raison que Rosa Luxembourg l'a « discrètement » passé sous silence dans son article de 1908 : apparemment, le souvenir du congrès lui était par trop désagréable ! De même, elle a passé sous silence la proposition ridiculement malheureuse d' « amender » le § 9 du programme, proposition faite en 1903 par Varchavski et Ganetski au nom de tous les marxistes polonais, et que n'ont osé (et n'oseront) renouveler ni Rosa Luxembourg ni les autres social-démocrates polonais.

Mais si Rosa Luxembourg, pour dissimuler sa défaite de 1903, a passé ces faits sous silence, ceux qui s'intéressent à l'histoire de leur Parti se préoccuperont de les connaître et d'en méditer la signification.

> ... Nous proposons, *écrivaient les amis de Rosa Luxembourg au congrès de* 1903 *en le quittant*, de formuler de la façon suivante le septième [aujourd'hui le neuvième] paragraphe du projet de programme : § 7. *Institutions garantissant l'entière liberté du développement culturel à toutes les nations qui composent l'Etat* [p. 390 des procès-verbaux].

Ainsi, les marxistes polonais formulaient alors sur la question nationale des opinions si vagues qu'*au lieu* de la libre disposition, ils proposaient, au fond, un simple pseudonyme de la fameuse « autonomie culturelle-nationale » !

Cela paraît presque invraisemblable, mais c'est malheureusement un fait. Au congrès même, bien qu'il s'y trouvât cinq bundistes disposant de cinq voix et trois Caucasiens disposant de six voix, sans compter une voix consultative, celle de Kostrov, il ne s'est pas trouvé *une seule* voix pour la *suppression* du paragraphe concernant la libre disposition. Trois voix se sont prononcées pour que fût adjointe à ce paragraphe l' « autonomie culturelle-nationale » (pour la formule de Goldblatt : « création d'institutions garantissant aux nations l'entière liberté du développement culturel »), et quatre pour la formule de Liber (« droit pour elles [pour les nations] à un libre développement culturel »).

Maintenant qu'est apparu un parti libéral russe, le parti des cadets, nous savons que dans *son* programme, la « libre disposition culturelle » a été substituée à la libre disposition politique des nations. De sorte qu'en « *combattant* » le nationalisme du P.P.S., les amis polonais de Rosa Luxembourg ont fait si bien qu'ils ont proposé de remplacer le programme marxiste par un programme *libéral* ! Et ce faisant, c'est eux qui accusaient notre programme d'opportunisme. Peut-on s'étonner qu'à la commission du programme du IIe congrès cette accusation ait été accueillie par des éclats de rire !

Comment la « libre disposition » était-elle comprise des délégués au IIe congrès, dont *pas un*, nous l'avons vu, ne s'est prononcé contre la « libre disposition des nations » ?

C'est ce que nous disent les trois passages suivants des procès-verbaux :

> *Martynov* trouve qu'on ne doit pas donner aux mots « libre disposition » une large interprétation ; ils signifient simplement le droit des nations à s'isoler en un tout politique distinct, et nullement l'autonomie régionale [p. 171].

Martynov était membre de la commission du programme où furent réfutés et tournés en ridicule les arguments des amis de Rosa Luxembourg. Par ses conceptions, Martynov était alors un économiste, un farouche adversaire de l'*Iskra* et s'il avait exprimé une opinion autre que celle de la majorité de la commission du programme, il eût été certainement réfuté.

Goldblatt, un bundiste, prit le premier la parole lorsque, après les travaux de la commission, le congrès passa à l'examen du § 8 (aujourd'hui § 9) du programme.

> Contre le « droit de libre disposition », *déclara Goldblatt*, on ne peut rien objecter. Si une nation quelconque lutte pour son indépendance, on ne doit pas s'y opposer. Si la Pologne ne veut pas contracter un légitime mariage avec la Russie, il faut la laisser faire, ainsi que s'est exprimé le camarade Plékhanov. Dans ces limites, je suis d'accord avec ce point de vue (p. 175-176).

Plékhanov n'a pas du tout pris la parole à ce sujet devant l'assemblée plénière du congrès. Goldblatt invoque les paroles prononcées par Plékhanov à la commission du programme, où le « droit de libre disposition » avait été amplement et populairement expliqué dans le sens de droit à la séparation. Liber, qui parla après Goldblatt, fit remarquer que

bien entendu, si une nationalité quelconque ne peut pas vivre dans les limites de la Russie, le Parti n'y fera pas obstacle (p. 176).

Le lecteur voit qu'au IIe congrès du Parti, qui adopta le programme, tous étaient d'accord pour reconnaître que la libre disposition signifiait « uniquement » le droit à la séparation. Les bundistes eux-mêmes s'étaient alors pénétrés de cette vérité, et c'est seulement à notre triste époque de contre-révolution persistante et de « reniements » de toute sorte qu'il s'est trouvé des gens enhardis par leur ignorance pour déclarer que le programme « manque de clarté ». Mais avant de consacrer notre temps à ces pitoyables « social-démocrates eux aussi », terminons-en avec l'attitude des Polonais envers le programme.

Ils étaient venus au IIe congrès (1903) en déclarant que l'unification était nécessaire et urgente. Mais ils quittèrent le congrès après leur « échec » à la commission du programme, et leur *dernier mot* fut une déclaration écrite, publiée dans les procès-verbaux du congrès, qui renferme la proposition mentionnée plus haut, de *remplacer* la libre disposition par l'autonomie culturelle-nationale.

En 1906, les marxistes polonais adhéraient au Parti; ni au moment de leur adhésion, ni après (ni au congrès de 1907, ni aux conférences de 1907 et 1908, ni à l'assemblée plénière de 1910), *pas une fois ils n'ont fait* une proposition de modifier le § 9 du programme de Russie !

C'est un fait.

Et ce fait démontre nettement, en dépit de toutes les phrases et assurances, que les amis de Rosa Luxembourg estimaient que les débats à la commission du programme du IIe congrès et la décision de ce congrès épuisaient la question : qu'ils avaient tacitement reconnu leur erreur et l'avaient corrigée en adhérant au Parti en 1906, après avoir quitté le congrès en 1903, sans avoir jamais essayé de poser *par la voie du Parti* la question de la révision du § 9 du programme.

L'article de Rosa Luxembourg parut sous sa signature en 1908 — bien entendu, il n'est jamais venu à l'idée de personne de dénier aux publicistes du Parti le droit de critiquer le programme, — et *après* cet article, *aucun* organisme officiel des marxistes polonais n'a soulevé la question de la révision du § 9.

Aussi est-ce en vérité le pavé de l'ours que le service rendu par Trotski à certains admirateurs de Rosa Luxembourg, lorsqu'il écrit au nom de la rédaction de la *Borba*[1] (n° 2, mars 1914) :

---

1. *Borba* [la Lutte], revue de Trotski, parut à Pétersbourg de février à juillet 1914. Sous le masque de « non-fractionnisme » Trotski mène la lutte, dans les colonnes de cette revue, contre Lénine, contre le Parti bolchévik. (*N. R.*)

> ... Les marxistes polonais estiment que le « droit de libre disposition nationale » est absolument dénué de contenu politique et qu'il doit être éliminé du programme (p. 25).

L'obligeant Trotski est plus dangereux qu'un ennemi ! Nulle part, si ce n'est dans des « entretiens privés » (c'est-à-dire tout simplement dans les commérages, dont se nourrit toujours Trotski), il *n'a pu* trouver de preuves lui permettant de ranger les « marxistes polonais » en général parmi les partisans de chaque article de Rosa Luxembourg. Trotski a présenté les « marxistes polonais » comme des gens sans honneur ni scrupule, ne sachant même pas respecter leurs propres convictions et le programme de leur Parti. L'obligeant Trotski !

Lorsqu'en 1903, les représentants des marxistes polonais quittèrent le IIe congrès *à cause* de la divergence sur le droit de libre disposition, Trotski pouvait *alors* dire qu'ils estimaient que ce droit était dénué de contenu et qu'il devait être rejeté du programme.

Mais depuis, les marxistes polonais *ont adhéré* au Parti qui avait ce programme, et jamais ils n'ont fait la proposition de le réviser [1].

Pourquoi Trotski a-t-il caché ces faits aux lecteurs de sa revue ? Simplement parce qu'il lui est avantageux de spéculer sur l'aggravation des désaccords entre adversaires polonais et russes du liquidationnisme, et de tromper les ouvriers russes en ce qui touche le programme.

Jamais encore Trotski n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme ; il s'est toujours « insinué » à la faveur de tel ou tel désaccord et passait d'un camp à l'autre. A l'heure actuelle, il se trouve en compagnie des bundistes et des liquidateurs. Or, ces messieurs-là en prennent à leur aise avec le Parti.

Voyez le bundiste Liebman :

> Quand la social-démocratie russe, *écrit ce gentleman*, il y a quinze ans, a inscrit à son programme un paragraphe sur le droit de chaque nationalité à « disposer d'elle-même », chacun [!] se demanda : que signifie, à proprement parler, cette expression à la mode [!] ? A cela, pas de réponse [!] . Cette expression est res-

1. On nous communique qu'à la conférence des marxistes de Russie (été 1913), les marxistes polonais participèrent *seulement* avec voix consultative, et que sur la question du droit de libre disposition (de séparation), ils ne votèrent pas du tout, parce qu'étant contre ce droit en général. Bien entendu, ils avaient entièrement le droit d'agir ainsi et de continuer à mener en Pologne une agitation contre sa séparation. Mais ce n'est pas tout à fait ce dont parle Trotski, parce que les marxistes polonais n'ont point demandé que le § 9 fût « éliminé du programme ». (*V. L.*)

tée [1] enveloppée de brouillard. En réalité, il eût été difficile à l'époque de dissiper ce brouillard. On disait alors : le temps n'est pas encore venu de concrétiser ce paragraphe : qu'il reste pour l'instant enveloppé de brume [1]. la vie elle-même suggérera le contenu à mettre dans ce paragraphe.

N'est-il pas magnifique, ce « gamin sans culotte [1] », qui se gausse du programme du Parti ?

Et pourquoi se moque-t-il ?

Tout bonnement parce qu'il est un ignorant achevé qui n'a rien appris, n'a même rien lu sur l'histoire du Parti, et est simplement tombé dans un milieu de liquidateurs où il est « de mise » de se promener tout nu quand il s'agit du Parti, des principes du parti.

Chez Pomialovski [2], un séminariste se vante d'avoir « craché dans un baquet de choucroute ». Messieurs les bundistes ont fait mieux. Ils lâchent des Liebman afin que lesdits gentlemen crachent publiquement dans leur propre baquet. Qu'il y ait eu une décision d'un congrès international, qu'au congrès de leur propre parti deux représentants de leur propre Bund se soient montrés (et pourtant c'étaient là des critiques « sévères » et des ennemis décidés de l'*Iskra* [3]) parfaitement capables de comprendre le sens de la « libre disposition », et qu'ils aient même été d'accord avec elle, qu'importe à messieurs les Liebman ? Et ne sera-t-il pas plus aisé de liquider le Parti si des « publicistes du Parti » (ne plaisantez pas !) se mettent à traiter en séminaristes l'histoire et le programme du Parti ?

Voici un autre « gamin sans culotte » : Iourkévitch, du *Dzvin* [4]. M. Iourkévitch a vraisemblablement eu entre les mains les procès-verbaux du IIe congrès, car il cite les paroles de Plékhanov, reproduites par Goldblatt, et il montre qu'il sait que la libre disposition ne peut signifier que le droit à la séparation. Mais cela ne l'empêche pas de répandre parmi la petite bourgeoisie ukrainienne des calomnies contre les marxistes russes, en prétendant qu'ils seraient pour l' « intégrité de l'Etat » russe (1913, n° 7-8, p. 83, d'autres encore). Certes, les Iourkévitch ne pouvaient imaginer meilleur moyen que cette calomnie pour éloigner la démocratie ukrainienne de la démocratie grande-russe. Or, un tel éloignement est conforme à toute la ligne politique du groupe des littérateurs du *Dzvin*,

1. L'expression est empruntée à un récit de l'écrivain russe Saltykov Chtchédrine : « En pays étranger ». (*N. R.*)
2. Il s'agit des *Séminaristes* de l'écrivain russe N. Pomialovski. (*N. R.*)
3. *Iskra*, premier journal marxiste illégal pour toute la Russie ; fondé par Lénine en 1900. Sur le rôle et l'importance de l'*Iskra*, voir l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*, p. 34-44, Editions Sociales, Paris. (*N. R.*).
4. Voir note 2 p. 6 (*N. R.*)

qui prêchent la *séparation* des ouvriers ukrainiens pour former une organisation nationale à *part* [1].

Certes, à un groupe de petits bourgeois nationalistes qui divisent le prolétariat (et c'est bien là le rôle objectif du *Dzvin*) il sied à merveille de répandre une confusion extrême dans la question nationale. Il va de soi que les Iourkévitch et les Liebman (qui se fâchent « terriblement » lorsqu'on les traite d'éléments « à côté du parti ») n'ont pas dit un mot, mais absolument pas un mot, sur la façon dont *eux* auraient voulu résoudre dans le programme la question du droit de séparation.

Et voici le troisième et principal « gamin sans culotte », M. Semkovski, qui, dans les colonnes de l'organe des liquidateurs « démolit » à la face du public grand-russe le § 9 du programme, et déclare en même temps « ne pas partager, pour certaines considérations, la proposition » d'exclure ce paragraphe !

C'est incroyable, mais c'est un fait.

En août 1912, la conférence des liquidateurs pose officiellement la question nationale. Au cours de dix-huit mois, pas un article, hormis celui de Semkovski, au sujet du § 9. Et dans cet article, l'auteur *réfute* le programme, « sans partager pour *certaines* considérations » (une maladie secrète, peut-être ?) la proposition de l'amender ! On peut affirmer qu'il serait malaisé de trouver dans le monde entier des exemples d'un tel opportunisme, et pis que de l'opportunisme, d'un tel reniement, d'une telle liquidation du Parti.

Ce que sont les arguments de Semkovski, un exemple suffira pour les illustrer :

> Comment faire, *écrit-il* si le prolétariat polonais, voulait, dans le cadre d'un même Etat, mener la lutte en commun avec l'ensemble du prolétariat de Russie, tandis que les classes réactionnaires de la société polonaise voulaient, au contraire, séparer la Pologne de la Russie et recueillaient, dans un referendum [consultation populaire] la majorité des voix : devrions-nous, social-démocrates russes, voter au Parlement central avec nos camarades polonais *contre* la séparation, ou bien, par crainte de violer le « droit de libre disposition », voter *pour* la séparation ? *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* [2], n° 71.]

---

1. Voir notamment la préface de M. Iourkévitch au livre de M. Lévinski : *Aperçu sur le développement du mouvement ouvrier ukrainien en Galicie*. Kiev, 1914. (*V. L.*)
2. Voir note p. 29. (*N. R.*)

On voit par là que M. Semkovski ne comprend même pas *de quoi il s'agit* ! Il n'a pas songé que le droit de séparation suppose précisément que la question a été résolue *non* par le Parlement central, mais uniquement par le Parlement (Diète, referendum, etc.) de la région *qui se sépare*.

La perplexité puérile de ce « comment faire », si en régime démocratique la majorité est pour la réaction, masque la question de la politique réelle, véritable, vivante, où les Pourichkévitch *comme* les Kokochkine tiennent pour criminelle la seule idée de la séparation ; il faut croire que les prolétaires de *toute* la Russie ne doivent pas lutter aujourd'hui contre les Pourichkévitch et les Kokochkine, mais sans s'occuper d'eux, contre les classes réactionnaires de la Pologne !!

Et c'est cette absurdité sans nom que publie l'organe des liquidateurs, dont l'un des directeurs idéologiques est monsieur L. Martov. Ce même L. Martov qui rédigea le projet de programme et le défendit en 1903, qui plus tard aussi écrivit en faveur de la liberté de séparation. L. Martov raisonne maintenant, selon toute apparence, d'après cette règle :

> D'intelligence, là, il n'en faut guère.
> Envoyez donc Réad,
> Et moi, je verrai [1].

Il envoie Réad Semkovski et lui permet, dans un quotidien, devant de nouveaux lecteurs qui ne connaissent pas notre programme, de le dénaturer et de l'embrouiller sans fin !

Oui, oui, le courant de liquidation est allé loin : il n'est pas resté la moindre trace de l'esprit du Parti chez nombre d'ex-social-démocrates, même marquants.

Rosa Luxembourg, bien entendu, ne saurait être assimilée aux Liebman, Iourkévitch et Semkovski ; mais le fait que des gens comme ceux-là se soient cramponnés à son erreur prouve avec évidence dans quel opportunisme elle est tombée.

10. CONCLUSION

Faisons le bilan.

Du point de vue de la théorie du marxisme en général, le

1. Lénine cite les paroles d'une chanson militaire évoquant la bataille livrée sur la petite rivière Tchornaïa le 4 août 1855, pendant la campagne de Crimée. L'auteur de la chanson est Léon Tolstoï. (*N. R.*)

droit de libre disposition ne présente aucune difficulté. Il ne peut être sérieusement question ni de contester la décision de Londres de 1896, ni de contester qu'il faille par libre disposition entendre uniquement le droit de séparation, ni que la formation d'Etats nationaux indépendants est une tendance propre à toutes les révolutions démocratiques bourgeoises.

La difficulté jusqu'à un certain point, c'est qu'en Russie luttent et doivent lutter côte à côte le prolétariat de nations opprimées et le prolétariat de la nation qui opprime. Sauvegarder l'unité de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme, repousser toutes les influences bourgeoises et archiréactionnaires du nationalisme, telle est la tâche. Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée que la perspective se trouve déformée et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime.

Mais cette déformation de la perspective n'est possible que pour un temps. L'expérience de la lutte commune des prolétaires de différentes nations montre trop clairement que ce n'est pas du point de vue de « Cracovie », mais d'un point de vue commun à toute la Russie que nous devons traiter les questions politiques. Or, ce sont les Pourichkévitch et les Kokochkine qui prédominent dans la politique générale de la Russie. Leurs idées règnent ; leur campagne d'excitation contre les allogènes qu'ils accusent de « séparatisme », qu'ils accusent de *songer* à la séparation, est prêchée et pratiquée à la Douma, dans les écoles, les églises, les casernes, dans des centaines et des milliers de journaux. C'est ce poison du nationalisme grand-russe qui intoxique l'atmosphère politique de la Russie entière. Malheur au peuple qui, en asservissant d'autres peuples, renforce la réaction dans toute la Russie. Le souvenir des années 1849 et 1863 constitue la vivante tradition politique qui, à moins que ne surviennent des tempêtes de très grande envergure, menace d'entraver, pour de longues décades encore, tout mouvement démocratique et *surtout* social-démocrate.

Il est hors de doute que si naturel que paraisse le point de vue de certains marxistes des nations opprimées (dont le « malheur » est parfois que la masse de la population est aveuglée par l'idée de « son » émancipation nationale), *en fait*, étant donné le rapport objectif des forces de classes en Russie, renoncer à défendre le droit de libre disposition équivaut au pire opportunisme, à inoculer au prolétariat les conceptions des Kokochkine. Or ces conceptions sont, au fond, les conceptions et la politique des Pourichkévitch.

C'est pourquoi si l'on pouvait, au début, justifier le point de vue de Rosa Luxembourg comme une étroitesse spécifique-

ment polonaise, « cracovienne », [1] aujourd'hui quand partout s'est accentué le nationalisme, et avant tout le nationalisme gouvernemental, grand-russe, quand c'est *lui* qui dirige la politique, semblable étroitesse devient impardonnable. En fait, on voit s'y accrocher les opportunistes de *toutes* les nations qu'effarouche l'idée de « tempête » et de « bonds », qui tiennent pour achevée la révolution démocratique bourgeoise et se laissent entraîner par le libéralisme des Kokochkine.

Comme tout autre nationalisme, le nationalisme grand-russe traverse différentes phases, selon la prépondérance de telles ou telles classes dans le pays bourgeois. Avant 1905, nous avons connu presque exclusivement les national-réactionnaires. Après la révolution, nous avons vu apparaître chez nous les *national-libéraux*.

C'est sur cette position que se tiennent chez nous, en fait, et les octobristes et les cadets (Kokochkine), c'est-à-dire toute la bourgeoisie contemporaine.

Et il est *inévitable* qu'ensuite nous voyions apparaître des national-démocrates grand-russes. M. Péchékhonov, l'un des fondateurs du parti « socialiste-populaire » a déjà exprimé ce point de vue en exhortant (dans le fascicule d'août 1906 du *Rousskoïé Bogatsov* [2]) à la prudence vis-à-vis des préjugés nationalistes du moujik. On a eu beau nous calomnier, nous autres bolchéviks, en prétendant que nous « idéalisions » le moujik : nous avons toujours fait et nous continuerons de faire une stricte distinction entre le jugement du moujik et ses préjugés, entre le démocratisme du moujik contre Pourichkévitch, et la tendance du moujik à s'accommoder du pope et du hobereau.

La démocratie prolétarienne doit, dès à présent, compter avec le nationalisme des paysans grand-russes (non pour lui faire des concessions, mais pour le combattre), et elle aura probable-

---

1. On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes de *toute la Russie*, et au premier chef par les marxistes grands-russes, du *droit* des nations de se séparer, n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation *opprimée l'agitation* contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, l'agitation contre le divorce. Aussi pensons-nous que ne fera que croître le nombre des marxistes polonais qui se moqueront de l'imaginaire « contradiction » aujourd'hui « réchauffée » par Semkovski et Trotski. (*V. L.*)

2. *Rousskoïé Bogatstvo* [la Richesse russe], revue mensuelle, parut à Pétersbourg de 1876 jusqu'au milieu de 1918. Au début des années 90, organe des populistes libéraux. A partir de 1906, *Rousskoïé Bogatstvo*, devient l'organe du parti semi-cadet des « socialistes-populaires ». Lénine définissait la tendance du *Rousskoïé Bogatstvo*, à cette époque, comme une tendance « populiste », « populiste-cadette ». (*N. R.*)

ment à compter avec lui assez longtemps encore [1]. L'éveil du nationalisme chez les nations opprimées, qui s'est manifesté si fortement après 1905 (rappelons ne serait-ce que le groupe des « autonomistes-fédéralistes » à la Ire Douma, l'essor du mouvement ukrainien, du mouvement musulman, etc.), ne peut manquer de provoquer une recrudescence du nationalisme de la petite bourgeoise grand-russe des villes et des campagnes. Plus lente sera la transformation démocratique de la Russie, plus opiniâtres, brutales et acharnées seront la persécution nationale et la rivalité de la bourgeoisie des différentes nations. La politique particulièrement réactionnaire des Pourichkévitch russes suscitera (et accentuera) avec cela les aspirations « séparatistes » parmi telles ou telles nations opprimées jouissant parfois d'une liberté beaucoup plus grande dans les Etats voisins.

Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une tâche double, ou plutôt bilatérale : lutter contre tout nationalisme, et au premier chef, contre le nationalisme grand-russe ; reconnaître l'égalité absolue de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un Etat, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer ; et à côté de cela (précisément pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations) sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes, leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie vers un particularisme national.

Egalité complète des nations ; droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; union des ouvriers de toutes les nations, c'est ce programme national qu'enseigne aux ouvriers le marxisme, qu'enseigne l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie.

Cet article était déjà sous presse, lorsque j'ai reçu le n° 3 de *Nacha Rabotchaïa Gazeta* où M. Kossovski écrit à propos de

---

1. Il serait intéressant de suivre, par exemple, les avatars du nationalisme en Pologne, qui, de nationalisme seigneurial, est devenu bourgeois, et puis paysan. Dans son livre : *Das polnische Gemeinwesen im preussischen Staat* (Les Polonais en Prusse — il en existe une tradition russe), Ludwig Bernhard, qui lui-même se place au point de vue d'un Kokochkine allemand, décrit un phénomène éminemment caractéristique : la création d'une sorte de « république paysanne » des Polonais en Allemagne, sous forme de coopératives de toutes sortes et autres associations, étroitement groupées, de paysans *polonais* luttant pour leur nationalité, pour leur religion, pour la terre « polonaise ». Le joug allemand a uni les Polonais, les a fait se replier sur eux-mêmes, éveillant le nationalisme d'abord de la noblesse, puis de la bourgeoisie, et enfin de la masse paysanne (surtout après la campagne entreprise en 1873 par les Allemands contre l'enseignement en polonais dans les écoles). C'est à cela que les choses tendent en Russie, et pas seulement en ce qui concerne la Pologne. (*V. L.*)

la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes :

> Mécaniquement reproduit d'après la résolution du 1er congrès du Parti (1898), lequel l'avait à son tour emprunté aux décisions des congrès socialistes internationaux, il a été, comme en font foi les débats, compris au congrès de 1903 dans l'acception que lui donnait l'Internationale socialiste : celle de la libre disposition politique, c'est-à-dire de la libre disposition des nations dans le sens de l'indépendance politique. Ainsi la formule de la libre disposition nationale, signifiant le droit au particularisme territorial, ne touche pas du tout à la question de savoir comment régler les rapports nationaux à l'intérieur d'un organisme d'Etat donné, pour les nationalités qui ne peuvent ou ne veulent pas sortir de l'Etat existant.

On voit d'ici que M. Kossovski a eu entre les mains les procès-verbaux du IIe congrès de 1903, et qu'il sait fort bien ce qu'est réellement (et uniquement) la notion de libre disposition. Comparez à cela le fait que la rédaction du journal bundiste *Zeit* [1] fait donner Liebman pour qu'il raille le programme en déclarant que celui-ci manque de clarté ! Singulières mœurs « de parti » chez messieurs les bundistes... Pourquoi Kossovski déclare-t-il que l'adoption par le congrès de la libre disposition est une reproduction *mécanique* ? « Allah seul le sait. » Il est des gens qui « ont envie de répliquer ». Mais quoi, comment, pourquoi et à quelle fin, c'est ce qu'ils ignorent.

Ecrit en février-mai 1914 et publié en avril-juin 1914 dans la revue Prosvéchtchénié, nos 4, 5 et 6.

---

1. Voir note 1 p. 6. (*N. R.*)

TABLE DES MATIÈRES

I. — NOTES CRITIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE

1. LES LIBÉRAUX ET LES DÉMOCRATES DANS LA QUESTION DES LANGUES 6
2. LA « CULTURE NATIONALE » 9
3. L'ÉPOUVANTAIL NATIONALISTE DE L' « ASSIMILATION » 13
4. « AUTONOMIE CULTURELLE-NATIONALE » 19
5. L'ÉGALITÉ DES NATIONS ET LES DROITS DE LA MINORITÉ NATIONALE.. 26
6. CENTRALISATION ET AUTONOMIE 31

II. — DU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

1. QU'EST-CE QUE LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES ? 38
2. POSITION HISTORIQUE CONCRÈTE DE LA QUESTION 43
3. LES PARTICULARITÉS CONCRÈTES DE LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE ET LA REFONTE DÉMOCRATIQUE BOURGEOISE DE CE PAYS 46
4. LE « PRATICISME » DANS LA QUESTION NATIONALE 51
5. BOURGEOISIE LIBÉRALE ET OPPORTUNISTES SOCIALISTES DANS LA QUESTION NATIONALE 56
6. LA SÉPARATION DE LA NORVÈGE D'AVEC LA SUÈDE 66
7. LA DÉCISION DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE LONDRES DE 1896.... 71
8. L'UTOPISTE KARL MARX ET LA PRATIQUE ROSA LUXEMBOURG.... 76
9. LE PROGRAMME DE 1903 ET SES LIQUIDATEURS 83
10. CONCLUSION 91

Achevé d'imprimer le 15 septembre 1952 par
l'Imprimerie Comte-Jacquet, à Bar-le-Duc (Meuse)
Dépôt légal : 3e trim. 1952